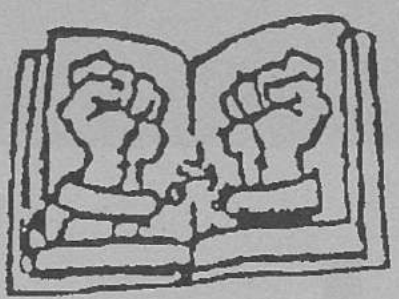
Cahiers du mouvement ouvrier

Les premières lois de la révolution russe
Vadim Rogovine : Barcelone 1937
Farrell Dobbs : le combat contre les bandes fascistes aux Etats-Unis
Imre Nagy répond à Tito



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

N° 35 - Troisième trimestre 2007 (juillet-août-septembre) - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 8 euros

Cahiers du mouvement ouvrier

Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine, collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Russie

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie
Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine, Frank Labrasca, Pierre Levasseur, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy, Jean-Marc Schiappa.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris
Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
Internet : http://assoc.wanadoo.fr/cermtri
e-mail : cermtri@wanadoo.fr.

SOMMAIRE

• Présentation ..... p. 5

• 145 ouvrières brûlées vives : une facette du "miracle américain" (1911) ..... p. 9

• Fabien Jannier : La grève des loyers à Glasgow (1915) ..... p. 13

• Les premiers décrets et lois de la révolution russe (octobre 1917-juillet 1918) ..... p. 21
— les droits des nations de Russie
— la loi sur la nationalisation de la terre
— décrets sur les nationalisations
— loi sur la durée du travail des femmes et des jeunes
— loi sur les licenciements
— loi sur les travailleurs étrangers
— loi sur les assurances sociales
— décret sur la formation de l'Armée rouge

• José Pozo : La révolution espagnole (deuxième partie) ..... p. 43

• Vadim Rogovine : Les journées de Barcelone (mai 1937) ..... p. 57

• Le fascisme aux Etats-Unis ..... p. 71
— Philippe Besson : le père Coughlin
— Léon Trotsky : la bourgeoisie juive et la lutte révolutionnaire
— Farrell Dobbs, Barbara Bruce : le combat contre les menées fascistes

• Palmiro Togliatti : Les enseignements des procès de Moscou ..... p. 85

• L'Opposition de gauche en Turkménie et en Biélorussie ..... p. 93

• La bureaucratie et l'internationalisme ..... p. 99
• Sport et stalinisme :
une lettre d'Alexis Kouznetsov ..... p. 105

• Hongrie 1956 ..... p. 111
— Josip Tito : La seconde intervention soviétique était justifiée (discours de Poulaz, 11 novembre 1956)
— Edouard Kardelj : Les conseils ouvriers
— Imre Nagy : Note concernant la position du comité exécutif réfugié à l'ambassade de Yougoslavie

• Dans l'ex-URSS aujourd'hui :
"La mode des grèves" ..... p. 123

• Compte rendu de la délégation à l'ambassade de la République tchèque à Paris (24 juillet 2007) ..... p. 131

• Note de lecture :
le testament d'un père de la perestroïka ..... p. 135

• Chronique des falsifications :
Lettre à M^me^ Elena Tchavtchavadzé ..... p. 141

Présentation

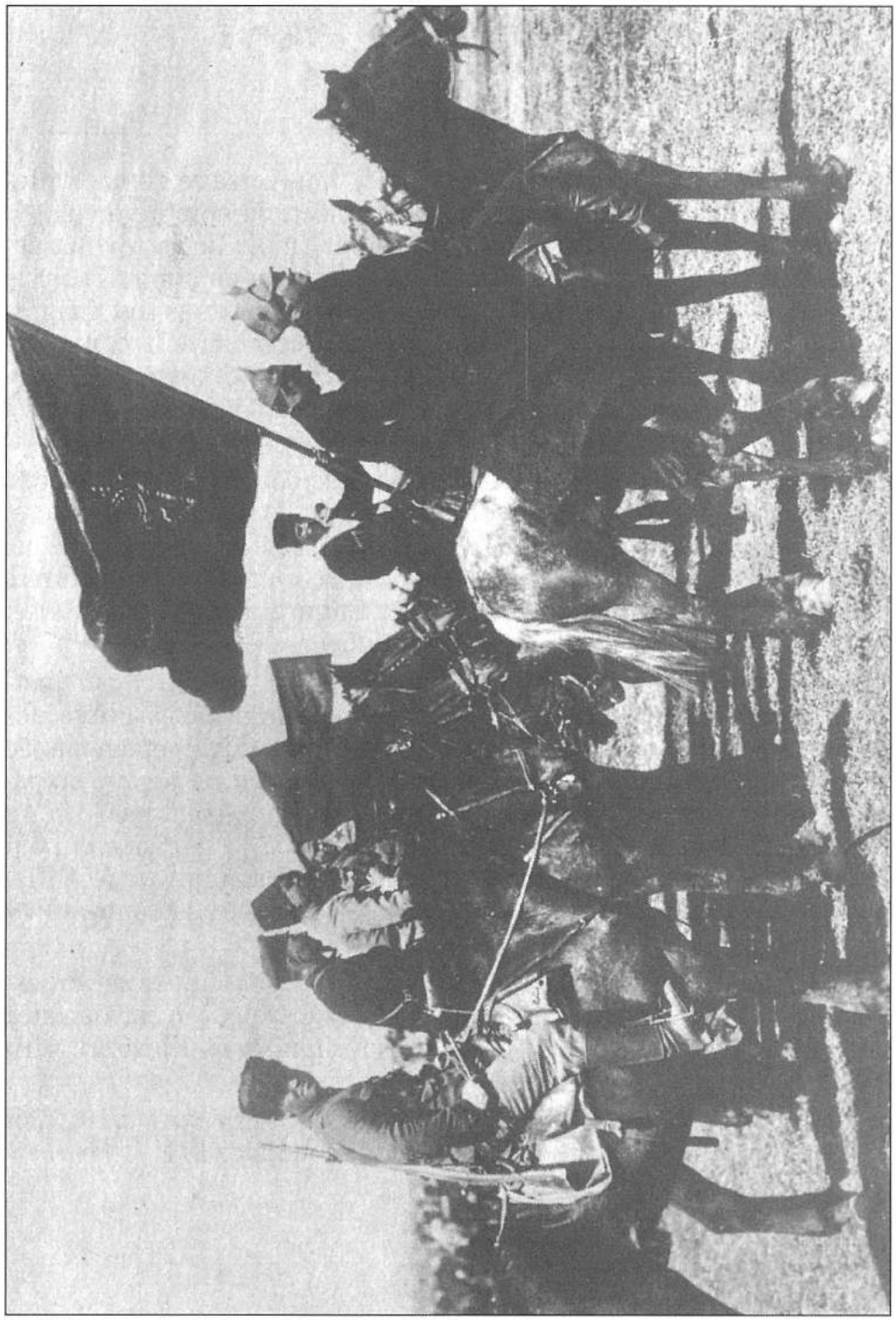
Ce numéro est d'abord consacré au 90e anniversaire de la révolution d'Octobre. A cette fin, il reproduit un certain nombre de dispositions législatives prises dans les premiers mois de la révolution. La guerre civile va vite en entraver l'application en contraignant le pouvoir soviétique à consacrer tous ses efforts et tous les maigres moyens d'un pays déjà ruiné par la guerre à combatrre la contre-révolution intérieure renforcée par l'intervention étrangère (l'Allemagne, qui envahit l'Ukraine, puis les armées française, anglaise, américaine, japonaise, etc.).

Cette guerre civile commence au debut de décembre 1917 avec la constitution de l'Armée des volontaires dans le sud de la Russie et se déchaîne à partir de mai 1918, lorsque la Légion tchécoslovaque, formée de prisonniers de guerre de l'armée autrichienne (la future Tchécoslovaquie appartenait alors à l'Empire austro-hongrois) et forte de 40 000 à 45 000 hommes se soulève.

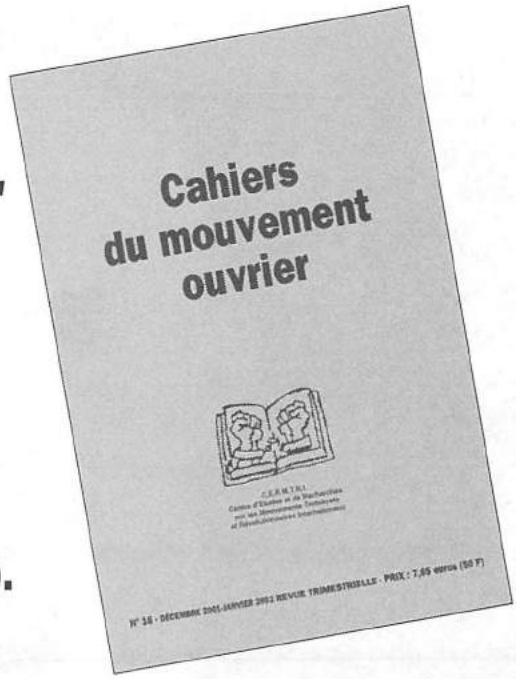
En dehors de cette question fondamentale, ce numéro illustre certains moments de la lutte des classes mondiale, de la grève des loyers par les ouvriers de Glasgow en 1915 aux développements du mouvement gréviste en Russie aujourd'hui, vu par un organe du patronat qui exprime les craintes de ce dernier, en passant par le combat des ouvriers et des paysans espagnols contre le fascisme et pour tenter d'instaurer un ordre à eux contre la restauration de l'Etat bourgeois, et en particulier ceux de Barcelone contre la contre-révolution stalinienne, en mai 1937.

Les articles de Philippe Besson et Farrel Dobbs illustrent un aspect de la réalité américaine avant la guerre trop souvent occultée derrière la légende du New Deal rooseveltien dans l'histoire officielle.

Le prochain numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier* (n° 36) sera entièrement consacré à la révolution mondiale (1917-1921).



Les *Cahiers du mouvement ouvrier*



• Collection complète (nos 1 à 34) :
— 105 euros + 20 euros de frais de port (France) ;
— 105 euros + 30 euros de frais de port (étranger).

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 144 pages)

Prix du numéro : **8 euros**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **29 euros** ;

— Etranger : Europe : **33 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **38 euros**.

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Abonnement d'un an :

❒ à partir du n° 13 ❒ à partir du n° 14 ❒ à partir du n° 15 ❒ à partir du n° 16
❒ à partir du n° 17 ❒ à partir du n° 18 ❒ à partir du n° 19 ❒ à partir du n° 20
❒ à partir du n° 21 ❒ à partir du n° 22 ❒ à partir du n° 23 ❒ à partir du n° 24
❒ à partir du n° 25 ❒ à partir du n° 26 ❒ à partir du n° 27 ❒ à partir du n° 28
❒ à partir du n° 29 ❒ à partir du n° 30 ❒ à partir du n° 31 ❒ à partir du n° 32
❒ à partir du n° 33 ❒ à partir du n° 34 ❒ à partir du n° 35

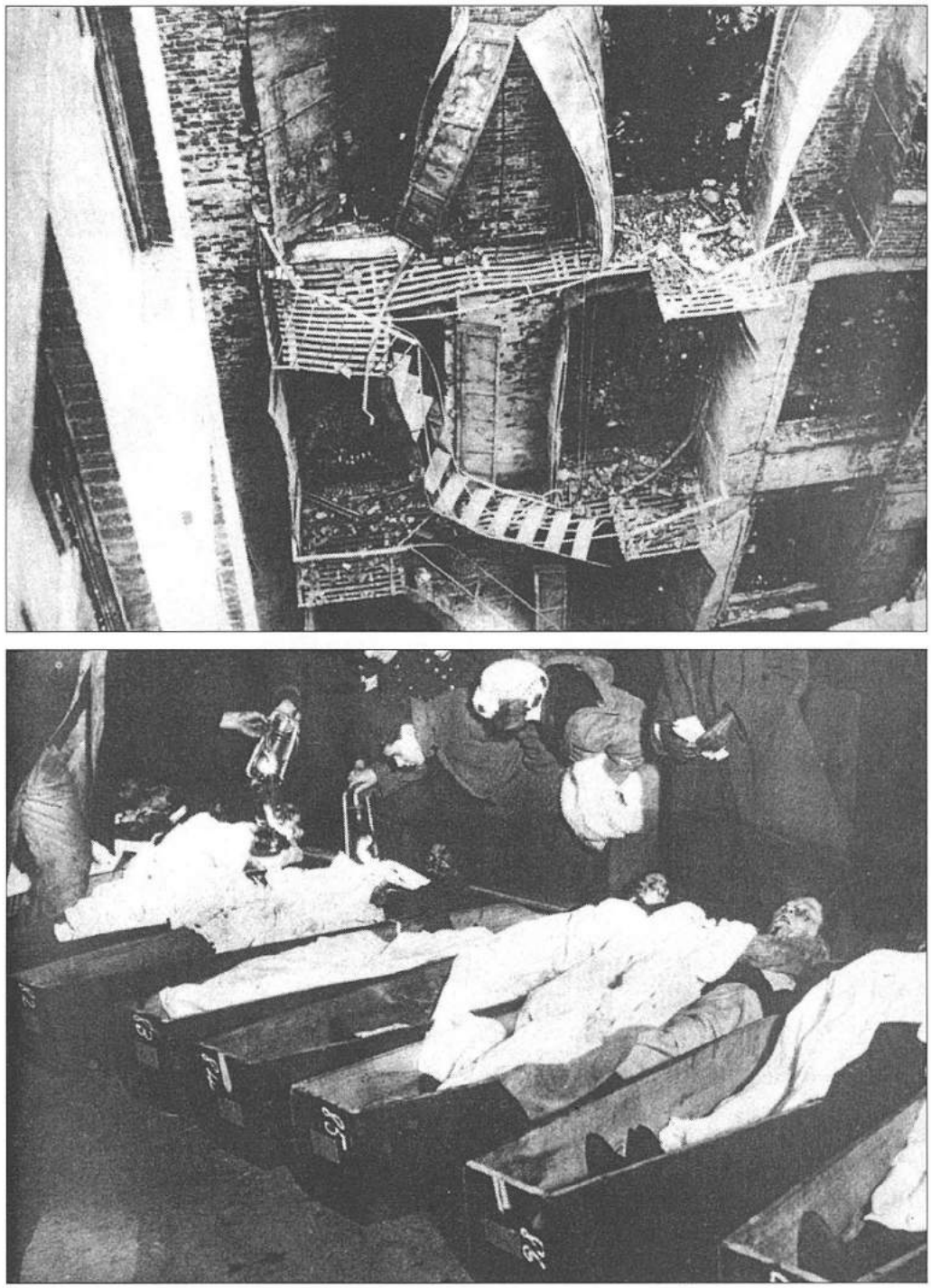
Commande du (des) n° (nos) : .....

❒ **Commande du n° 2 de l'édition russe (15 euros port compris)**

La collection des nos 1 à 34 : 105 euros + 20 euros de frais de port r

Chèques à l'ordre du CERMTRI
(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)
A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Un aspect du “miracle américain”



L'atelier... et quelques cadavres d'ouvrières brûlées vives.

145 ouvrières brûlées vives...

LE bâtiment photographié ci-contre, dit Ash Building (situé dans le Washington Square, à New York), est celui de l'entreprise de textile dite Triangle Waist Company dans les années 1900-1910, dont les patrons s'appelaient Isaac Harris et Max Blanck. Cinq cents ouvrières et cinquante ouvriers travaillaient dans ce bâtiment aux 8e, 9e et 10e étages, à plus de trente mètres au-dessus de la rue. Les ouvrières travaillaient de 7 h 30 du matin à 18 heures, étaient entassées comme des harengs dans une boîte sur des chaises collées les unes autres. Celles qui travaillaient le dimanche, donc sept jour sur sept, et en heures supplémentaires au-delà de 18 heures, pouvaient gagner jusqu'à 18 dollars la semaine dans ces conditions de surexploitation. Les autres gagnaient entre 6 et 8 dollars la semaine.

Des matières inflammables (bidons d'huile, pièces de tissu, chiffons, souvent imbibés d'huile, et la mousseline qui emplissait les paniers et les étagères). Chaque étage n'était accessible que par **une porte étroite habituellement fermée à clé pour empêcher que les ouvrières ne puissent sortir.** Les patrons prétendaient que cette précaution était nécessaire pour empêcher les ouvrières de voler. Ils n'avaient prévu aucun dispositif de lutte contre l'incendie... mais avaient pensé à souscrire une assurance contre l'incendie.

La tragédie inévitable se produisit le 20 avril 1911. Un incendie se déclara et ravagea les trois étages en quelques minutes. Les ouvrières enfermées à clé durent tenter de défoncer les portes pour pouvoir sortir. Beaucoup ne purent y parvenir. **145 ouvrières périrent, brûlées vives.** Les photographies de femmes allongées dans leur cercueil sont celles de certaines des victimes.

Les deux patrons, Harris et Blanck, furent inculpés d'homicide involontaire... mais furent acquittés...

Deux taudis ouvriers.

Les grèves des loyers ("The Rent Strikes") à Glasgow (1915)

(Fabien Jeannier)

Dans les premiers mois de la Première Guerre mondiale, l'afflux de milliers d'ouvriers pour travailler dans les usines de munitions de Glasgow entraîne très rapidement une pénurie de logements disponibles, notamment dans les secteurs où les usines de munitions sont très nombreuses, comme à Govan et à Partick. En mai 1915, moins d'un pour cent des logements dans les zones industrielles de Glasgow reste inoccupé.

Les grèves des loyers changent le visage de la Grande-Bretagne

Les propriétaires de logements profitent de l'aubaine

Dans certains endroits, le taux de logements inoccupés est de 0,2 pour cent, dont un certain nombre de logements inhabitables. Les propriétaires de logements dans ces secteurs profitent de l'aubaine pour procéder à une augmentation des loyers, qui vient s'ajouter à une forte augmentation générale du coût de la vie. La pression sur le budget des familles ouvrières devient insupportable, d'autant plus que les ouvriers écossais répondent avec beaucoup d'enthousiasme à l'appel de la guerre. Nombre de maris et de fils, dans une proportion bien supérieure à celles des autres régions du Royaume-Uni, sont au front, laissant aux femmes le soin de subvenir aux besoins du reste du foyer. Bien que les logements soient dans leur grande majorité exigus et insalubres, les propriétaires appliquent des hausses de loyers qui atteignent 23 % à Govan, Partick ou Fairfield entre mai 1914 et la fin de l'année 1915. Les conditions de vie sont extrêmement difficiles et la promiscuité — on y trouve les plus hautes densités de population de Grande-Bretagne — devient encore plus insupportable dans les zones industrielles où logent les ouvriers des usines de munitions et des chantiers navals. Les 20 000 ouvriers supplémentaires venus travailler dans les usines de munitions et l'arrêt des constructions en raison de la guerre détériorent de façon encore plus dramatique une situation déjà catastrophique.

Par ailleurs, ces ouvriers sont stigmatisés par Lloyd George, ministre des Munitions au début de la guerre, qui les accuse de ralentir la production à cause de leur consommation excessive d'alcool, de se laisser entraîner par les idées révolutionnaires et de trop écouter le chant des luttes de classe.

Des mouvements de protestation contre l'augmentation du coût de la vie et des loyers

Il n'est par conséquent pas étonnant que, parallèlement à la grogne qui monte dans les usines pour des raisons pure-

ment industrielles, à savoir les tentatives répétées des employeurs d'introduire des ouvriers non qualifiés et des femmes à des postes que jusque-là seuls peuvent occuper des ouvriers dûment qualifiés après un apprentissage reconnu par leurs pairs, des mouvements de protestation voient le jour, qui dénoncent l'augmentation du coût de la vie et des loyers.

Les femmes forment des comités de grève motivés par un fort sentiment d'injustice, dans les secteurs où les propriétaires ont augmenté les loyers de façon spectaculaire. Ces comités de grève organisent des campagnes de refus de payer les loyers et parviennent à porter le débat pour des loyers justes au niveau national.

De leur côté, les propriétaires n'hésitent pas à recourir aux tribunaux pour faire valoir leurs droits et procéder à l'expulsion des locataires présentant des arriérés de loyer.

Cela pousse de nombreux militants travaillistes à se battre pour l'abrogation des lois injustes et obsolètes sur le logement, qui permettent aux propriétaires d'expulser sans ménagement des locataires présentant des arriérés de loyer et de confisquer leurs biens pour régler leurs dettes. Au cours de l'année 1915, de très nombreuses femmes sont expulsées de leur logement, alors que leurs maris et leurs fils sont au front sur le continent et se battent et meurent en nombre pour le pays — l'Ecosse paie un très lourd tribut lors de la Première Guerre mondiale, puisque 26,4 pour cent des 557 000 Ecossais qui s'engagent sont tués, contre une moyenne de 11,8 pour cent pour le reste des forces britanniques.

"Pendant que mon père est prisonnier en Allemagne, le propriétaire nous attaque à la maison"

Beaucoup y voient là un exemple scandaleux de propriétaires profiteurs. On peut ainsi lire des slogans tels que *"Nos maris se battent contre les Prussiens en France et nous nous battons contre les Prussiens de Partick"* (1) ou *"Pendant que mon père est prisonnier en Allemagne, le propriétaire nous attaque à la maison"* (2) sur les banderoles des manifestations. Cette situation est exploitée avec beaucoup de succès par les militants travaillistes, qui la décrivent comme un exemple éhonté de comportement antipatriotique. Elle est un des facteurs principaux qui assure aux grévistes un vaste soutien populaire.

A Govan, où la situation est la pire, des employeurs tels que les chantiers navals Harland and Woff et Fairfield se rangent du côté des ouvriers et demandent au gouvernement de légiférer pour annuler les hausses de loyers déjà effectives et empêcher d'autres augmentations. Ils ne voient pas d'un bon œil le développement d'un conflit sur lequel ils n'ont pas de contrôle. Par ailleurs, des loyers stables ont, de leur point de vue, l'avantage de modérer les demandes d'augmentation de salaires des ouvriers.

Les ouvriers des usines de munitions et des chantiers navals constituent des comités d'urgence

Les grévistes parviennent à obtenir le soutien politique de l'ELP (*Independent Labour Party*) et des groupes militants socialistes révolutionnaires, du mouvement des suffragettes, du Glasgow Trades Couneil (l'Assemblée des métiers de Glasgow) et du Glasgow Central Labour Party, la branche "officielle" et parlementariste du travaillisme à Glasgow.

(1) *"Our husbands are fighting Prussianism in France and we are fighting the Prussians in Partick"*, cité dans T. M. Devine, *The Scottish Nation, 1700-2000*, London, Penguin, 1999, p. 311.

(2) *"While my father is a prisoner in Germany, the landlord is attacking our home"*, cité dans T. C. Smout, *A Century of the Scottish People*, London, Fontana Press, 1986, pp. 268-269.

Les ouvriers des usines de munitions et des chantiers navals constituent des comités d'urgence pour soutenir activement la campagne et menacent d'entamer une vague de grève de soutien. Il est aussi significatif d'ajouter que *Forward,* le journal du mouvement travailliste "officiel" de Glasgow, qui, en tant que parti parlementariste, désapprouve le recours aux actions de grève, et qui est donc d'ordinaire très réticent à relayer les conflits industriels, se fait très largement l'écho de la situation et fait part de son soutien aux grévistes à partir de juin 1915. Il est utile de préciser que ses deux leaders, John Wheatley et Andrew McBride, sont d'ardents défenseurs de réformes plutôt audacieuses en faveur du logement ouvrier. Ils ne peuvent donc faire l'économie d'apporter leur soutien politique aux femmes grévistes.

Le mouvement s'intensifie au milieu de l'année 1915. Vers la fin du mois d'octobre 1915, on estime que 15 000 locataires refusent de payer les hausses de loyers. Ce chiffre passe à 20 000, dont cinq conseillers municipaux travaillistes de la ville de Glasgow, vers la mi-novembre 1915. Au plus fort du mouvement de grève, tous les secteurs de Glasgow dans lesquels sont implantées des usines de munitions sont touchés, incluant Partick, Govan, Shettleston, Ibrox et Parkhead.

Ils brandissent la menace d'une grève illimitée

Ces protestations bénéficient aussi ponctuellement du soutien du Clyde Workers' Committee (le Comité des ouvriers de la Clyde, qui représente les ouvriers qualifiés des usines de la région de Glasgow). Ses dirigeants poussent au débrayage des ouvriers des usines de munitions et des chantiers navals pour soutenir les locataires qui refusent de payer leur loyer et sont assignés en justice. Le 17 novembre 1915, alors que dix-huit locataires comparaissent devant le tribunal, les ouvriers des usines de munitions et des chantiers navals se mettent en grève et manifestent. Ils brandissent la menace d'une grève illimitée à partir du 22 novembre si les accusés sont condamnés à payer une amende ou s'ils sont expulsés, avec des conséquences évidentes pour l'économie de guerre du Royaume-Uni. Locataires et grévistes bénéficient de la clémence des autorités : les charges contre les locataires ne sont finalement pas retenues et les grévistes ne sont pas poursuivis dans la mesure où la grève ne dure qu'un jour et qu'elle ne touche pas directement la production de munitions.

Il se trouve que ce jour même, le ministre des Affaires écossaises, Thomas McKinnon Wood, soumet, après avoir conduit diverses consultations pendant plusieurs semaines, un rapport au gouvernement dans lequel il préconise, en raison de la situation dramatique du logement dans les quartiers ouvriers de Glasgow, de légiférer pour limiter le prix des loyers et les ramener à partir du 11 novembre 1915 à leur niveau du 1er août 1914 pour toute la durée de la guerre dans certaines zones urbaines surpeuplées clairement identifiées où la situation du logement est devenue intenable. Il met aussi en garde le gouvernement à propos de l'agitation grandissante et de ses possibles conséquences sur l'économie de guerre du pays. Les manifestants, des femmes, des enfants et des hommes, se rassemblent sur George Square, la place centrale de Glasgow. Ils sont 4 000 selon Forward et 15 000 selon W. C. Anderson, le député qui est en train de présenter le projet de loi sur le plafonnement du prix des loyers (*Rent Restrictions Bill*) à la Chambre des communes.

Une victoire importante

Il est difficile d'évaluer dans quelle mesure la grève du 17 novembre 1915 a été déterminante dans la volonté du gouvernement de l'époque faire aboutir son projet de loi. On peut penser que la démonstration de force des grévistes et la perspective d'une grève prolongée dans les usines de munitions ont joué un rôle

important. Iain MacLean assure que l'élément prépondérant dans le vote aussi rapide de cette loi est le fait qu'un ministre majeur comme Lloyd George est convaincu de la nécessité d'une action législative en faveur des ouvriers pour résoudre le problème depuis le mois de juillet 1915, d'autant plus que Glasgow n'est pas la seule région où se pose le problème — Birmingham fait aussi face aux même difficultés (3).

Et même si la voix du ministère des Affaires écossaises est bien peu audible dans le gouvernement à cette époque, le rapport de McKinnon Wood du 17 novembre n'est probablement pas sans effet. La loi est présentée à la Chambre des communes le 25 novembre. Elle est adoptée en un temps record et elle reçoit l'accord royal le 23 décembre (*Rent Restrictions Act*). C'est une victoire importante.

D'un point de vue politique, cette grève des loyers accroît considérablement le prestige de l'ILP, dont le nombre d'adhérents triple entre 1914 et 1918. L'ILP gagne notamment beaucoup de terrain dans la classe ouvrière à Glasgow grâce à l'établissement de réseaux efficaces avec les syndicats dans beaucoup d'usines de la région.

Les libéraux perdent beaucoup de leur influence à cette période, malgré le vote de la loi sur le plafonnement du prix des loyers, dans un pays jusqu'alors très majoritairement attaché au libéralisme.

Leur absence de réaction dans les premiers mois face aux augmentations de loyers est considérée de façon durable par le monde ouvrier comme une approbation tacite des pratiques des propriétaires.

L'action conjuguée et solidaire

Le succès de cette vague de grèves en 1915 est possible par l'action conjuguée et solidaire de la contestation spontanée dont les femmes sont les premières instigatrices et que la Glasgow Womens Association (l'Association des femmes de Glasgow) coordonne, de l'implication politique de l'ILP, du militantisme des activistes de gauche de toutes tendances, du soutien des ouvriers qualifiés des usines de munitions par l'intermédiaire de leurs représentants, le Clyde Workers' Committee, et du soutien de la section officielle du mouvement travailliste de Glasgow, dont le réformisme en termes de logement trouvait là un terrain d'expression. Cette vague de grèves fait aussi monter d'un cran la tension existante, nourrie par les vagues de grèves qui émaillent la vie industrielle de la conurbation glaswégienne avant la Première Guerre mondiale et par les tentatives de réorganisation du travail dans les usines de munitions, qui conduisent à des grèves des ouvriers qualifiés entre le milieu de l'année 1915 et mars 1916. Il ne s'agit donc ni d'une grève industrielle ni d'une grève politique — malgré ce que laisse supposer John MacLean (qui apparaît pour la première fois sur le devant de la scène à l'occasion de la grève des loyers et reste jusqu'à sa mort, en 1923, une figure extrêmement active du mouvement ouvrier révolutionnaire dans l'ouest industriel de l'Ecosse), qui affirme que *"la grève des loyers le long de la Clyde est la première étape vers la grève politique, qui a été si souvent utilisée sur le continent par le passé"* (4) —, mais bien de la réaction spontanée et localisée, puis organisée, de communautés d'ouvriers dans différents secteurs industriels de la région de Glasgow contre l'exploitation sans scrupules de la part des propriétaires d'une situation exceptionnelle.

Les grèves des loyers changent le visage de la Grande-Bretagne

Les protestations des ouvriers qualifiés contre les stratégies de réorganisation du

(3) Iain MacLean, *The Legend of Red Clydeside*, Edinburgh, John Donald, 1983, pp. 26-27.

(4) *"The rent strike on the Clyde is the first step towards the Political Strike so frequently resorted to on the Continent in times past"*, cité dans Iain MacLean, *The Legend of Red Clydeside*, Edinburgh, John Donald, 1983, p. 27.

travail (appelées "dilution"), que les employeurs tentent d'imposer à la même période, causent plus de troubles que les protestations qui s'élèvent contre les hausses de loyers. Les grèves des loyers ont cependant un impact à long terme bien plus significatif. Elles changent littéralement le visage de la Grande-Bretagne, et celui de Glasgow en particulier. La loi sur le contrôle du prix des loyers instaure en effet une tradition écossaise qui perdure jusque dans les années 1980 (5).

T. M. Devine montre ainsi que Lloyd George a encore en mémoire les grèves de 1915 quand son gouvernement de coalition fait voter en 1919 une loi relative au logement et à l'aménagement urbain en Ecosse (*Housing and Town Planning [Scotland] Act*) (6).

Cette loi, la première d'une série de lois sur le logement entre les deux guerres, façonne durablement le développement de l'Ecosse urbaine en mettant un terme à la domination du secteur privé. L'Etat finance la construction d'un important parc de logements publics et confère des pouvoirs plus importants aux autorités locales en matière de logement. Les villes écossaises entrent pour longtemps dans l'ère de l'habitat à loyer modéré (*council house*). Plus de 70 pour cent des nouveaux logements construits en Ecosse entre 1919 et 1941 le sont par les autorités locales. Dans les années 1920, les maisons en briques à deux étages, mitoyennes ou individuelles, avec un petit bout de jardin remplacent les vieux *tenements* (7) en pierre. L'habitat à faible densité remplace l'habitat à forte densité. A Glasgow, les quartiers de Knightswood, Hamiltonhill, Mosspark and Possilpark sont construits à cette époque. La philosophie de la législation des années 1920 est que l'attribution des logements nouvellement construits aux catégories les plus aisées va les amener à libérer leurs logements décents au profit des plus pauvres, c'est-à-dire les ouvriers les moins qualifiés. Les logements les plus insalubres doivent ainsi disparaître au fil du temps. Néanmoins, la crise économique des années 1930 impose des restrictions budgétaires drastiques, qui conduisent à un retour aux *tenements* à trois étages de moins bonne qualité sur du terrain moins cher situé en périphérie. Il y manque tous les ingrédients nécessaires et utiles au tissage de liens étroits pour une vie en communauté qui rendaient la vie dans les *tenements* finalement supportable. Ces nouveaux *tenements* sont considérés comme des logements de second choix. Ils deviennent rapidement des ghettos pour populations indésirables, c'est-à-dire les familles d'ouvriers les moins qualifiés et les chômeurs. Vingt ans après la guerre, de nombreux taudis ont certes disparu et le confort de l'eau courante et de l'électricité dans des logements globalement plus vastes peut être apprécié par le plus grand nombre, mais la ségrégation sociale n'a finalement fait que changer de territoire.

Le gouvernement était pris entre le feu des grèves et de la grogne qui montait dans les usines

Il faut chercher l'origine des problèmes majeurs de logement auxquels la ville est confrontée pendant le reste du vingtième siècle dans la façon dont a été réglée la grève des loyers. C'était un problème qu'il fallait résoudre rapidement, car la production de munitions était menacée. Le gouvernement était pris entre le feu des grèves et de la grogne qui montait dans les usines à cause des opérations de réorganisation du travail et la nécessité de produire de façon soutenue des munitions en grande quantité. Il s'est

(5) Christopher Harvie, *The Road to Home Rule, Images of Scotiand's Cause*. Edinburgh University Press, 2000, p. 35.

(6) T. M. Devine, *The Scottish Nation*, pp. 340-350.

(7) Bâtiments en pierre érigés à moindre coût, avec des pièces exiguës et mal ventilées, sans sanitaires ni eau courante, sans isolation phonique ni thermique et souvent mal exposés derrière d'autres bâtiments. Ces bâtiments étaient destinés dès leur construction à une population avec de faibles revenus, qui ne pouvait se permettre que de faibles loyers.

donc trouvé dans l'obligation de prendre une décision dans la précipitation, en cédant sans doute à la panique. La loi ne visait pas à résoudre un problème d'urbanisme. Ce fut pourtant là son plus important et plus terrible héritage.

Fabien Jeannier

La législation soviétique (décembre 1917-juillet 1918)

Les textes reproduits ci-après représentent quelques aspects de l'énorme effort législatif entrepris par les bolcheviks (et leurs alliés socialistes-révolutionnaires de gauche) entre décembre 1917 et juillet 1918 pour jeter les bases d'une société nouvelle rompant les ponts avec l'héritage de la Russie tsariste, héritage à peine écorné par le gouvernement provisoire. Rappelons que ce dernier n'avait même pas prononcé la séparation de l'Eglise et de l'Etat, de l'Eglise et de l'école, ni proclamé le droit au divorce. Toutes ces mesures seront prises par le gouvernement des bolcheviks et des socialistes-révolutionnaires de gauche (1).

Comme les bolcheviks concevaient tous la révolution russe comme un moment d'une révolution européenne, qui, seule, lui permettrait de survivre et de se développer, les mesures qu'ils prennent ne sont pas encore pleinement socialistes, mais sont des mesures réellement démocratiques qui vont dans le sens du socialisme. Ainsi, au point de départ, par exemple, ne nationalisent-ils (comme les révolutionnaires de 1793 en France) que les entreprises dont les patrons se rangent publiquement du côté de la contre-révolution ou prétendent mettre la clé sous la porte.

Le déchaînement de la guerre civile va les contraindre, sans attendre la révolution européenne, à prendre des mesures beaucoup plus radicales répondant à la nécessité pour le jeune Etat ouvrier de répartir l'ensemble des richesses produites — en diminution constante à cause de la guerre civile imposée — en fonction des nécessités de cette guerre civile.

---

(1) Nous ne faisons pas figurer ici le texte de la loi sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, car il a été reproduit dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 23.

Lois fondamentales

Déclaration des droits des peuples de Russie du 2-15 novembre 1917

(La *Pravda*, 3-16 novembre 1917)

La révolution d'Octobre des ouvriers et des paysans a commencé sous le drapeau commun de l'affranchissement.

Les paysans sont affranchis du joug des gros propriétaires, car il n'y a plus de propriété privée sur la terre — elle est supprimée.

Les soldats et les matelots sont affranchis du pouvoir des généraux autocrates ; les généraux, dorénavant, seront élus et amovibles. Les ouvriers sont affranchis des caprices et de l'arbitraire des capitalistes, car, à partir d'aujourd'hui, un contrôle sera établi par les ouvriers sur les usines et fabriques.

Il ne reste que les peuples de Russie, qui ont patienté et patientent sous le joug et l'arbitraire, et qu'il faut s'occuper immédiatement d'affranchir et de libérer.

A l'époque du tsarisme, les peuples de Russie étaient excités les uns contre les autres. Les résultats de cette politique sont connus : massacres et pogroms d'un côté, esclavage des peuples de l'autre.

Il ne peut pas y avoir de retour vers cette politique honteuse. Aujourd'hui, elle doit être remplacée par une politique volontaire et honnête d'union des peuples de Russie.

A l'époque de l'impérialisme, après la révolution de Février, quand le pouvoir passa aux mains de la bourgeoisie cadette, la politique d'excitation fut remplacée par une lâche politique de méfiance envers les peuples de Russie, politique de chicaneries et de provocations se couvrant des mots de "liberté" et "d'égalité" des peuples. Les résultats de cette politique sont connus : augmentation de l'antagonisme entre les nationalités, manque de confiance mutuelle.

A cette politique indigne, de mensonges et de méfiance, de chicaneries et de provocations, il doit être mis un terme. Elle doit être remplacée aujourd'hui par une politique ouverte et honnête, conduisant à une confiance mutuelle complète des peuples de Russie.

C'est seulement grâce à une telle confiance que peut se former l'union honnête et solide de tous les peuples de Russie.

C'est seulement grâce à une telle union que peuvent se souder les ouvriers et paysans de Russie en une force révolutionnaire capable de se défendre contre tout attentat de la part de la bourgeoisie impérialiste et annexionniste.

Partant de ce principe, le I^er^ Congrès des conseils, au mois de juin de cette année, proclama le droit pour les peuples de Russie de disposer d'eux-mêmes.

Le II^e^ Congrès des soviets, au mois d'octobre dernier, confirma ce droit d'une façon plus décisive et plus précise.

Exécutant la volonté de ces conseils, le Conseil des commissaires du peuple a

résolu de se guider dans la question des nationalités sur les principes suivants :

1. Egalité et souveraineté des peuples de Russie.

2. Droit des peuples de Russie de disposer d'eux-mêmes, jusqu'à séparation et constitution d'un Etat indépendant.

3. Suppression de tous privilèges et limitations, nationaux ou religieux.

4. Libre développement des minorités nationales et groupes ethnographiques habitant le territoire russe.

Des décrets seront préparés immédiatement après constitution d'une commission sur les nationalités.

Au nom de la République russe,
le commissaire du peuple
pour les Nationalités :
Ioussif Djougachvli-Staline

Le président du Conseil
des commissaires du peuple :
V. Oulianov (Lénine)

Décret sur l'abolition des classes et des titres (La *Pravda*, 12-25 novembre 1917)

Article 1er — Toutes les classes et divisions en classes, tous les privilèges et délimitations de classes, les organisations, les institutions des classes et tous les grades civils sont abolis.

Article 2 — Toutes les classes (nobles, marchands, petits bourgeois, paysans, etc.) et les titres (de prince, comte et autres) et les dénominations de grade civil (conseiller secret d'Etat et autres) sont abolis, et il est établi une appellation générale de citoyen de la République de Russie.

Article 3 — Les propriétés des institutions des classes de la noblesse doivent passer immédiatement aux institutions correspondantes des zemstvos.

Article 4 — Les propriétés des sociétés marchandes et bourgeoises doivent passer immédiatement aux autorités correspondantes des villes.

Article 5 — Toutes les institutions des classes, les affaires, la procédure et les archives doivent passer à l'administration des institutions correspondantes des villes et des zemstvos.

Article 6 — Toutes les lois existantes sur ce qui précède sont abolies.

Article 7 — Le présent décret entre en vigueur à partir du jour où il sera publié et sera appliqué par les conseils des députés ouvriers, soldats et paysans.

Le décret présent a été confirmé par le comité central exécutif des conseils des députés ouvriers, soldats et paysans, dans la séance du 10 novembre 1917, et a été signé par :

Le président du comité central :
Sverdlov
Le président du Conseil
des commissaires du peuple :
Oulianov (Lénine)

Le directeur des affaires
du Conseil des commissaires
du peuple : Bontch-Brouevitch

Le secrétaire du conseil :
N. Gorbounov

Décret de socialisation des terres adopté par le congrès des députés ouvriers, soldats et paysans dans sa séance de nuit du 26 octobre-8 novembre 1917

1. Les droits sur la grosse propriété foncière sont annulés sans rachat.

2. Les grossrs propriétés foncières, ainsi que toutes les terres des apanages, des monastères, des églises, avec tout le bétail et le matériel agricole, les biens immobiliers et tous leurs accessoires sont transmis à la disposition des comités agraires cantonaux et du soviet de district, jusqu'à l'Assemblée constituante.

3. Les dégâts quels qu'ils soient, causés aux propriétés appartenant dès main-

tenant à tout le peuple, sont considérés comme crimes graves ressortissant du tribunal révolutionnaire. Les soviets de districts prendront toutes les mesures nécessaires pour maintenir l'ordre le plus complet lors de la confiscation des propriétés foncières, pour déterminer quelle superficie et quelles parcelles doivent être confisquées, pour établir un inventaire exact de toutes les propriétés confisquées et pour garder contre toute atteinte la terre passée au peuple, avec toutes les constructions, le matériel, le bétail, les réserves de produits.

Pour la réalisation des grandes réformes agraires, on se guidera partout, jusqu'à la décision définitive de l'Assemblée constituante, sur les "instructions" suivantes, établies sur la base des "instructions" adoptées par 262 sociétés locales de paysans, par le soviet pauvre des députés paysans et publiées dans le n° 88 des *Izviestia* (19 août 1917).

4. Les terres des Cosaques simples soldats et des paysans ne sont pas soumises à la confiscation.

Instructions publiées par les *Izvestia* du soviet des députés paysans du 19 août-1er septembre 1917, auxquelles renvoie le décret précédent

La question agraire, dans tout son ensemble, ne peut être résolue que par l'Assemblée constituante. La solution la plus équitable de la question agraire doit être la suivante :

1. Le droit de propriété privée sur la terre est annulé pour toujours. La terre ne peut être ni achetée, ni vendue, ni donnée en location ou en gage, ni expropriée par quelque moyen que ce soit. Toutes les terres : seigneuriales, d'apanages, du cabinet de l'empereur, des monastères, des églises, des majorats, communales, paysannes et autres, sont confisquées sans rachat, deviennent propriétés nationales et passent à la disposition des travailleurs qui les cultivent.

Ceux qui subiront un préjudice du fait de la transformation sociale du droit de propriété n'auront le droit d'être secourus par la nation que durant le laps de temps nécessaire pour s'adapter aux nouvelles conditions d'existence.

2. Toutes les richesses du sous-sol : mines, naphte, charbon, sel, etc., ainsi que les bois et les eaux ayant une importance nationale passent exclusivement à l'Etat. Tous les petits cours d'eau, les lacs et les bois passent aux communes, à la condition d'être gérés par les organes locaux d'administration.

3. Les terrains parcellaires scientifiquement cultivés : jardins, plantations, pépinières, serres et autres, restent indivis, mais sont transformés en exploitations agricoles modèles et passent exclusivement à l'Etat ou aux communes, suivant leur superficie et leur importance.

Les constructions, les terres municipales et les villages avec leurs jardins particuliers potagers restent à leurs propriétaires actuels ; toutefois, les dimensions de ces parcelles et l'importance de l'impôt pour leur jouissance seront fixées législativement.

4. Les haras, les établissements gouvernementaux et privés d'élevage, d'aviculture et autres sont confisqués, deviennent propriété nationale et sont transmis soit à l'Etat, soit aux communes suivant leur dimension et leur importance.

Les questions de rachat sont de la compétence de l'Assemblée constituante.

5. Tous les biens, matériel agricole et bétail des terres confisquées passent gratuitement à l'Etat ou aux communes suivant leur superficie et leur importance.

La confiscation du matériel agricole et du bétail ne s'étend pas aux petites propriétés des paysans.

6. Le droit de jouissance de la terre est accordé à tous les citoyens sans distinction de sexe qui désirent travailler la terre eux-mêmes avec leur propre famille ou en association et seulement tant qu'ils ont la force de travailler. Le travail salarié est interdit.

En cas d'incapacité de travail de l'un des membres de la société agricole pen-

dant une durée de deux ans, la, société agricole est tenue, jusqu'au rétablissement de la capacité de travail dudit membre, de le secourir en travaillant sa terre.

Les agriculteurs devenus vieux ou invalides et qui ont perdu pour toujours la possibilité de travailler eux-mêmes la terre perdent leur droit de jouissance sur elle et reçoivent eh échange une pension de l'Etat.

7. La jouissance de la terre doit être égale, c'est-à-dire que la terre est répartie entre les travailleurs suivant les conditions locales et les formes de travail ou les besoins. Les formes de jouissance de la terre doivent être absolument libres : par maison, par métairie, par commune, par artèles, comme le décideront les villages et les agglomérations rurales.

8. Toute la terre, après sa confiscation, est transmise à un fonds agraire populaire. Sa répartition entre les travailleurs est assurée par les administrations locales et centrales, depuis les organisations démocratiques, à l'exception des sociétés urbaines et rurales coopératives, jusqu'aux institutions centrales de province.

Le fonds agraire est soumis périodiquement à de nouvelles répartitions suivant les augmentations de population, l'élévation de la productivité et le perfectionnement de l'agriculture.

En cas de modification des limites des lots, le centre du lot reste inviolable.

Les terres des membres radiés retournent au fonds agraire ; toutefois, les proches parents des membres radiés ou les personnes indiquées par elles ont un droit de préférence sur ces terres.

Lors de la remise des lots au fonds agraire, les sommes dépensées pour l'engrais ou pour l'enrichissement des terres et non utilisées doivent être remboursées.

Si, en certaines localités, le fonds agraire est insuffisant pour donner satisfaction à la population locale, l'excédent de population doit être déplacé.

L'organisation du transfert, ainsi que les dépenses et fourniture de matériel agricole et de bétail à la population sont au compte de l'Etat.

Le transfert s'effectue dans l'ordre suivant : les paysans sans terre qui en auront manifesté le désir, ensuite les membres tarés de la commune, puis les déserteurs et autres, et, enfin, au sort ou à la suite d'un accord.

Tout ce qui est contenu dans ces instructions, étant l'expression de la volonté indiscutable de la majorité des paysans conscients de toute la Russie, est déclaré loi provisoire jusqu'à l'Assemblée constituante, entre en vigueur autant que possible immédiatement, et, pour certaines parties, progressivement, sous la direction des soviets de district des députés paysans.

Industrie
Nationalisation et confiscation

Nationalisation de la société électrique 1886 Décret du Conseil des commissaires du peuple

(*Izvestia*, 18 décembre 1917, n° 254)

Etant donné le refus de la direction de la société électrique 1886 de se soumettre au décret sur l'établissement du contrôle ouvrier, tous les biens de cette société sont déclarés propriété de la République russe. La gestion en est confiée au commissaire du peuple pour le Commerce et l'Industrie.

Le président du Conseil
des commissaires du peuple :
Oulianov (Lénine)

Confiscation des usines Poutilof, de la Société internationale des wagons-lits, de la Société du district minier Serguiéinsko-Oufalenski

(La *Pravda*, 29 décembre 1917, n° 225)

Le Conseil des commissaires du peuple a décidé de confisquer les usines Poutilof, en raison des dettes dont elles se trouvent obérées ; les ateliers automobiles de la Société internationale des wagons-lits, près de la Moskovskaia Zastava, en raison du refus de la direction de continuer le travail dans ses ateliers ; et tout l'actif de la Société anonyme du district minier Serguiéinsko-Oufalenski en raison du refus de la direction de se soumettre au décret sur l'établissement du contrôle ouvrier. L'organisation et la gestion de ces usines et ateliers sont confiées au commissaire du Commerce et de l'Industrie.

Confiscation des biens de la société du district minier de Neviansk Décret du Conseil des commissaires du peuple

(*Izvestia*, 6 janvier 1918, n° 4)

Par suite du refus de la direction de l'usine de la Société anonyme du district minier de Neviansk de se soumettre au décret du Conseil des commissaires du peuple sur rétablissement du contrôle ouvrier sur la production, le Conseil des commissaires du peuple a décrété la confiscation de tous les biens quels qu'ils soient du district minier de Neviansk, et de les déclarer propriété de la République russe.

Tout le personnel, employés et techniciens, doit rester à son poste et remplir son devoir.

Les personnes qui quitteront arbitrairement leur poste ou qui commettront des actes de sabotage seront jugées par le tribunal révolutionnaire.

Des règlements spéciaux du commissaire du peuple pour l'Industrie et le Commerce fixeront les conditions dans lesquelles la société sera gérée à Petrograd, ainsi que les conditions dans lesquelles la gestion de certaines usines, entreprises et industries sera temporairement remise aux conseils locaux des députés ouvriers et soldats, aux comités des usines et fabriques ou aux institutions du même ordre.

Le président du Conseil des commissaires du peuple :
Oulianov (Lénine)

Les commissaires du peuple :
Chliapnikov, Staline

Questions ouvrières
Travail

Décret du 29 octobre-19 novembre 1917 sur la durée du travail, la limite d'âge et le travail des femmes

(*Izvestia*, 31 octobre 1917, n° 212)

1. La présente loi s'applique à toutes les entreprises et exploitations, quels que soient leur importance et leurs propriétaires, et à toutes les personnes qui y sont employées.

2. Par temps de travail ou nombre d'heures de travail, il faut entendre le temps durant lequel, conformément au contrat d'embauchage, l'ouvrier doit être présent à l'usine ou sur le chantier, à la disposition du directeur de l'entreprise, pour l'exécution du travail.

Remarque I : Dans le travail souterrain, le temps employé à la descente et à la montée est considéré comme temps de travail.

Remarque II : Pour les travaux à exécuter au dehors, le temps de travail est déterminé par un accord particulier avec les ouvriers employés.

3. Le temps de travail défini par les règlements d'ordre intérieur des entreprises ne doit pas dépasser 8 heures par jour et 48 heures par semaine, y compris le temps employé à l'entretien des machines et à la mise en ordre des locaux.

Les veilles de Noël (24 décembre) et de la Pentecôte, le travail se termine à midi.

4. Six heures au maximum après le commencement du travail, celui-ci doit être interrompu pour permettre à l'ouvrier de se reposer et de prendre sa nourriture. La durée de l'interruption ne doit pas être inférieure à une heure.

L'horaire de la suspension du travail est fixé par les règlements d'ordre intérieur de l'entreprise. Pendant cette suspension, l'ouvrier dispose de son temps à sa fantaisie et il est libre de sortir de l'usine.

Pendant la durée de la suspension, les machines et transmissions doivent être arrêtées ; il n'en est autrement que : 1. en cas de travail supplémentaire et 2. pour les machines et transmissions employées à la ventilation, au service des eaux, à l'éclairage, etc. De plus, la suspension de travail n'a pas lieu dans le cas où un arrêt se trouve techniquement impraticable (par exemple, coulée de métal, etc.).

Remarque I : Les entreprises reconnues par ordre législatif ou par la chambre supérieure de travail comme étant à marche continue, et dans lesquelles le travail est assuré par trois équipes successives, ne sont pas astreintes à la suspension, mais doivent en revanche autoriser les ouvriers à prendre sur place leur nourriture.

Remarque II : Si l'ouvrier, du fait des conditions de son travail, ne peut pas sortir de l'usine pour prendre sa nourriture, un local spécial lui est réservé dans ce but. La mise à la disposition d'un local spécial pour la prise des repas est obligatoire pour les ouvriers qui sont en contact pendant le travail avec des matières premières reconnues, par décision du Conseil supérieur des affaires industrielles et minières (ou l'organe le remplaçant), nuisibles pour la santé (plomb, mercure, etc.).

5. La durée totale de toutes les suspensions ne doit pas être supérieure à 2 heures par 24 heures.

6. Est considéré comme travail de nuit celui qui est fourni entre 9 heures du soir et 5 heures du matin.

7. Les femmes et les jeunes gens âgés de moins de 16 ans ne doivent pas être employés au travail de nuit.

8. Dans les entreprises qui emploient deux équipes successives, la période de temps comprise entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est également considérée comme travail de nuit, mais en ce cas la durée des suspensions prévues par l'article 4 peut être réduite pour chaque équipe d'une demi-heure.

9. Dans le cas où, soit pour se conformer au désir des ouvriers (par exemple, dans les briqueteries), soit par suite de conditions climatériques particulières, il serait souhaitable d'augmenter la durée de la suspension, pendant le jour, du travail, des dérogations aux articles 4-6 et 8 de la présente loi pourraient être accordées par le Conseil supérieur des affaires industrielles et minières (ou l'organe le remplaçant).

10. Le travail des jeunes gens âgés de moins de 18 ans est régi par les règles suivantes, sous la réserve de l'article 7 ci-dessus : a) il est interdit d'employer les enfants au-dessous de 14 ans ; b) pour les jeunes gens âgés de moins de 18 ans, la durée maxima du travail ne doit pas dépasser 6 heures par jour.

Remarque : A partir du 1er janvier 1919, il est interdit d'embaucher des enfants de moins de 15 ans et, à partir du 1er janvier 1920, des jeunes gens au-dessous de 20 ans.

11. A la liste des jours fériés obligatoires il faut ajouter tous les dimanches, ainsi que les jours suivants : 1er et 6 janvier, 27 février, 26 mars, 1er mai, 15 août, 14 septembre, 25 et 26 décembre, le vendredi et le samedi de la semaine sainte, le lundi et le mardi de Pâques, le jour de l'Ascension et le lundi de la Pentecôte.

Remarque I : Pour les ouvriers non chrétiens, les dimanches peuvent être remplacés par d'autres jours fériés, ils sont obligatoires pour eux dans la limite de la règle édictée à la remarque suivante.

Remarque II : Sur le désir exprimé par la majorité des ouvriers, les jours fériés suivants : 1er et 6 janvier, 15 août, 14 septembre, 26 décembre, le samedi de la semaine sainte et le lundi de Pâques peuvent être remplacés par d'autres jours dans l'ensemble de l'entreprise ou dans un de ses services.

12. Lorsque l'entreprise ne travaille que le jour avec une seule équipe, la durée minima de repos de chaque ouvrier pour les dimanches et jours fériés est de 42 heures. S'il y a deux ou trois équipes, cette durée minima est déterminée par un accord avec les organisations ouvrières.

13. Le repos les jours fériés énumérés à l'article 11 ci-dessus est obligatoire et ne peut être remplacé par un autre jour de repos. Mais en cas d'accord à ce sujet entre le directeur de l'entreprise et ses ouvriers, un semblable accord, s'il est réalisé, doit être immédiatement porté à la connaissance des fonctionnaires chargés de l'application du présent règlement.

14. Le Conseil supérieur des affaires industrielles et minières (ou l'organe le remplaçant) a le droit d'édicter des règlements admettant, en cas de nécessité, des dérogations aux règles fixées dans les articles 3, 5 et 8 pour les entreprises dont l'exploitation, liée à des intérêts généraux, nécessite un travail de nuit ou doit se poursuivre avec une intensité inégale suivant la saison (par exemple, éclairage et service des eaux dans les villes).

15. Dans les exploitations insalubres où les ouvriers se trouvent dans des conditions particulièrement malsaines ou bien courent des risques d'empoisonnement professionnel (ateliers à température très élevée, fabriques de mercure ou de céruse, etc.), la durée de travail fixée aux articles 3, 6 et 8 doit être réduite. La liste de ces industries, avec l'indication de la durée maxima et des autres conditions de travail pour chacune d'elles, est dressée par le Conseil supérieur des affaires industrielles et minières (ou l'organe le remplaçant).

16. Dans. les travaux souterrains, il est interdit d'employer les femmes et les adolescents des deux sexes âgés de moins de 18 ans.

17. Il peut être dérogé aux prescriptions des articles 3, 5, 8, 12 après accord avec les ouvriers et approbation avec les organisations ouvrières en ce qui concerne les ouvriers employés à des travaux accessoires, comme par exemple : réparations courantes, entretien des chaudières, moteurs et transmissions, chauffage des usines, éclairage des locaux, gardiennage, postes d'incendie, et en général tous travaux sans l'exécution préalable desquels l'exploitation ne peut être mise en marche au moment voulu, et tous ceux qui ne peuvent être effectués qu'après l'arrêt du travail.

18. Les heures faites par l'ouvrier en dehors de l'horaire supplémentaire sont autorisées dans les conditions indiquées aux articles 19-22 de la présente loi et sont payées avec une majoration de 100 pour 100.

19. Ni les femmes ni les jeunes gens au-dessous de 18 ans ne doivent faire de travail supplémentaire. Les hommes au-dessus de 18 ans peuvent faire des heures supplémentaires avec l'autorisation des organisations ouvrières dans les cas suivants : a) lorsque le travail supplémentaire est indispensable pour terminer un travail qui, s'il était remis, entraînerait un danger ou la détérioration des matières premières et des machines (dans cette catégorie entrent les travaux de coulée, etc.) ; b) lorsque le travail supplémentaire est nécessité par la lutte contre un danger menaçant la vie ou la propriété des personnes, ou encore par la réparation de détériorations nuisant au fonctionnement régulier des services des eaux, de l'éclairage ou des communications publiques urgentes ; c) lorsqu'une réparation apparaît indispensable par suite d'avaries survenues aux chaudières, aux moteurs ou aux courroies, et en général en cas de détériorations imprévues de machines, d'appareils ou d'installations (bâtiments, digues, sondages, etc.) entraînant l'arrêt de toute l'usine ou de l'une de ses sections ; d) en cas d'exécution de travaux momentanés dans une des sections quelconques de l'usine lorsque, par suite d'incendie, d'accidents ou d'autres circonstances imprévues, la marche de telles ou telles sections de l'usine a été interrompue pendant quelque temps ou a cessé complètement et que, de la bonne marche de cette section, dépend celle de l'usine entière.

20. En ce qui concerne les cas prévus au paragraphe d de l'article 19, une autorisation spéciale doit être obtenue du commissaire du travail ou de l'inspecteur du travail, qui indique la durée de jour de ces travaux et le délai pendant lequel ils vont être effectués. Pour les cas prévus aux paragraphes b et c de l'article 19, il suffit d'une simple déclaration faite à l'inspecteur du travail.

21. Toutes les heures supplémentaires sont portées à part dans les livrets de paie des ouvriers avec indication du salaire qui leur a été affecté, en outre un compte complet et précis des heures supplémentaires de chaque ouvrier est tenu dans les livres comptables.

22. Le travail supplémentaire prévu aux articles 19-21 est autorisé pour une durée totale qui ne peut pas excéder 50 jours par an pour chaque section de l'usine où il a été fait des heures supplémentaires, même dans le cas où un seul ouvrier aurait travaillé en dehors des heures régulières.

23. Le total des heures supplémentaires de chaque ouvrier ne peut en aucun cas dépasser 4 heures durant deux fois vingt-quatre heures.

24. Dans les entreprises travaillant pour la défense nationale, l'application des règles relatives aux heures supplémentaires (articles 19-23) et aux suspensions de travail (articles 4-6) pourra être suspendue jusqu'à la fin des hostilités après accord avec les ouvriers de l'entreprise et les organisations ouvrières.

25. La présente loi est promulguée télégraphiquement et entre en vigueur immédiatement. Sa violation entraîne une condamnation, qui peut aller jusqu'à un an de réclusion.

Au nom de la République russe,
pour le commissaire du Travail :
J. Larine

Décret du 20 décembre 1917-2 janvier 1918 sur l'arrêt des travaux et les conditions de licenciement et d'enregistrement des ouvriers

(*Izvestia*, 23 décembre 1917, n° 250)

Comme suite à la restriction des commandes militaires ainsi qu'au passage des travaux de guerre à la fabrication d'objets d'utilité nationale et d'importance industrielle, il est prescrit à toutes les entreprises de prendre les mesures suivantes :

1. Les entreprises qui se trouvent dans l'obligation, soit de diminuer la production, soit de passer à d'autres travaux par suite de l'annulation des commandes de guerre, doivent être fermées pour un mois à partir du 23 décembre.

2. Au cours de la première quinzaine suivant la fermeture, l'administration et les comités ouvriers doivent, en se basant sur les ressources techniques de l'entreprise, préciser la nature des travaux qui suivront, la quantité des ouvriers de différentes catégories strictement nécessaire pour continuer la fabrication, ainsi que le nombre des ouvriers qui devront être licenciés.

3. Les ouvriers désirant quitter définitivement l'entreprise ou devant être licenciés, conformément à l'article précédent, reçoivent, lors du licenciement, à l'expiration de la première quinzaine à dater de l'arrêt de l'entreprise, un mois de salaire payé d'avance au tarif en vigueur, sans supplément quel qu'il soit, et un sursis d'appel de cinq mois.

4. Pour la durée de la fermeture, la paie est fixée aux deux tiers du salaire tarifé, avec un minimum de cinq roubles par jour ouvrable.

5. Le comité d'usine, d'accord avec le personnel technique, fixe le nombre des ouvriers nécessaires pour effectuer les réparations et le nettoyage. Les ouvriers désignés pour ces travaux sont obligés de venir. En cas d'absence ou de refus, ils sont privés de la paie. Les ouvriers employés aux travaux de réparations sont payés à plein tarif.

6. Les ouvriers licenciés sont inscrits à la bourse du travail. La bourse du travail s'occupe de la répartition des ouvriers dans les entreprises et aide les chômeurs à obtenir des secours conformément à la loi d'assurance contre le chômage, mais seulement après l'expiration de la période pour laquelle ils ont été payés d'avance. Tous les ouvriers inscrits à la bourse du travail doivent accepter le travail qu'on leur offre. Un refus de la part de l'ouvrier le prive du tour d'ordre pour l'obtention d'un travail et du droit de secours.

7. La surveillance de ce qui concerne la réalisation de toutes les mesures du présent décret et de leur contrôle incombe aux unions professionnelles et aux comités locaux des usines (ou aux conseils économiques).

Le commissaire du peuple au Travail : Chliapnikov

Décret sur les conditions de licenciement et d'enregistrement des ouvriers, annulant le précédent

(La *Pravda*, 20 février 1918, n° 30)

Vu la restriction des commandes de guerre, vu le passage des travaux de guerre à la fabrication d'objets d'utilité nationale et d'importance industrielle, il est prescrit à toutes les entreprises, jusqu'à modification des conditions générales garantissant le travail en cas de chômage, de se conformer, au moment

du licenciement, aux prescriptions suivantes :

1. Le décret du commissaire au Travail en date du 20 décembre 1917 est annulé à partir du 22 janvier 1918.

2. L'administration des entreprises où, par suite de la restriction des travaux, il y a lieu d'effectuer un licenciement général, doit, d'accord avec le comité de l'usine, prévenir les intéressés deux semaines d'avance.

3. Dans les entreprises où, durant ces deux semaines de préavis, on ne travaillera pas, cette période de temps doit être payée intégralement suivant le tarif des unions professionnelles correspondantes.

4. Au moment des licenciements par suite de la restriction des travaux, tous les ouvriers licenciés reçoivent un mois d'avance suivant les taux indiqués à l'article 3.

5. Les ouvriers qui quittent l'entreprise de leur propre gré sont licenciés après la démobilisation, sur les bases générales, c'est-à-dire sans aucune rémunération d'avance.

6. Tous les ouvriers licenciés ou qui quittent l'entreprise reçoivent un sursis d'appel de 5 mois.

7. Les ouvriers licenciés sont inscrits à la bourse du travail. La bourse du travail s'occupe de la répartition des ouvriers dans les entreprises et aide les chômeurs à obtenir des secours conformément à la loi contre le chômage, mais seulement après l'expiration de la période pour laquelle ils ont été payés d'avance.

8. L'exécution du présent décret et le contrôle de son application incombent aux unions professionnelles et aux comités locaux des usines (ou aux conseils économiques).

Le commissaire du peuple :
Chliapnikov

Le secrétaire du commissariat du peuple au Travail :
Arski

Décret du commissaire du peuple au Travail sur les ouvriers étrangers

I.

Pour résoudre la question de la situation des ouvriers étrangers, introduits en Russie par groupes, en vertu de contrats, il est créé par le commissariat du Travail une commission de la main-d'œuvre étrangère. Cette commission est constituée par les représentants des organisations suivantes :

1. Le comité central exécutif du Conseil des députés ouvriers et soldats.

2. Le commissariat du peuple au Travail.

3. Le commissariat du peuple aux Affaires étrangères.

4. Le Conseil des unions professionnelles de toute la Russie.

5. Les ambassades ou missions intéressées.

6. Les organisations ouvrières des nationalités intéressées.

II.

La commission de la main-d'œuvre étrangère possède les attributions suivantes :

1. Statistique des ouvriers étrangers se trouvant sur le territoire russe.

2. Etude de la situation des ouvriers étrangers dans les localités. Cette étude a pour but :

a. de recueillir les données sur les rapports entre les ouvriers et les employeurs ;

b. de recueillir les données sur les conditions d'existence et de travail des ouvriers étrangers, sur leurs demandes, leurs désirs et leurs besoins ;

c. d'examiner, parmi les différents groupes d'ouvriers, quels sont ceux qui parmi eux expriment le désir d'être rapatriés ou de rester en Russie ; d'étudier la possibilité de conserver ces derniers, étant donné les conditions locales ;

d. de recueillir les demandes d'indemnité présentées par les ouvriers victimes d'accidents par faute de l'entrepreneur ;

e. de recueillir les éléments permettant de juger toutes personnes ayant commis des actes criminels ou indélicats à l'égard des ouvriers étrangers.

3. Solution de toutes questions concernant les rapports entre les ouvriers étrangers, d'une part, et les employeurs et entrepreneurs, de l'autre, d'après les principes suivants :

a. Tous les contrats, conditions et ententes intervenus entre les employeurs et les ouvriers, aussi bien qu'entre les entrepreneurs et les ouvriers, ne correspondant pas aux tarifs des unions professionnelles ou aux décrets et règlements des soviets, sont annulés ;

b. Lors de la liquidation des contrats entre les ouvriers et les employeurs, ceux-ci remplissent leur engagement de payer le rapatriement des ouvriers, y compris l'alimentation en route, indépendamment de la durée du travail au service de l'employeur ; celui-ci doit payer comptant une somme représentant la valeur des frais de voyage et d'alimentation en route (dans ce cas, le montant de la somme à payer aux ouvriers est fixée par le commissariat local du travail) ;

c. Lors du licenciement des ouvriers étrangers par l'employeur, celui-ci leur donne une indemnité de licenciement conformément aux règles générales ;

d. Toutes les indemnités revenant aux familles des ouvriers morts ou aux ouvriers frappés d'invalidité partielle ou totale doivent être payées par l'employeur, conformément aux règles générales.

4. Répartition des ouvriers étrangers restant en Russie entre les entreprises, conformément aux conditions générales du marché national du travail, par l'intermédiaire des institutions gouvernementales ou publiques, s'occupant de la répartition et de la statistique des ouvriers.

6. Surveillance de la situation des ouvriers étrangers restant en Russie, d'après les principes suivants :

a. Les ouvriers étrangers sont placés dans les mêmes conditions que les ouvriers locaux en ce qui concerne les salaires, les heures de travail, les secours médicaux, les fêtes, le logement, l'assurance, les indemnités en cas d'accident, etc. Sont également appliquées aux ouvriers étrangers toutes les modifications apportées par la loi aux salaires et aux autres conditions du travail ;

b. Les employeurs sont directement en rapport avec les organisations ouvrières, sans participation d'entrepreneurs quelconques. Les interprètes serviront seulement à traduire les discours lors des rapports avec les ouvriers. Ces interprètes sont au compte des employeurs ; les ouvriers étrangers ne leur doivent aucune rémunération.

c. Les ouvriers étrangers élisent parmi eux des starostes, dont le nombre dépend des conditions générales de l'entreprise ou de la région envisagée ; ces starostes entrent dans la composition des comités d'usines et fabriques et des comités ouvriers locaux ;

d. En cas d'entente volontaire entre les ouvriers et l'entrepreneur concernant la fourniture par celui-ci de vivres, vêtements et autres objets, l'entrepreneur est tenu de s'acquitter de cette fourniture consciencieusement et à des prix fixés ; le comité des starostes est chargé de contrôler l'exécution régulière des engagements par l'entrepreneur ;

e. Tous les comptes doivent être réglés avec les ouvriers personnellement et inscrits dans leurs livrets, conformément aux règles générales en usage.

III.

Au fur et à mesure des besoins, les différentes régions nomment des commissaires de la main-d'œuvre étrangère, qui entrent dans les commissariats locaux du travail. Les limites des régions soumises à la compétence de chaque commissariat ainsi que ses droits et obligations sont fixés par la commission de la main-d'œuvre étrangère.

Le commissaire du peuple
au Travail : Chliapnikov
Le secrétaire de la section : Schmidt

Règlement obligatoire de la Douma municipale de Petrograd sur la durée du travail des employés dans les entreprises commerciales et industrielles, sur l'ouverture et la fermeture des entreprises commerciales et des bureaux

(*Izvestia*, 23 mars 1918, n° 5)

1. Conformément au décret du Conseil des commissaires du peuple, la journée de 8 heures est instituée pour tous les employés travaillant dans les entreprises commerciales et industrielles. La journée de travail pour les personnes occupées dans les bureaux est de 6 heures seulement.

2. Le travail dans tous les établissements commerciaux, dépôts, magasins, boutiques, etc., commence à 10 heures du matin au plus tôt et se termine à 6 heures du soir au plus tard. Dans les marchés, le commerce commence à 7 heures du matin au plus tôt et se termine à 3 heures de l'après-midi au plus tard. Les bureaux sont ouverts à 10 heures du matin et fermés à 4 heures.

3. Les employés des établissements commerciaux et des bureaux ont droit à tour de rôle à une interruption de travail d'une heure au moins pour prendre leur repas.

4. Le commerce est interdit les dimanches et les jours fériés prolétaires.

Remarque. — Les magasins vendant du pain peuvent être ouverts les dimanches de 9 heures du matin à midi, avec autorisation des organes de répartition. Cette mesure est instituée provisoirement jusqu'à solution de la crise d'approvisionnement.

5. Les adolescents de 14 à 18 ans ne peuvent être occupés plus de 6 heures par jour.

6. Le travail des enfants au-dessous de 14 ans est interdit.

Remarque. — Les apprentis au-dessous de 14 ans actuellement en service ne sont pas renvoyés ; ils ne travailleront que 4 heures par jour.

7. L'exécution du présent règlement incombe à l'inspection du travail, et, jusqu'à sa création, à des fondés de pouvoirs spéciaux élus par les employés des entreprises commerciales et industrielles ; ces fondés de pouvoirs fonctionnent à Petrograd et doivent être enregistrés par le conseil de Petrograd des unions professionnelles.

Décret provisoire sur les congés

(*Commune du Nord*, 20 juin 1918)

1. Les ouvriers et les employés de toutes sortes, occupés dans une entreprise, une institution ou chez un particulier depuis plus de six mois sans interruption, ont le droit d'obtenir une fois dans le courant de l'année un congé, en conservant leur traitement qu'ils toucheront d'avance.

Remarque. — Dans la période de six mois sans interruption sont comptés les jours de travail dans une autre entreprise appartenant à un même propriétaire ou dans les différentes institutions de la République russe des soviets.

2. Pendant l'année 1918, la durée du congé est fixée à deux semaines.

3. Le congé doit être indiqué dans les livrets de comptes ; là où les livrets n'existent pas, il est noté dans le dossier de l'ouvrier ou de l'employé, ou dans un autre document correspondant.

4. Un travail payé est interdit pendant le congé.

5. Les congés peuvent être délivrés pendant toute l'année. Leur tour est établi par un accord entre l'employeur, l'administration de l'entreprise ou de l'institution et les représentants élus des ouvriers et des employés par catégories, de façon que la marche normale des travaux et des occupations ne soit pas entravée dans les entreprises et les institutions.

6. Si l'ouvrier ou l'employé ne profite pas du congé auquel a droit, il n'est pas fondé à demander un salaire supplémentaire.

7. Les congés provoqués par des circonstances extraordinaires sont donnés suivant les dispositions de l'article 5 du présent règlement.

8. Le règlement ne concerne pas les congés délivrés par les caisses d'hôpital.

9. Pour l'année 1918, en raison des graves difficultés éprouvées par le pays, toutes les dispositions prises par les autorités locales des conseils ou des administrations distinctes concernant une plus longue durée de congé sont annulées.

10. Le commissaire du Travail a le droit de fixer un congé plus long dans les entreprises où le travail est particulièrement nuisible à la santé.

11. Le règlement présent entre en vigueur dès le jour même de sa publication.

Le président du Conseil des commissaires du peuple :
V. Oulianov-Lénine
Le directeur des affaires du conseil :
V. Bontch-Brouevitch
Le secrétaire du conseil :
N. Gorbounov

Règlement des litiges entre patrons et ouvriers

(*Commune du Nord*, 11 juillet 1918, n° 33)

1. Les deux parties plaignantes doivent absolument être présentes à l'examen des conflits entre les ouvriers et employés, d'une part, et les entrepreneurs ou autres patrons, de l'autre, effectué par la section du commissariat du Travail.

2. La section des conflits est tenue d'informer l'entrepreneur ou le propriétaire de l'établissement de la date de l'examen du litige. En cas de non-comparution de l'entrepreneur, du patron ou de leur représentant, le litige est examiné et tranché définitivement en présence de la seule partie des ouvriers et employés. Le conflit ne saurait être résolu en l'absence de la partie ouvrière.

3. La présente décision entre en vigueur dès le jour de sa publication.

Le commissaire régional de Petrograd pour le travail :
P. Zaloutzki

Assurance sociale

Communiqué du gouvernement sur l'assurance sociale du 29 octobre-11 novembre 1917

(La *Pravda*, 30 octobre-11 novembre 1917)

Le prolétariat de Russie a mis sur son drapeau l'assurance sociale complète des ouvriers salariés, de même que des pauvres des villes et des villages. Le gouvernement du tsar, des propriétaires et des capitalistes, de même que le gouvernement de coalition et de conciliation, n'ont pas réalisé les revendications des ouvriers à propos des assurances.

Le gouvernement des ouvriers et des paysans, s'appuyant sur les conseils des députés ouvriers soldats et paysans, annonce à la classe ouvrière de Russie et aux pauvres des villes et des villages qu'il va immédiatement préparer des décrets concernant l'assurance sociale complète basée sur les formules proposées par les ouvriers :

1. L'assurance pour tous les ouvriers salariés sans exception, ainsi que les pauvres des villes et des villages.

2. Etendre l'assurance à tous les genres de perte de capacité du travail, principalement aux cas de maladie, d'infirmité, de vieillesse, de grossesse, de veuvage et de mort de parents, ainsi qu'au chômage.

3. Tous les frais des assurances à la charge des entrepreneurs.

4. Compensation, tout au moins de tout le salaire, en cas de perte de la capacité de travail ou de chômage.

5. Autonomie complète des assurés dans toutes les organisations d'assurance.

Au nom du gouvernement de la République de Russie, le commissaire du peuple au ministère du Travail : A. Chliapnikov

Décret sur l'assurance contre le chômage du 28 novembre-11 décembre 1917

(La *Pravda*, 29 novembre-12 décembre 1917, n° 194)

1. Le présent décret est mis en vigueur sur toute retendue du territoire de la République russe et s'applique à toutes les personnes sans distinction de sexe, d'âge, de confession, de nationalité ni de race, qui sont employées par louage de services dans toutes les branches du travail, comme travail manufacturier, minier et métallurgique, transport, professions manuelles, constructions, commerce, agriculture, exploitation forestière, pêcherie, industrie ménagère, services personnels, professions libérales, etc.

Toutes les personnes employées par louage de service doivent être assurées en cas de chômage, indépendamment du caractère ou de la durée de travail et aussi de la nature de l'établissement qui les emploie, public ou privé.

2. Ce règlement n'est pas applicable aux personnes appartenant aux cadres des entreprises, comme les contremaîtres, administrateurs, ingénieurs, jurisconsultes, etc., ni aux personnes exerçant des professions libérales dans le cas où leur salaire régulier dépasse le triple du salaire moyen des ouvriers de leur résidence, salaire établi par les conseils locaux et régionaux des unions professionnelles.

3. Comme chômeur, le présent règlement considère tout individu apte au travail dont le principal moyen d'existence est le travail par louage de services, qui n'a pas la possibilité de trouver du travail au prix normal fixé par les unions professionnelles compétentes et qui est inscrit dans les bourses du travail locales ou dans les unions professionnelles.

Remarque : Les individus privés de leur travail en cas de lock-out sont considérés comme chômeurs.

4. On ne considère pas comme chômeurs au sens du présent règlement :

a. Les personnes qui, bien que sans travail, conservent néanmoins leur travail.

b. Les personnes qui sont privées de leur salaire par suite de grève, tant qu'elle se prolonge.

Remarque : Les grèves provoquées par l'abaissement du salaire ou l'accroissement de la journée de travail ne privent pas les personnes assurées du droit de toucher des secours de la caisse de chômage.

5. Le fait et la durée du chômage sont constatés par les caisses de chômage et sont contrôlés par les bourses du travail et les unions professionnelles locales.

6. Les fonds de secours aux chômeurs sont constitués par les versements effectués par les employeurs.

7. Ces fonds sont déposés par les employeurs dans les caisses de chômage et constituent le fonds commun des chômeurs de toute la Russie.

8. Le fonds des chômeurs de toute la Russie est placé, déposé et employé conformément aux règles établies par le conseil d'assurance.

9. La quotité des versements des employeurs au fonds de chômage est exprimée par un certain pourcentage du salaire et fixée uniformément pour toute la Russie par le conseil d'assurance au minimum de 3 pour 100, conformément aux données fournies par le Conseil des unions professionnelles de toute la Russie.

Le minimum des versements des employeurs pour les ouvriers embauchés à la saison est fixé à 5 pour 100 du salaire.

Remarque : Après établissement d'un impôt progressif unique sur la propriété, le revenu et les successions, le gouvernement pourra substituer aux versements des employeurs une partie de cet impôt.

10. Le comité de la caisse pourra décider que la quotité des versements, au lieu d'être exactement proportionnelle au salaire, sera déterminée arbitrairement pour chaque catégorie.

11. Les versements sont effectués par les employeurs à la caisse de chômage dans la semaine qui suit le paiement du salaire. Les versements non effectués dans le délai indiqué sont recouvrés sur les employeurs sur l'ordre du commissaire du Travail, suivant la procédure établie pour le recouvrement par l'autorité de justice des créances de l'Etat (*Recueil des lois*, tome XVI, deuxième partie). On infligera en outre à l'employeur, en faveur du fonds de chômage, une pénalité de 10 pour 100 par mois sur les versements arriérés, en comptant toute fraction de mois comme mois entier.

12. Les employeurs sont tenus :

a. De faire à la caisse, dans un délai de trois jours, la déclaration de tout embauchage ou licenciement ;

b. De fournir à la caisse, dans le délai d'une semaine à partir du jour de la paie, des renseignements détaillés dans les formes établies par le conseil d'assurance, sur les travaux effectués dans leurs entreprises, sur le montant du salaire payé à chaque personne en particulier et à chaque pays ;

c. De consigner régulièrement dans leurs livres les renseignements ci-dessus ;

d. De communiquer aux personnes déléguées à cet effet par les comités, pour la vérification de ces renseignements, les livres de caisse, les documents, notes, décomptes et livres voulus.

13. On considère comme salaire ou appointement, dans le sens du présent décret :

a. La somme gagnée dans le courant de l'année ou dans un autre intervalle de temps donné, sous forme d'appointements ou de salaire, y compris les heures supplémentaires (sans distinguer le mode de paiement : à la journée, à la quinzaine, aux pièces, etc.).

b. La valeur des allocations en nature correspondant au même laps de temps (logement, vivres, etc.) si ces allocations sont fournies par l'employeur ; en outre, la valeur des allocations de logement est déterminée à raison de 20 à 30 pour 100

du salaire, celle des vivres, etc., à leur valeur effective, la valeur de l'allocation en nature dans les limites indiquées est déterminée par la commission des assurances ouvrières sur les données des unions professionnelles et de leurs confédérations locales.

Dans le montant du salaire ou des appointements, on doit comprendre les participations aux bénéfices et tantièmes.

14. Les allocations journalières versées aux chômeurs sont égales à leur salaire total, mais, toutefois, elles ne doivent pas être supérieures au salaire moyen journalier pour la localité envisagée.

Remarque : Le salaire journalier moyen de la localité est déterminé par le conseil local ou régional des unions professionnelles.

15. Si le chômage ne dure que de 1 à 3 jours, il n'est pas payé ; s'il se prolonge au-delà de 3 jours, le chômeur a droit à l'allocation de chômage à partir du premier jour de chômage.

16. En cas de maladie du chômeur, la caisse de chômage qui se sera mise en rapport avec les caisses d'hôpital lui accordera l'allocation pécuniaire et les secours médicaux prévus aux règlements en vigueur dans ces caisses.

17. Les caisses de chômage municipales générales sont instituées dans les villes, les caisses de chômage d'arrondissement dans les arrondissements.

18. Les caisses de chômage auront le droit de former des unions et de passer des accords entre elles et avec d'autres organisations et institutions.

19. La caisse de chômage peut acquérir à son nom des droits mobiliers et immobiliers, y compris le droit de propriété, souscrire des obligations, intenter des actions judiciaires et y répondre.

20. Le comité de la caisse, composé d'un nombre égal de représentants des unions professionnelles, des comités des usines et des caisses d'hôpital, gère les affaires de la caisse de chômage. Le nombre des membres est déterminé par entente entre ces organisations.

21. Le conseil de la caisse choisit dans son sein :

a. Le conseil d'administration ;

b. La commission de révision.

Remarque : Après établissement des autres formes d'assurance et la constitution d'une caisse générale d'assurance, la gestion de la caisse de chômage passera à cette dernière.

22. Il peut être interjeté appel des décisions du comité de la caisse de chômage, en application du présent décret, devant la commission d'assurance, dans le délai de deux semaines à dater de la décision ; les décisions de cette dernière peuvent faire l'objet dans le même délai d'un appel devant le conseil d'assurance. L'appel n'est pas suspensif.

23. Jusqu'à l'organisation des commissions et du conseil d'assurance sur des bases garantissant la majorité à la représentation ouvrière, les fonctions des commissions et du conseil, définies par le présent règlement, sont assurées par les commissions locales et la commission centrale d'assurance contre le chômage.

24. Les sous-commissions locales et de gouvernement d'assurance contre le chômage sont constituées auprès des commissions d'assurance et se composent de 21 personnes, dont 5 représentants des unions professionnelles ou de leurs confédérations, 5 des comités d'usines et de fabriques, 4 des caisses d'hôpital, 1 des commissions du travail, 1 des commissions du commerce et de l'industrie, 2 des municipalités et 1 des directions des zemstvos.

25. La commission centrale d'assurance contre le chômage est constituée auprès du conseil d'assurance et se compose de 27 membres : 18 représentants du conseil des unions professionnelles, du conseil central des comités des usines et fabriques, et de la section ouvrière du conseil d'assurance en nombre égal, 2 représentants de la commission du travail, 1 de la commission du commerce et de l'industrie, 1 de la direction des zemstvos, 1 de la municipalité et 4 des entrepreneurs.

26. La gestion de la caisse de chômage, dès son institution, est confiée aux conseils locaux des unions profession-

nelles, des comités d'usines et de fabriques et des caisses d'hôpital.

27. Au cas où les organisations mentionnées à l'article 26 ne constitueraient pas les caisses de chômage dans le délai d'un mois, celles-ci seront constituées par le commissaire du Travail.

28. Le présent règlement est publié télégraphiquement et entre immédiatement en vigueur.

29. Tout individu qui s'est rendu coupable d'une infraction au présent règlement est passible de poursuites judiciaires et d'un emprisonnement d'un an au maximum.

Le président du Conseil des commissaires du peuple :
Oulianov (Lénine)

Le commissaire au Travail :
Chliapnikov

Décret du 22 décembre 1917-4 janvier 1918 sur l'assurance contre la maladie

(La *Pravda*, le 30 décembre 1917-13 janvier 1918, n° 236)

Dans sa séance du 22 décembre, le comité central exécutif du Conseil des députés, ouvriers, soldats et paysans a approuvé le décret concernant l'assurance contre la maladie.

L'assurance s'applique à toutes les personnes sans distinction de sexe, d'âge, de confession, de nationalité ni de race employées par louage de services dans toutes les branches du travail, y compris les domestiques, les personnes exerçant une profession libérale, etc.

L'assurance donne droit aux secours médicaux et à des allocations pécuniaires. Le secours médical est fourni par les caisses d'hôpitaux qui sont instituées dans les villes importantes (caisses municipales générales) et dans les arrondissements. Le secours médical est donné sous forme de premier secours, de traitement dans une ambulance, un hôpital, un établissement thermal, à domicile et de secours obstétrique. Le secours médical comprend également la fourniture gratuite de médicaments, d'aliments de choix et de tous les accessoires médicaux nécessaires. La caisse d'hôpital donne des allocations pécuniaires en cas de : 1. maladie entraînant la perte de capacité de travail ; 2. accouchement et 3. mort (pour l'enterrement).

L'allocation pécuniaire en cas de maladie et d'accouchement égale le salaire total du malade, à partir du premier jour de la perte de capacité de travail jusqu'au jour de la guérison.

Les fonds des caisses d'hôpitaux sont constitués par les versements des employeurs (10 pour 100 du salaire de chaque participant de la caisse d'hôpital), les revenus des capitaux des caisses, des subventions et dotations, des recouvrements, des pensions et des rentrées accidentelles.

Les caisses d'hôpital sont gérées par les assemblées des délégués des participants de la caisse et la direction.

Décret du 15-18 janvier 1918 sur la formation de l'Armée rouge

Texte communiqué aux journaux par l'agence télégraphique de Petrograd

L'ancienne armée a servi à l'oppression des classes travailleuses par la bourgeoisie. Le pouvoir ayant passé aux classes des travailleurs et des exploités, la nécessité surgit de créer une nouvelle armée, qui servira de rempart au pouvoir des soviets et, à l'avenir, de base pour le remplacement de l'armée permanente par une milice nationale et sera le soutien de la future révolution sociale en Europe.

I.

Pour cette raison, le Conseil des commissaires du peuple décide de créer une nouvelle armée, qui sera appelée rouge des ouvriers et paysans, sur les bases suivantes :

1. L'Armée rouge des ouvriers et paysans sera composée des éléments les plus conscients et les plus organisés des classes travailleuses.

2. Y seront admis tous les citoyens de la République de Russie au-dessus de 18 ans. Tout citoyen qui voudra entrer dans l'Armée rouge devra être prêt à sacrifier toutes ses forces, sa vie, pour la défense de la révolution d'Octobre du pouvoir des soviets et du socialisme. Pour faire partie de l'Armée rouge, il faut une recommandation des comités de régiments ou des organisations démocratiques qui adoptent le programme du pouvoir des soviets, des organisations de partis ou de professions, ou au moins de deux membres de ces organisations. Si des unités entières entrent dans l'Armée rouge, les soldats devront répondre les uns pour les autres et leur admission sera soumise à un vote nominal.

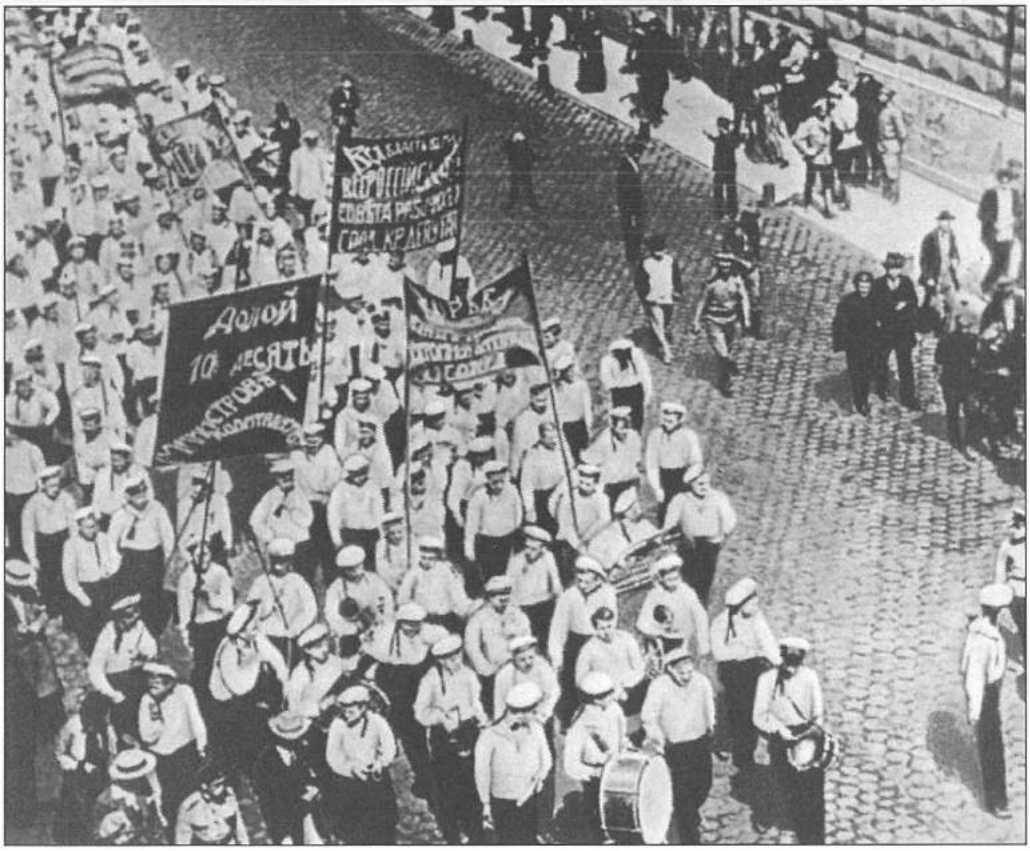
II.

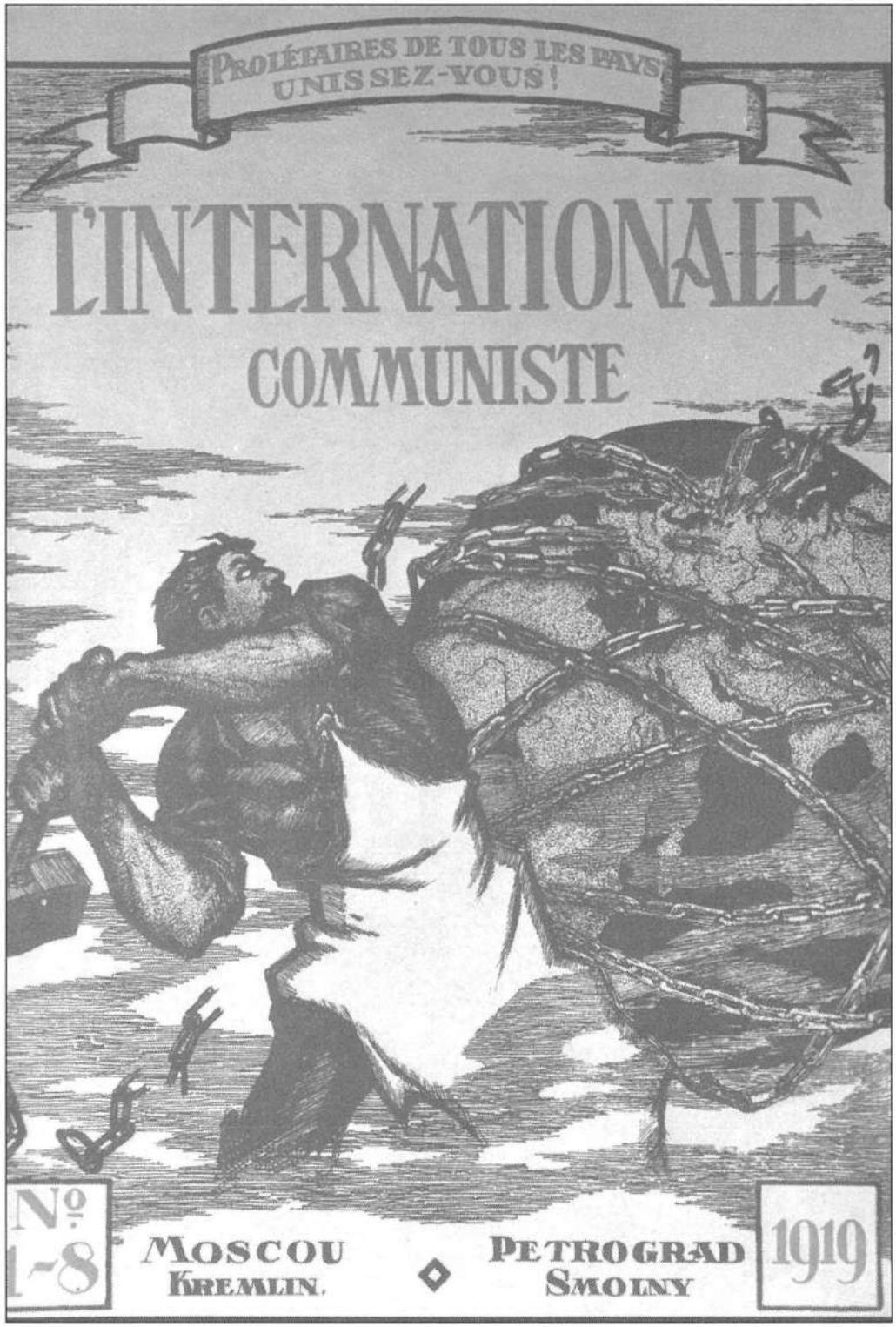
1. Les soldats de l'Armée rouge des ouvriers et des paysans seront entretenus entièrement par l'Etat et recevront 50 roubles par mois.

2. Les membres de la famille des soldats incapables de travailler, et qui étaient entretenus par eux, recevront tout ce qui leur sera nécessaire dans les normes établies par les organes du pouvoir des soviets locaux.

III.

C'est le soviet des commissaires du peuple qui sera l'organe dirigeant suprême de l'Armée rouge des ouvriers et paysans. L'administration directe de l'armée sera concentrée au commissariat des Affaires militaires, auprès duquel un collège national sera créé.


Долой
10 десять


PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !
L'INTERNATIONALE
COMMUNISTE
Nº 1-8
MOSCOU
KREMLIN.
PETROGRAD
SMOLNY
1919

Josep Antoni Pozo : Restauration contre révolution

(deuxième partie) (résumé)

Dans la première partie du résumé de sa thèse, publiée dans le n° 34 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, Josep Antoni Pozo a étudié la dislocation de l'Etat bourgeois et l'émergence d'organes par lesquels la classe ouvrière a tenté de définir son pouvoir propre, en particulier le Comité central des milices antifascistes (CCMA).

Dans cette seconde partie, il étudie la façon dont s'est opérée la reconstruction de l'Etat bourgeois, sous l'impulsion entre autres du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC), parti stalinien constitué après la riposte ouvrière du 18 juillet 1936 au putsch fasciste, l'attitude des différents partis dans cette reconstruction, qui passait par la liquidation de tous les organismes proprement ouvriers et paysans sous la couverture de la discipline exigée par la guerre, et la résistance opposée par ces derniers à cette entreprise.

Note : l'ERC est le parti de la bourgeoisie catalane républicaine ; l'UR est l'Union des rabassaires (paysans petits propriétaires).

La reprise en main

Le nouveau gouvernement Tarradellas : 26 septembre

Le lendemain de sa formation, le journal de l'ERC reproduisait une déclaration du nouveau gouvernement, où, après avoir signalé l'accord de tous les secteurs politiques et syndicaux, il avertissait que quiconque désobéirait à ses dispositions serait déclaré factieux. Dès lors, cette maxime serait répétée à satiété dans la presse républicaine, la presse officielle et celle des partis soutenant le plus ouvertement le nouveau gouvernement de la Généralité.

Sa première démarche fut d'implanter dans toute la Catalogne son autorité, et notamment à Lérida, où, sous l'impulsion du POUM, l'implantation d'un pouvoir ouvrier était allé le plus loin. Tous les responsables avaient peur, et, courageusement, ils se firent accompagner par une centaine de gardes d'assaut, en plus de Andreu Nin, figure emblématique du POUM devenu nécessaire pour faire passer la nouvelle politique auprès des militants. Précaution inutile, le POUM, localement, soutenait la nouvelle ligne. Il en fut de même dans plusieurs villes importantes où Nin vint dire : *"Nous ne venons pas arrêter la révolution, mais lui donner forme"* (rapporté par *L'Humanitat*, journal de l'ERC, 6 octobre).

L'entrée de la CNT et du POUM dans le nouveau gouvernement donnait aux partisans de l'ordre un argument de poids, répété à l'infini : tout individu ou groupe qui se soustraira à la loi du nouveau gouvernement sera considéré comme factieux, puisque toutes les organisations qui luttent contre le fascisme y sont représentées. Evidemment, cela ne réglait pas le problème de l'obéissance effective, mais facilitait considérablement la bataille des partis d'ordre pour y parvenir. Pour ce faire, il fallut procéder à la réorganisation municipale comme mesure naturelle visant à éliminer tous les comités locaux et imposer partout la politique d'unité antifasciste.

La réorganisation municipale

Au moment du soulèvement, presque toutes les municipalités de Catalogne étaient dirigées par l'ERC. Les décrets du 9 et 12 octobre ont été la première mesure d'envergure du nouveau gouvernement : toutes les localités devaient

prendre comme base la même représentation que celle du gouvernement : 3 ERC, 3 CNT, 2 PSUC, 1 UR (rabassaires), 1 POUM, 1 ACR, soit 11 conseillers jusqu'à 5 000 habitants, 22 jusqu'à 20 000 habitants et 33 pour les villes de plus de 20 000 (*Journal officiel* du gouvernement de la Généralité de Catalogne, 11 et 14 octobre 1936).

Evidemment, le but recherché n'était pas d'établir une direction municipale en fonction des forces politiques en présence, mais de faciliter de larges majorités avec cette représentation généreuse pour les partisans de l'ordre (ERC, PSUC, UR, ACR).

C'est en ces termes que le journal de la CNT, *Solidaridad Obrera* (14 octobre), justifiait le nouveau tournant :

"Vers un contrôle efficace de la vie sociale des localités (...).

Du fait de l'absence d'un réseau de contrôle dans le développement des régions catalanes, il était inévitable que surgissent de multiples difficultés, puisqu'il pouvait arriver qu'une disposition adoptée dans telle localité retentisse dans un sens défavorable sur d'autres. Avec les dispositions adoptées, de telles difficultés seront écartées grâce à la relation et la mutuelle dépendance des organismes régulateurs (...). Ainsi prendra fin le chaos que, sur certains aspects, on a observé jusqu'ici."

De nombreux syndicats de la CNT boycottèrent l'application des décrets de réorganisation municipale et se refusèrent à dissoudre leurs comités révolutionnaires, qui dirigeaient les biens collectifs et affermissaient ainsi le pouvoir révolutionnaire.

Révélatrice de cet état d'esprit est la lettre à la direction du syndicat publiée dans le journal local (*Acció Sindical*, 15 octobre) des sections "syndicalistes" de la CNT de Valls, qui finirent par se soumettre, mais écrivirent :

"Les hommes disciplinés que nous sommes accepteront ces changements ; mais nous ne croyons pas juste que, dans ces conseils, il faille s'en tenir à la représentation qu'a celui de la Généralité (...). Il est incompréhensible que l'on essaie de donner des sièges à certains partis républicains qui, dans certaines villes, ont limité leur action non seulement à ne pas agir dans la rue, mais, de plus, à ne pas prendre part (sic) *aux comités antifascistes locaux. Faire entrer ces partis dans les nouveaux organismes directeurs de la vie politique et révolutionnaire de Catalogne apparaît injuste et erroné, puisque le peuple, avec raison, verra avec méfiance l'introduction d'éléments non révolutionnaires dans la direction de la révolution. D'autre part, si l'on s'en tient à la lettre du décret, nous nous trouverons avec des localités qui verront disparaître de leurs conseils la représentation d'organisations qui non seulement ont contribué à l'écrasement du fascisme, mais qui, de plus, ont renforcé le prestige des comités antifascistes par leur activité, leur austérité, leur intelligence."*

Ce sont tous ces anarcho-syndicalistes, réfractaires aux ordres officiels de l'organisation lorsqu'ils n'étaient pas d'accord avec eux, qui opposèrent la plus vive résistance.

Pour le POUM, sauf exceptions importantes, les bulletins, journaux, publications acceptent le nouveau gouvernement, puisque la phase de double pouvoir semble maintenant révolue.

Au chapitre des réticences, il faut citer le journal du POUM (*Acción*, 7 novembre) de l'importante ville de Tarragone : *"Le décret peut résoudre de manière satisfaisante la vie politique de la capitale* (Barcelone) *; mais dans l'immense majorité des localités, la mise en œuvre de ce décret s'est traduite par le retour des figures satisfaites des ventres-pleins ; il a réveillé l'opportunisme, et, ce qui est le plus à regretter, a expulsé les révolutionnaires au cœur sincère des lieux de décision (...). Les véritables favorisés sont ceux qui, le 19 juillet, restèrent tranquillement chez eux, ceux qui, avec un sourire moqueur, regardaient passer le révolutionnaire l'arme à l'épaule (...). Ce sont eux qui maintenant veulent et exigent la majorité du conseil municipal."*

Pris au piège de la logique de la participation au gouvernement et obligés

pour cette raison à une certaine loyauté institutionnelle, les dirigeants de la CNT et du POUM acceptèrent d'entrer dans une dynamique qui, loin de leur donner plus de force et de présence, devait les conduire à une situation où leur place serait réduite.

Mais le décret de réorganisation municipale passe mal : sur les 1 071 communes existantes, J. A. Pozo tire ses conclusions des 951 qu'il a pu étudier (sources : junte de sécurité intérieure, section districts ; livre de procès-verbaux et comptes rendus municipaux) ; et il affirme : 311 se sont constituées illégalement par rapport au décret. Courant décembre, malgré une intense campagne du gouvernement et des partis, le nombre des municipalités rentrées dans le rang n'arrivait pas à 700, pour passer à 767 en janvier 1937, à 834 en février et à 876 en mai.

Un des effets induits de cette "répartition proportionnelle" à l'imitation de Barcelone fut qu'en de nombreuses localités, des partis qui avaient droit à des sièges selon la règle de constitution de Barcelone n'y avaient pas de représentant ; ils utilisèrent cette circonstance pour implanter des sections composées de gens qui, au mieux, n'avaient jamais lutté avec les ouvriers et les paysans du lieu ; comme ils devaient être présentés à ce poste par une autorité politique ou syndicale, nombreux furent les réactionnaires qui se présentèrent, au début timidement et ensuite plus ouvertement, pour représenter tel ou tel parti, qui, ainsi, constituèrent des sections locales qu'ils n'auraient jamais pu construire par la voie militante. Tel fut le cas du PSUC, et c'est aussi celui de l'ERC, qui reconstitua sa force d'intervention à partir de l'entrée massive de tous les partisans de l'ordre dans ces partis ; le même phénomène se produisit pour la constitution des nouvelles sections de l'UGT, qui n'avait qu'un lointain rapport avec les sections de l'UGT existant avant le 19 juillet.

La plus réfractaire à la normalisation fut la municipalité de Lérida *(une grande ville pour l'époque et la région — NDT)*, où, encore en février 1937, une assemblée populaire convoquée par la CNT avec participation du POUM et de l'UGT résolut de ne pas permettre, *"quel que soit le moyen auquel nous devions recourir pour la défense de la révolution, que l'ERC et l'Acció Catalana Republicana (ACR) aient une représentation dans le conseil municipal de Lérida, ni dans aucun autre organisme de direction ou d'administration publique locale"* (conclusions adoptées à l'unanimité de la grande assemblée populaire tenue le 7 février 1937 au parc-théâtre Elysée-Reclus, AHN-SGC PS Lérida, liasse S 1).

La même chose se produisit à Gérone (importante ville de Catalogne), où l'ERC, le PSUC et un syndicat paysan furent interdits de représentation politique. De même dans les villes ouvrières et paysannes de Igualada, La Bisbal, Martorell, que la thèse étudie point par point.

Pour apprécier à sa juste mesure cette résistance, il convient de se rappeler le chantage financier sur les municipalités exercé par la Généralité. Ensuite, la généralisation des crédits accordés par le gouvernement de la Généralité contrôlant les institutions bancaires et de crédit fut un moyen de pression facile pour discipliner l'arrière et imposer pleinement son autorité avec la collaboration totale de l'ERC et du PSUC, qui s'acharnèrent particulièrement sur Lérida pour lui ôter son dû.

Les décrets dits de S'Agaró organisant ce chantage financier provoquèrent une véritable commotion dans les syndicats de la CNT et également une avalanche de critiques à la direction, accusée de couvrir les *"58 coups de canon contre la révolution"* (*Acracia*, journal de la CNT de Lérida, 27 janvier 1937) que signifiaient les 58 décrets du nouveau gouvernement en matière financière (rapport des plénums de la régionale de Catalogne du 29 novembre 1936 et du 29 janvier 1937).

Devant le danger, il fut procédé à la réorganisation du syndicat, et notamment du journal *Solidaridad Obrera*, dont le responsable fut remplacé par un homme de la direction.

Malgré l'intensité de la campagne, les interventions des directions des partis et des syndicats, les pressions finan-

cières considérables, les campagnes contre les "incontrôlés" et les déclarations qui présentaient les insoumis comme des factieux, quasiment 300 municipalités, d'une manière ou d'une autre, refusèrent de se plier aux ordres du nouveau gouvernement.

La campagne contre les "incontrôlés" et la lutte pour discipliner l'arrière

Le dilemme de la Généralité pour imposer la réorganisation des mairies était que sa seule force de persuasion lui venait des appareils des partis et des syndicats, et que l'utilisation des forces de l'ordre public pouvait déclencher une véritable guerre civile à l'arrière à cause de l'armement des milices. D'où la violente campagne qui fut ouverte par le journal de l'ERC (*La Humanitat*, octobre 1936) :

"Désormais, en Catalogne, des comités irresponsables ne peuvent plus agir... Une fois l'arrêté pris et le mot d'ordre donné, les organisations politiques et syndicales doivent rapidement le mettre en pratique. Toute résistance doit être considérée — et pas seulement en paroles — comme un sabotage de la révolution."

Déjà, l'organe du PSUC, *Treball* (13 octobre), avertissait :

"Assez des groupes irresponsables qui doivent être considérés comme des factieux. Assez des plans pour un avenir incertain sans la victoire. Assez des collectivisations forcées de la petite propriété et de la petite bourgeoisie. Assez des coercitions et des contraintes. Le conseil de la Généralité a le devoir, devant le peuple, d'en finir avec tout cela, et dans cette tâche il pourra compter fermement sur l'aide des organisations fiables et sur le peuple catalan tout entier. Le conseil de la Généralité doit désarmer les groupes qui n'obéissent à aucun contrôle et destiner ces armes et munitions à l'armée régulière, au front où elles font défaut. Et pour réaliser cela, qu'approuvent toutes les organisations, il faut une seule chose : unité, unité, unité."

Cet armement, utile comme facteur d'intimidation, mais peu utile au front, fut l'objet de l'énorme campagne *"Les armes pour le front"* ; en même temps (*Journal officiel* des 27 et 31 octobre 1936 du GGC) étaient pris deux décrets, l'un de restitution de toutes les armes et l'autre de mobilisation des classes 1932 à 1935. Mais malgré la bonne volonté de la CNT, personne ne rendait les armes.

Et pourtant, ces campagnes furent considérables, et on y consacra une grande énergie : encore en mars 1937, le commissariat à la Propagande de la Généralité lança une nouvelle campagne de désarmement, qui vit partir de Barcelone une colonne de 11 voitures remplies d'orateurs qui rendirent visite à 210 municipalités ; le résultat peut se mesurer à Sitges, où étaient signalés 70 fusils, dont un seul (en possession d'un membre de l'ERC) fut rendu.

Toutes les forces ERC, PSUC, UR, ACR faisaient pression sur les représentants de la CNT dans le gouvernement ; les conseillers (ministres) CNT étaient toujours sur la défensive dans ces questions ; mais rien n'y faisait ; c'est ce que confirme le *"Rapport du comité permanent prodésarmement volontaire"* (archives Tarradellas).

Devant cette faillite, c'est le PSUC qui prend le relais. *Treball* (6 novembre 1936) donna le ton : *"Ceux qui attaquent le gouvernement, ceux qui font obstacle aux mesures gouvernementales indispensables en temps de guerre sont en réalité des fascistes masqués"* ; en ligne de mire, le POUM et, derrière lui, tous les secteurs dans la mouvance POUM-CNT.

La lutte contre l'indiscipline sociale

Désormais installé, le gouvernement se devait de réorganiser l'appareil policier, ce qui fut l'objet d'une campagne contre "l'indiscipline sociale".

La première grande déclaration en ce sens fut faite dans le journal de l'ERC (1er novembre 1936), et le même journal du

6 novembre ajoutait un commentaire sur les déclarations énergiques de L. Companys, qui se félicitait de la pleine adhésion au gouvernement de la Généralité :

"Cela signifie qu'aucun représentant ou membre des organisations en question ne peut pas ne pas exécuter scrupuleusement les décrets et dispositions émanant du conseil de la Généralité. C'est cet engagement solennel devant le peuple qu'ont pris leurs délégués légitimes, c'est-à-dire les organisations auxquelles ils appartiennent. Personne, comité ou individu, ne peut rompre cet engagement. Tout manquement sera, tout simplement, l'acte de quelqu'un traître à la guerre et à la révolution. Un déserteur. Un factieux. Il n'y a pas de circonstances atténuantes, de prétextes ni d'excuses qui vaillent : traître, déserteur ou factieux. Rien de moins. Quel que soit l'individu, quel que soit le comité."

Le 22 octobre, la CNT avait signé le plan d'unité d'action PSUC-UGT-CNT-FAI , dont le premier point était : *"Mettre en œuvre les accords et décisions du conseil de la Généralité en y apportant toute notre influence et notre appareil interne pour en faciliter l'application"* (AHN-SGC PS Barcelona, liasse 617).

Cette notion "d'indiscipline sociale", qui suggère une vision beaucoup plus large que la mention des simples "incontrôlés", rappelle que la contestation des positions des dirigeants et la vision unifiée guerre et révolution étaient largement répandues au-delà des frontières des organisations comme le POUM et de la CNT, surtout après l'entrée de la CNT dans le gouvernement.

La junte de sécurité intérieure où étaient représentées toutes les organisations était totalement dominée par la CNT ; elle commença à fonctionner à partir d'octobre et devait être remplacée au mois de mars par le Conseil de sécurité intérieure, l'instrument qui devrait permettre le passage de l'ordre révolutionnaire à l'ordre républicain. Parallèlement, l'Etat républicain récupérait l'une après l'autre les parcelles d'un pouvoir que les révolutionnaires avaient accumulé après le 19 juillet. La composition initiale de cette junte de sécurité (ERC-CNT-PSUC-POUM-UR-ACR) assurait une sorte de continuité avec les sections de défense et investigation et les patrouilles de contrôle du Conseil central des milices antifascistes. La modification essentielle était que le nouvel organisme n'était plus aux ordres du Conseil central des milices antifascistes, mais à ceux du conseiller de Sécurité intérieure, donc aux ordres de la Généralité, dont il lui revenait de faire respecter les missions. La CNT y consentit moyennant la concession que le gouvernement devait "écouter" l'avis de la junte avant de prendre ses décisions. Et alors, mais c'était déjà trop tard, la CNT concentra tous ses efforts à empêcher les interventions des gardes d'assaut dans les nombreux conflits qui surgirent notamment avec les municipalités rebelles.

C'est sur la constitution des patrouilles de district que la discussion fut la plus rude.

Les délégués de la CNT et du POUM ne voulaient pas, et n'en démordaient pas, que la junte ait compétence à intervenir dans tous les nombreux conflits provoqués par la résistance aux ordres de réquisition pris par les localités financièrement asphyxiées par la Généralité. Voici comment cette junte de sécurité intérieure, section des districts concevait son action dans sa circulaire n° 1 (Barcelone, 9 novembre 1936) :

"Discipline de guerre et ordre révolutionnaire :

La délégation de district de la junte de sécurité intérieure tient à vous rappeler :

Il faut circonscrire aux besoins du front toutes les activités et tous les intérêts.

Aucun citoyen compris dans le territoire de juridiction de la Généralité ne pourra se refuser à réaliser des travaux pour la guerre.

Tous les citoyens éviteront de créer des problèmes qui puissent gêner l'œuvre antifasciste révolutionnaire.

Il faut de toute urgence accélérer la constitution des conseils municipaux en exécution des décrets des 9 et 12 octobre 1936. Ces conseils veilleront à tout moment au respect de l'ordre révolution-

naire mis en place auparavant par les conseils des milices antifascistes et auront à cœur de le consolider sous le triple aspect politique, social et juridique.

Il est nécessaire que les conseils de défense des municipalités procèdent au ramassage de toutes les armes à feu longues, afin de procéder de manière urgente à leur recensement et qu'elles puissent être remises, à l'exception de celles que les conseils autoriseront, au département de Défense, comme l'indique le décret du 24 août 1936.

Il faudra communiquer la liste des camarades qui constituent les patrouilles de contrôle et de surveillance de la municipalité avec nom et âge de chacun d'eux à notre délégation de district de la junte de sécurité intérieure de Catalogne.

Chaque conseil communiquera à notre délégation de district :

a) le recensement de la population flottante, qui, à partir du 19 juillet, veut résider dans la municipalité ;

b) les nom et domicile de tous les citoyens qui se refuseront à intégrer les rangs des milices populaires lorsque le département de Défense de la Généralité le demandera ;

c) tous les problèmes d'ordre public existant actuellement sur le territoire de la commune, comme ceux qui pourraient se produire à nouveau à compter du jour de réception de cette circulaire.

Il faudra articuler les fonctions des différents départements municipaux en accord avec les décrets, ordres, normes et autres dispositions émanant de la Généralité."

Les longues discussions, sans résultat pratique, s'achevèrent lorsque Companys et ses conseillers du PSUC décidèrent de réorganiser les services d'ordre public, en supprimant, quand ce serait possible, les patrouilles de contrôle et les comités d'ouvriers et de soldats, et de rétablir les corps policiers dans leurs fonctions ; ce fut l'objet des sept décrets du 7 mars 1937 relatifs à l'ordre public publiés par le conseiller à la Sécurité intérieure de la Généralité, et qui déclaraient dissous les patrouilles de contrôle, les conseils d'ouvriers et de soldats, la commission d'investigation, les conseils de défense municipaux et autres corps populaires de surveillance.

Le problème de la terre : le conflit avec les petits propriétaires

L'un des sujets qui provoqua le plus grand nombre d'interventions des délégués de la junte de sécurité, au centre de la controverse ouverte et publique sur l'ordre public, fut sans aucun doute le problème lié à la réquisition de la terre, qui ouvrit dans la campagne catalane un important conflit avec les petits propriétaires agricoles.

C'est dans la région de Tarragone que le conflit fut le plus brutal, là où le syndicalisme CNT avait ses points les plus forts. Le conflit prit la forme d'un conflit entre "collectivistes" et "individualistes".

D'un côté, l'existence d'une masse de petits propriétaires, de métayers, de petits exploitants agricoles et de "rabassaires" en principe, petits viticulteurs ("rabassa", en catalan, désigne un cep de vigne) ; la révolution du 19 juillet avait fait de ces derniers les propriétaires *de facto* des terres qu'ils cultivaient après les expropriations, et souvent la fuite des "factieux". De l'autre côté, un nombre également très important d'ouvriers agricoles journaliers qui avaient accédé à la "propriété" de la terre de la même manière que les petits propriétaires, mais, à la différence de ces derniers, par le biais d'une exploitation collective de cette "propriété".

Tous les cas de figure se présentèrent, jusqu'à celui des fermiers utilisant des salariés, chose strictement interdite, car ils ne pouvaient posséder (parfois sous forme d'usufruit) que la terre qu'ils pouvaient travailler seuls ou avec leur famille. Les terres abandonnées, et donc collectivisées, étaient quasiment toujours les plus mauvaises terres du village, et pour cause, et les coopératives installées

sur ces terres avaient le plus grand mal à en vivre.

Parfois, également, la situation était aggravée par le radicalisme de certains anarchistes acharnés à instaurer des sortes de phalanstères en accord avec leurs positions idéologiques.

Ici, pour bien apprécier les termes de ce conflit qui envenima la situation, s'impose une précision que l'auteur de cette présentation en français a encore bien connue dans un Roussillon des années 1950 pourtant détaché de la Catalogne depuis trois siècles et intégré à la nation française par la Révolution de 1789 ; elle porte sur le sens à donner à l'expression "petite propriété". Trois à cinq personnes d'une même famille pouvaient exploiter un champ de bonne terre d'une soixantaine d'ares à un hectare maximum ; cela supposait qu'il fût inclus dans le système rotatif d'irrigation très strict qui existait dans chaque village. Cette "mini"-parcelle, au prix de longues journées de travail, permettait entre quatre à six récoltes annuelles. Or nous savons que tous les partis et syndicats "ouvriers" et même "rabassaires" s'étaient prononcés pour le respect de la petite propriété, entendant par "petite" celle que la famille pouvait exploiter seule.

Les métayers dont il est question ici l'étaient au plein sens du terme, puisque le propriétaire en général apportait la terre, les semences, le fumier avec le cheval et les outils, pendant que le métayer apportait sa force de travail ; les bénéfices étaient répartis par moitié, d'où le nom de "métayer", de "mitonner" en catalan et de "medersa" en espagnol. Ce mode d'exploitation intensive était largement répandu, et, souvent, les riches propriétaires donnaient en fermage une partie de leurs propriétés selon ce contrat qui les transformait en semi-rentiers. La possession de quelques hectares de bonne terre y suffisait. Il était assez souvent pratiqué aussi par l'ouvrier agricole, soumis à l'embauche quotidienne, qui, après sa journée de travail, allait travailler la micro-parcelle qu'il avait en contrat, verbal quasiment toujours. Cette situation explique l'âpreté d'un conflit qui opposa ces deux couches socialement très proches. Or la propagande insistante sur la défense de la propriété privée, éventuellement "petite", fit que de nombreux propriétaires, pas si petits, puisqu'ils devaient employer des salariés, construisirent de nouvelles sections de l'ERC et surtout du PSUC pour défendre cette propriété "acquise" dans le feu de la révolution. Certes, la situation à la campagne était assez complexe, mais était loin d'être sans issue.

C'est surtout l'asphyxie financière des municipalités organisée par la Généralité et soutenue par toutes les forces "antifascistes" qui tendit la situation. L'abandon de fait des positions "idéalistes" et des conquêtes révolutionnaires, la dissolution des comités locaux consécutive à la réorganisation des municipalités, les tentatives de plus en plus marquées de rétablissement de l'ordre public rendirent cette situation passablement embrouillée. Cependant, l'intervention des commissions dans de nombreux conflits apportait des solutions acceptables, en tout cas acceptées, et montrait que la complexité de la situation n'était pas insurmontable. Sur ce point aussi, le dépouillement exhaustif des documents réalisé par J. A. Pozo fait table rase de la propagande du PSUC et de l'ERC, exclusivement intéressée à montrer les conflits insolubles, selon eux, provoqués par l'attitude des révolutionnaires lâchés par les organisations. Celles-ci s'étaient lié les mains et ne pouvaient résoudre des problèmes certes difficiles, et qui finirent dans quelques cas, isolés mais bien réels, par envenimer une situation de conflits latents, montée en épingle par ceux-là mêmes qui l'avaient provoquée et que les représentants de ces couches sociales proches n'avaient rien fait pour empêcher.

Les "événements" dits de La Fatarella sont très révélateurs du conflit, car c'est là que celui-ci prit le tour le plus aigu, provoquant des affrontements qui se soldèrent par la mort de 27 personnes au moins. Il s'agissait d'une localité riche, avec une vieille implantation des partis liés à la droite la plus conservatrice issue des grands propriétaires fonciers et des "caciques" faisant la pluie et le beau temps dans leur contrée.

Le conflit commença lorsqu'une douzaine de familles, de la CNT ou soutenues par elle, voulut monter une coopérative sur les terres abandonnées par les anciens propriétaires. En fait, il semble bien que sur les bonnes terres s'étaient installés les anciens métayers devenus "propriétaires" et que la coopérative n'avait que de mauvaises terres, raison pour laquelle ces familles s'emparèrent d'autres terres. Les tentatives de conciliation n'aboutirent pas et les sections locales de l'UGT, du PSUC et de l'UR, constituées après le 19 juillet par des habitants qui "prenaient le train en marche", prirent fait et cause contre la CNT ; le local de la collectivité (propriété collectivisée) fut dévalisé ; la CNT locale appela en renfort les comités locaux voisins, qui encerclèrent et prirent le village d'assaut, passèrent par les armes 7 meneurs et arrêtèrent 47 personnes. Quand le calme revenait et que le village était rassemblé pour discuter, des francstireurs firent feu sur l'assemblée, et, finalement, après l'intervention des gardes d'assaut, on aboutit au résultat de 27 morts.

Cependant, dans le village voisin de Mòra la Nova, qui réunissait également les conditions les plus difficiles, avec une CNT inflexible sur ses positions, on était arrivé à un accord de toutes les parties qui apportait une solution immédiate acceptable à la question de la terre, même si elle était provisoire. L'UR (rabassaires), syndicat majoritaire à la campagne, s'était d'ailleurs prononcé à son congrès du mois de mai 1936 pour la collectivisation de la terre.

Après de longues discussions, voilà ce qui fut convenu entre toutes les parties et que rapportent les *"Minutes de l'assemblée tenue à Mora la Nova le 9 décembre 1936, en présence de la CNT, de l'UGT, de l'ERC, et de l'UR des 4 districts et 37 communes"* :

« Point 1 a) nous entendons qu'il ne peut y avoir de salariés dans la modalité de l'exploitation de l'homme par l'homme ; b) il ne pourra pas non plus y avoir de métayers ni de fermiers, les terres réquisitionnées devant passer à la collectivité ; c) les "rabassaires" travaillant leur propre vigne seront respectés, mais les terres qu'ils ne pourront pas travailler comme un bon paysan iront à la collectivité ou seront mises sous le contrôle du comité local administratif, qui sera chargé de distribuer les journées à la meilleure proportionnelle possible. A mesure que les collectivités prendront de l'essor et pourront travailler, les terres réquisitionnées passeront en leur possession.

Point 2) Auront le droit d'intégrer la collectivité tous ceux qui l'accepteront volontairement (sic), *avec obligation de respecter ses statuts et à la condition que les organisations acceptent d'y entrer de manière officielle et organique avec représentation proportionnelle.*

Point 3) Cette résolution propose la création de comités de liaison des comités locaux et de district des organisations antifascistes, afin de limer les aspérités qui peuvent apparaître dans les localités.

Point 4) Là où la collectivité pourra travailler et administrer toutes les terres réquisitionnées, il ne sera pas nécessaire de désigner des comités de contrôle.

Point 5) Les métayers qui auront pris une part active au mouvement révolutionnaire verront leur droit d'usufruit respecté sur les terres qui n'ont pas été réquisitionnées et le fruit de leur travail sera vendu soit au syndicat, soit à la collectivité de leur localité, tous droits qu'ils ne pourront céder à un descendant ni par héritage ni par vente.

Point 6) Ces accords resteront en vigueur jusqu'à ce que les organisations régionales structurent un nouvel ordre social et économique à la campagne (...).

Móra la Nova, 11 décembre 1936. »

Cet accord était un compromis réalisé par des gens de bonne volonté qui voulaient vraiment conclure un accord. Mais un nouveau décret de la Généralité, publié le 1er janvier 1937 au *Journal officiel* du GGC, faisait des métayers les propriétaires des terres qu'ils travaillaient, contre les collectivités qui voulaient donner du travail à tous les ouvriers agricoles, qui se voyaient dès lors obligés de travailler pour les nouveaux petits pro-

priétaires. Cette mesure, prise contre le compromis accepté par toutes les parties, opposait les ouvriers aux petits propriétaires, qui se sentaient protégés par la manœuvre du gouvernement ERC-PSUC contre la CNT et le POUM.

Un autre décret du 20 février 1937 établirait que les "collectivistes" pouvaient abandonner la collectivité à tout moment, et que, dans ce cas, devaient leur être restitués la terre et les outils qu'ils pouvaient avoir apportés au moment d'y entrer.

Dans les conditions d'asphyxie financière imposées aux municipalités par la Généralité, les collectivités étaient privées d'argent pour acheter engrais, machines et semences ; ces décrets dressaient sciemment les petits propriétaires contre les ouvriers agricoles connaissant des conditions de travail et de vie héritées du caciquisme et des latifundia. L'accord conclu à Móra la Nova montre bien qu'il y avait une issue que la Généralité avec ses conseillers ERC et PSUC ont fermée en toute connaissance de cause, provoquant ainsi des affrontements violents entre ouvriers et petits propriétaires.

Et cette situation connue de tous ne provoqua aucune réaction des instances dirigeantes de la CNT, pas plus que du POUM d'ailleurs, si ce n'est des réactions de regrets et d'inquiétude grandissante dans une situation de paralysie politique où le gouvernement, aidé par l'ERC et le PSUC, prenait de plus en plus ouvertement l'offensive contre les conquêtes révolutionnaires.

La réorganisation des services d'ordre public et la dissolution de la junte de sécurité intérieure

Lors de la réunion du conseil exécutif de la Généralité (minutes de la session du 25 décembre 1936), le délégué du gouvernement expose clairement pour la première fois ce qui sera ensuite repris avec toujours plus d'insistance par le PSUC et l'ERC :

"Des points de vue opposés se manifestent au sein du conseil : tandis que les représentants d'un syndicat (la CNT) *croient qu'il faut utiliser comme critère d'ordre public celui de la persuasion, d'autres représentants considèrent que ce critère a déjà échoué et proposent une action énergique, autant que de besoin, pour faire prévaloir les décisions du gouvernement."*

Désormais, il ne sera pas tant question de demander l'implication et la collaboration de toutes les organisations — particulièrement celles de la CNT — que de faire pression sur le gouvernement, c'est-à-dire Companys et l'ERC, pour qu'ils fassent appliquer les décisions, même s'ils ne sont pas sûrs de la "loyauté" de tous ceux qui les prennent.

Le représentant du PSUC, Joan Comorera, assura que son organisation donnerait tout son appui *"au conseiller de Sécurité intérieure afin qu'il puisse agir avec la plus grande énergie"* ; il fut rappelé notamment que le gouvernement disposait de la légitimité que lui conférait la présence des organisations syndicales et de tous les secteurs de la gauche républicaine. Les dénégations gênées de la CNT, qui, pourtant, rappela que c'était l'asphyxie financière des municipalités qui créait ces troubles à la campagne, ne firent que rendre plus audacieux les représentants du nouvel ordre. C'est ainsi qu'il faut comprendre les déclarations du nouveau commissaire général à l'Ordre public, Rodríguez Salas, celui qui devait lancer l'attaque contre le central téléphonique en mai, qui fit savoir qu'il était *"décidé à en finir avec les incontrôlés"* (rapporté par *L'Humanitat,* 26 décembre 1936).

Le 12 février 1937, était présentée la série de décrets — dont il été question ci-dessus — réorganisant les services d'ordre public : étaient dissous les corps de sécurité et d'assaut, la Garde nationale républicaine, le comité d'investigation et de surveillance, et enfin les patrouilles de contrôle. A leur place, un seul corps, celui de la sécurité intérieure ; ensuite, vint un décret de dissolution des conseils d'ouvriers et de soldats, avec comme co-

rollaire qu'aucun parti ou syndicat ne pouvait disposer d'une force armée ; et enfin, il fut procédé à la dissolution des commissions de sécurité intérieure et de défense des municipalités, remplacées par une Direction générale de la sécurité avec pouvoir et autorité sur tous les autres départements, y compris ceux qui jusqu'alors échappaient au contrôle des commissions régionales, comme le service d'information, des frontières, des étrangers, etc. Quant aux frontières, les patrouilles de contrôle furent aussitôt remplacées par des agents gouvernementaux ; enfin, un décret rétablissait le droit de censure gouvernementale.

Ce plan de réorganisation fut approuvé avec enthousiasme par l'ERC, l'UR (rabassaires), l'UGT par la bouche de Rodríguez Salas, qui ajouta : *"La junte de sécurité a cessé d'exister comme organisme politique et elle ne doit plus être qu'un organisme technique consultatif, puisque l'opinion politique des organisations peut se manifester au sein du conseil de la Généralité."*

Les minutes de cette session du 15 février 1937 révèlent le désarroi des représentants de la CNT et du POUM, qui ne trouvèrent rien d'autre à dire que de demander un délai de réflexion pour apporter le point de vue de leur organisation à l'objet du débat.

Le conseil exécutif du 17 février s'ouvrit sur une longue énumération d'excès, exactions et autres errements attribués à la CNT, et attestés par la seule parole des représentants ERC, PSUC, UR, ACR, devant laquelle la CNT ne savait que répéter : *"Il faut traiter au cas par cas."* Finalement, une commission d'investigation est nommée, qui rapportera dans le sens prévu le 17 février, et Companys, enhardi, menace de démissionner s'il n'est pas fait suite aux demandes du gouvernement qu'il dirige.

Dans la rue, le POUM, à travers son organe *La Batalla*, mène le combat contre cette orientation en démontrant de manière précise que cette réorganisation globale du nouvel appareil policier en redonne le commandement à la plus grande partie des chefs et officiers d'avant le 19 juillet, ceux qui n'avaient pas pris part directement au soulèvement et qui étaient restés prudemment en attente des événements.

Mais la CNT, à travers *Solidaridad Obrera* maintenant normalisée, sera beaucoup plus réservée dans ses critiques, au point de ne formuler qu'une seule revendication, à savoir que le nouveau corps de sécurité fasse appel prioritairement aux membres des patrouilles dissoutes.

Des groupes de la CNT comme celui constitué autour de *La Noche*, de Jaime Balius, prendront la défense des patrouilles, et *La Noche* (26 février 1937) affirmera franchement qu'on se trouvait *"en pleine vague contre-révolutionnaire"*.

Du côté gouvernemental et progouvernemental, la propagande se déchaîne à travers *La Humanitat* et *Treball*, organes respectifs de l'ERC et du PSUC.

L'Humanitat (26 février) donnait le ton dans son éditorial, intitulé *"Un seul gouvernement, une seule armée, un seul ordre"*. Le même jour, ce journal publiait un manifeste des corps policiers réclamant *"la stricte application des directives et décisions du gouvernement"* ; le lendemain, ils manifestaient devant le conseil général d'ordre public de la Généralité pour présenter toute une série de revendications, dont la destitution du chef (CNT) des services d'ordre public. Piquée au vif, la CNT réagit avec colère ; et encore à ce moment-là, incertains, les partisans de l'ordre firent marche arrière et condamnèrent ces faits, tout en maintenant les décrets litigieux. Mais la grande manifestation qu'ils organisèrent le 1er mars pour demander une seule armée régulière coïncida avec la promulgation des nouveaux décrets (*Journal officiel* du GGC, 4 mars 1937).

La Humanitat crie victoire, notamment sur le fait qu'à la campagne, beaucoup plus réfractaire aux injonctions du gouvernement, les patrouilles ont été dissoutes et remplacées par des agents gouvernementaux.

Au cours des journées de mars, mais dans une position difficile, puisque les décrets étaient déjà signés et approuvés, de nombreux groupes de base anarchistes protestèrent contre les positions

de la direction de la CNT, et notamment de ses délégués au gouvernement.

Le journal *Idées* (2 mars 1937) d'un district (Le Baix Llobregat), qui, en juillet, avait soutenu García Oliver contre la direction, présentait le délégué CNT au gouvernement comme *"un contre-révolutionnaire et un fasciste avéré"*, et demandait sa démission.

Même attitude le 20 mars de la part de l'importante fédération locale de groupes anarchistes de Barcelone, qui demandait l'annulation immédiate du décret d'ordre public. Le 26 mars, le gouvernement se déclare en crise pour tenter de trouver une solution de compromis, après que toutes les organisations eurent accepté les modifications qu'introduisit la CNT dans les décrets approuvés. Celle-ci, devant les récriminations de ses mandants, se contenta d'encourager en sous-main ses militants à entrer dans le corps unique d'ordre public, ce qu'ils refusèrent massivement de faire et que tout aussi massivement firent les anciens corps de répression dissous avec leurs officiers.

Toute l'action de la CNT se concentra dans la tentative désespérée de retarder au maximum la décision de dissolution des patrouilles, qui ne fut effective que le 9 juin.

C'est le PSUC qui, prenant ouvertement l'offensive, présenta le 25 avril au conseil de la Généralité un document de travail dont l'exécution mettrait fin à l'existence des patrouilles de contrôle et achèverait l'unification des forces d'ordre public sous la direction de l'Etat :

"1) Retirer toutes les forces armées de la frontière et de la zone frontalière pour n'y laisser que des forces dépendant directement du conseiller de la Sécurité intérieure et faire reconnaître le droit du gouvernement de la République à occuper la ligne officielle de zone frontalière sous la forme qu'il lui appartiendra de définir ;

2) retirer des routes de Catalogne tous les contrôles non directement exercés par les forces dépendant du conseiller de la Sécurité intérieure ;

3) appliquer le décret de la Généralité sur la collecte des armes de guerre ; appliquer le décret de constitution des municipalités avec dissolution consécutive des comités qui s'attribueraient des fonctions municipales ou d'Etat ;

4) édicter un décret sanctionnant toute atteinte à la liberté de syndicalisation et toutes contraintes contre les paysans, en tant que faits favorisant la tâche du fascisme ;

5) créer immédiatement le Conseil supérieur de la guerre et réorganiser la commission des industries de guerre, en exécution des promesses faites publiquement pour résoudre la crise" (archives Tarradellas, chapitre "Ordre public" 8 A).

Ainsi était mis fin à la transition de l'ordre révolutionnaire des premiers mois à l'ordre républicain "antifasciste" ; la différence serait rapidement visible pour les militants après les événements de mai, lorsque furent arrêtés et jugés non seulement des dirigeants et militants du POUM, mais des centaines de militants de la CNT jugés pour "propagande illégale" ou pour des délits "contre la propriété" ; ils seraient emprisonnés dans l'impuissance totale de leur organisation pour l'empêcher et dans l'absence de riposte politique des dirigeants de la CNT, décidément engagés dans l'édification de "l'ordre antifasciste".

En note, J. A. Pozo cite à ce propos la thèse de François Godicheau (par ailleurs membre de son jury de soutenance) sur la *« Répression des organisations "contestataires" ou "révolutionnaires" »*, dans laquelle l'historien avance le chiffre de 3 700 "emprisonnés antifascistes", c'est-à-dire membres d'organisations ouvrières, arrêtés entre avril 1937 et janvier 1939.

Entre 1937 et 1938, la question des "emprisonnés" deviendrait le cauchemar de la direction cénétiste et l'objet de revendications permanentes de la part de la base de la CNT, qui exigerait leur libération et une attitude plus énergique de l'organisation pour leur défense.

Andrés Nin (au centre).

L'insurrection de Barcelone

(Vadim Rogovine)

Le n° 34 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié un article de Luis Gonzalez sur les journées de mai 1937 à Barcelone, qui ont opposé la classe ouvrière de Barcelone aux staliniens et à la volonté de restaurer l'Etat bourgeois disloqué par la vague révolutionnaire en juillet-août 1936.

Le texte de Vadim Rogovine sur cette question, extrait de son livre 1937, aborde la question sous un angle différent : la manière dont l'un des représentants de Staline en Espagne, le journaliste Mikhail Koltsov, ancien menchevik, traitait l'événement, et plus largement la chasse aux "trotskystes", c'est à-dire à tous les révolutionnaires sur lesquels la police de Staline accolait cette étiquette. Selon la coutume, lorsque Staline décidera de se débarrasser de Koltsov, un homme qui en savait trop et dont le livre intitulé le Journal espagnol avait rencontré un succès de librairie déplaisant pour le secrétaire général, il le fera arrêter... comme membre d'un "complot trotskyste". Sous la torture, Koltsov finira par avouer cette participation évidemment imaginaire à ce complot tout aussi imaginaire que les autres. Il sera fusillé à ce titre en février 1940, au même moment que le grand écrivain Isaac Babel, lui aussi victime d'une accusation du même type.

"Dénoncer cette odieuse organisation de criminels trotskystes et leurs viles machinations fascistes"

LA défense héroïque de Madrid et la victoire des républicains sous Guadalajara augmentèrent beaucoup le prestige de l'URSS et du Parti communiste espagnol. Staline en profita pour passer à une nouvelle phase d'ingérence dans la guerre d'Espagne et pour étendre son pouvoir sur tout le territoire occupé par les républicains.

"La ville leur appartenait, et ils la dirigeaient"

La Catalogne était le principal obstacle pour transformer l'Espagne en vassal du Kremlin. E. Sinclair nous donne dans *No pasaran !* une description saisissante de l'atmosphère qui régnait dans cette province au moment où les volontaires américains arrivèrent à Barcelone : *"Ce qui frappa le plus les Américains, c'était l'ordre qui régnait dans cette grande ville. Elle n'avait pas été touchée par la guerre, et la révolution n'avait duré que deux jours. Barcelone est un centre industriel avec beaucoup d'ouvriers. Ce sont eux, les ouvriers et leurs femmes, qui s'étaient lancés à l'attaque sous le feu des mitrailleuses avec des couteaux à lame courbe et des planches cloutées. A présent, la ville leur appartenait, et ils la dirigeaient ; ils avaient brisé leurs chaînes et conquis le monde (...). Ces ouvriers, qui riaient, chantaient et frappaient du poing sur la table, c'étaient ceux-là mêmes qui avaient fait l'histoire trois mois auparavant, lorsque la radio, le téléphone et les cornes de brume avaient répandu la nouvelle que les troupes avaient pris position dans la ville. Les ouvriers étaient sortis dans la rue, sachant ce que c'était que le fascisme et ce qui se tramait contre eux. Ce sont eux qui ont balayé les barricades fascistes et pris d'assaut les casernes et l'arsenal ; de terribles combats avaient eu lieu sur tout le boulevard Las Ramblas, où seize mille ouvriers avaient été tués.*

(...) Cette ville ouvrière est située dans la région industrielle de la Catalogne, qui s'est battue génération après génération pour arracher son indépendance à la monarchie réactionnaire d'Espagne. A présent, ils avaient leur gouvernement, mais ils avaient compris qu'ils ne conserveraient pas leurs

conquêtes si les fascistes s'emparaient du pays. Le problème, c'était de faire l'union avec Madrid pour élaborer des actions concertées avec les différents partis et organisations du mouvement ouvrier" (1).

Le Parti communiste officiel avait peu d'influence en Catalogne. Ici, c'étaient les anarchistes et les poumistes qui jouaient le rôle dirigeant.

Le jeu de Staline

Staline cherchait avant tout à affaiblir, puis à renverser le gouvernement de Catalogne, qui ressemblait trop à celui d'un Etat souverain. C'est pourquoi il interdit catégoriquement de décharger à Barcelone le navire soviétique qui transportait des avions et ordonna de le diriger sur le port d'Alicante, pourtant bloqué par des navires franquistes. C'est ainsi que les avions parvinrent avec beaucoup de retard aux républicains, qui en avaient un besoin vital. *"Ces événements incroyables*, écrit Krivitski, *résultaient du combat acharné mais silencieux de Staline pour contrôler totalement les autorités légales en Espagne, combat qui se menait dans les coulisses du théâtre des actions militaires. Il voulait faire de l'Espagne un pion sur son échiquier et étouffer toute opposition dans la République. Mais la Catalogne manifestait une forte opposition. En même temps, Staline avait décidé de ne fournir une aide matérielle et militaire qu'aux groupes qui accepteraient de se soumettre sans condition à son contrôle. Il excluait totalement que les Catalans mettent la main sur nos avions, qui leur auraient permis d'obtenir des succès militaires et d'augmenter leur prestige politique vis-à-vis des forces républicaines"* (2).

Plus la présence soviétique se renforçait en Espagne, et plus Staline exigeait du gouvernement central qu'il liquide l'opposition catalane. Il donna l'ordre à Sloutski de faire comprendre au ministre du gouvernement républicain, le communiste Hernandez, la nécessité d'écraser le POUM, qui critiquait les procès de Moscou. C'est ce que raconte Hernandez dans un livre publié en 1953 au Mexique (3).

Mais Caballero n'était pas d'accord pour répandre la terreur en Catalogne, même si l'ambassadeur soviétique Rosenberg lui avait dit à plusieurs reprises que Staline insistait personnellement sur la liquidation du POUM. Il continua de soutenir le gouvernement de Catalogne, qui s'opposait désespérément aux purges staliniennes.

Dès décembre 1936, la terreur faisait rage non seulement à Barcelone, mais à Madrid et à Valence. En février 1937, la *Pravda* écrivait que sur décision du Comité de défense de Madrid, la station radio de la section locale du POUM avait été fermée. Le motif officiel était que la station *"répandait des attaques systématiques contre le gouvernement légal de la République et le Front populaire"*. En même temps, *Le Compagnon rouge*, l'organe du POUM, fut interdit *"pour infraction aux règles de la censure et campagne contre les organisations du Front populaire"*. Le même numéro de la *Pravda* reproduisait un article exigeant la dissolution du POUM, tiré de *Frente rojo*, l'organe du PCE : *"Ce sont des bandits que le fascisme a laissés parmi nous*, écrivait l'article. *Nous exigeons que le tribunal populaire mette sur le banc des accusés les cadres fascistes de cette organisation"* (4).

Le communiqué de TASS

Six semaines plus tard, l'agence TASS communiquait *"les détails du complot trotsko-fasciste de Valence"* et informait avec une satisfaction non dissimulée que les *"acolytes trotskystes de Franco"*, *"les héros de la clandestinité fascistes* (étaient) *sous les verrous. Beaucoup d'entre eux* (avaient) *déjà avoué leur culpabilité"* (5).

On avait déjà arrêté des centaines de républicains et de membres des brigades

(1) Sinclair E., *No Pasaran !*, 1937, n° 8.
(2) Krivitski V., *Ia byl agentom Stalina* ("Je fus un agent de Staline").
(3) Jesus Hernandes, *Yo fui un ministro de Stalin*, Mexico, 1953.
(4) La *Pravda*, 8 février 1937.
(5) La *Pravda*, 28-29 mars 1937.

internationales. Les agents du NKVD se chargeaient des enlèvements et des meurtres. Comme le disait le *Bulletin de l'opposition*, *"la Guépéou possède à Barcelone, Valence et Madrid ses propres prisons, où n'ont accès ni les parents des disparus ni même la police d'Etat et le gouvernement central"* (6). On y appliquait à grande échelle les méthodes élaborées à Moscou : tortures, aveux forcés, exécutions de masse. Toute déclaration hostile au régime soviétique, toute critique du dispositif militaire, tout contact avec les "hérétiques" était considéré comme "trahison". Ainsi l'Espagne devint le banc d'essai de cette chasse aux "ennemis du peuple", qui se développera après la guerre dans toutes les "démocraties populaires".

Les membres du gouvernement central étaient de plus en plus indignés par les activités du NKVD, avec son réseau totalement indépendant des autorités espagnoles, et par la liquidation systématique de tous les dissidents, que le PCE taxait indifféremment de "trotskystes". Caballero protestait énergiquement contre la terreur qui s'étendait aux membres de son parti et à ses alliés politiques.

Le rapport de Berzine

Les militaires soviétiques prévinrent Staline que les dirigeants espagnols étaient mécontents des répressions sauvages du NKVD et de ses activités d'espionnage jusque dans les cercles dirigeants. Dans un rapport envoyé à Staline par l'intermédiaire de Vorochilov et Iejov, Berzine indiquait que le NKVD compromettait l'Union soviétique en s'ingérant sans vergogne dans les affaires intérieures de l'Espagne. Il proposait de rappeler immédiatement Orlov. Sloutski parla de ce document à Krivitski, disant qu'il était entièrement d'accord avec Berzine et que les gens d'Orlov se conduisaient en Espagne comme des colons avec les indigènes (7).

Comme Berzine, Stachevski essaya prudemment de convaincre Staline que le NKVD devait épargner les partis de gauche en Espagne. Il en fit part également à Toukhatchevski, qui proposa de rappeler à l'ordre ceux qui agissaient là-bas comme en pays conquis (8).

Mais Staline ignorait ces considérations et continuait de s'assurer le contrôle total de l'Espagne. Pour parvenir à ses fins, il restait à soumettre la Catalogne et à destituer Largo Caballero.

L'agence stalinienne arrêta son choix sur le ministre des Finances, Negrin. Il fut décidé qu'il remplacerait Caballero au poste de Premier ministre. Negrin croyait qu'on sauverait le pays en soutenant l'Union soviétique et en instaurant un régime fort. *« Il approuvait la liquidation des "trublions", des "alarmistes" et des "éléments incontrôlés", quelle que fût la main qui menait les purges, même si c'était la main étrangère de Staline (...). Il était prêt à marcher avec Staline aussi loin qu'il le faudrait, en sacrifiant toute autre considération pour obtenir son aide »* (9).

Pour en finir définitivement avec les poumistes et mettre en œuvre les plans de réformes gouvernementales, les agents de Staline provoquèrent une insurrection à Barcelone.

Une provocation bien préparée

Krivitski raconte qu'il eut l'occasion, avant même les événements de mai en Catalogne, de prendre connaissance de deux documents qui montrent que le "complot" de Barcelone était une provocation bien préparée. L'un était un rapport de Diaz à Dimitrov : le leader des communistes espagnols décrivait l'activité de diversion du parti à l'intérieur des rangs des anarchistes et des socialistes. L'autre était un rapport envoyé à Barcelone par un agent du NKVD, qui était le dirigeant du groupe parisien des anarchistes émigrés. Ayant gagné la confiance des militants anarcho-syndicalistes, il les incitait à des actions risquées qui au-

(6) *Bulletin de l'opposition*, n° 60-61, 1937.
(7) Krivitski V., *Ia byl agentom Stalina*.
(8) *Ibidem*.
(9) *Ibidem*.

raient nécessité l'intervention de l'armée pour réprimer les troubles derrière la ligne de front (10).

Les provocations se terminèrent par le massacre fratricide de mai 1937 entre les différents groupes politiques de Catalogne. Ce fut un bain de sang qui fit cinq cents tués et plus de mille blessés en cinq jours.

Selon George Orwell, à qui l'on doit la description la plus honnête de la révolte de Barcelone, en mai, *"la situation s'était tellement aggravée que l'on pouvait s'attendre à une explosion à tout instant (...). La classe ouvrière était de plus en plus mécontente du fossé qui se creusait entre riches et pauvres. On sentait partout que la révolution était sabotée"* (11).

Un décret qui obligeait les ouvriers à rendre toutes leurs armes mit le feu aux poudres. En même temps, on avait pris la décision d'armer jusqu'aux dents la police "apolitique" et antisyndicale. Le 3 mai, sur ordre du gouvernement, les groupes de la "Garde civile" s'emparèrent du télégraphe et d'autres édifices clés. En réponse, les ouvriers cessèrent le travail. Le lendemain matin, la ville se couvrit de barricades. Les combats redoublèrent lorsque la Garde civile fit une tentative pour désarmer les ouvriers. Mais les ouvriers n'avaient ni direction unie ni plan d'action précis. Les dirigeants du POUM s'efforcèrent de se limiter à une défense passive, ce qui permit aux six mille soldats de la garde, arrivés de Valence le 7 mai, de prendre en main le contrôle de Barcelone. Sur ordre du gouvernement, toutes les unités de l'armée irrégulière furent désarmées.

La version officielle de la tragédie de Barcelone fut que les traîtres, trotskystes et anarchistes, avaient fomenté une insurrection pour *"donner un coup de couteau dans le dos du gouvernement républicain"*. C'est M. Koltsov qui tint le rôle principal dans la diffusion de ces mensonges. Dans son *Journal d'Espagne*, qui résume ses nombreux articles de correspondant, il affirme qu'on avait découvert à Madrid une organisation d'espions fascistes, dont les traces menaient à Barcelone. Des dirigeants du POUM en auraient fait partie, à côté de personnalités de l'aristocratie réactionnaire et des "phalanges fascistes". Les espions auraient disposé d'une station radiophonique, qui diffusait clandestinement pour les rebelles des renseignements sur la localisation des troupes républicaines.

Le récit de Koltsov

Koltsov raconte le plus tranquillement du monde, et même avec une certaine ironie, que la police républicaine *"hésita et marchanda longtemps avec le ministre de la Justice, Irujo, puis* (que), *n'y tenant plus, elle se mit à liquider les plus gros foyers du POUM et à arrêter les meneurs trotskystes"*. Cette "restructuration" fut favorisée, selon Koltsov, par le fait que les socialistes, les républicains et les sans-parti qui travaillaient dans la police de Madrid, et qui considéraient jusqu'alors que la lutte contre les trotskystes était une affaire privée des communistes, *"étaient soudain tombés sur des affaires dans le POUM qui les avaient totalement déconcertés"*. La police procéda à l'arrestation par surprise de deux cents "espions", chez qui on trouva des documents qui les forçaient à reconnaître leur participation à un complot. Le principal document était un plan de Madrid, au verso duquel on trouva une inscription à l'encre sympathique qui n'était rien d'autre qu'une lettre à Franco, dont le principal passage était chiffré. La police ne savait pas comment faire pour le déchiffrer, jusqu'à ce que l'état-major lui transmette des codes saisis chez les franquistes, dont l'un correspondait à la lettre. Grâce à ce code, écrit Koltsov, on mit au jour le texte suivant : *"Votre ordre d'infiltrer nos gens dans les rangs des extrémistes et du POUM s'exécute avec succès. Selon votre ordre, je suis allé à Barcelone pour rencontrer N., un membre dirigeant du POUM. Je lui ai communiqué toutes vos directives (...). Il m'a promis de m'envoyer à Madrid d'autres personnes pour activer le travail du POUM. Grâce à ces mesures, le POUM deviendra à Madrid comme à*

(10) *Ibidem*.
(11) Orwell G., *Souvenirs de Catalogne*.

Barcelone un point d'appui réel pour notre mouvement" (12).

Le plan de fabrication du faux

Ce n'est qu'en 1992, à la suite de recherches faites dans les archives du KGB par des journalistes de la télévision de Catalogne, qu'on découvrira le plan de fabrication du faux présenté par Koltsov comme un document envoyé par un agent fasciste.

Le texte codé avec la lettre "N" (Nin) fut préparé sur ordre d'Orlov par deux membres de la police secrète des républicains, A. Castalia et J. Jimenez. Les journalistes ne retrouvèrent pas seulement ce faux, conservé dans les archives nationales d'Espagne, mais Jimenez lui-même, qui confirma à la télévision qu'il avait participé à le réaliser (13).

Après l'écrasement de l'insurrection de Barcelone, Orlov ordonna au directeur général pour les questions de sécurité, le communiste Ortega, de signer, sans passer par le ministre de l'Intérieur, une quantité de mandats d'arrestation de dirigeants et de militants du POUM.

Le 15 juin, le POUM fut interdit. Selon Orwell, *"on arrêta tous les membres du POUM qu'on put trouver, même leurs épouses, les blessés, les infirmières et parfois les enfants"* (14).

Le sort de Nin

Andrés Nin, qui avait été destitué dès le début de l'année du gouvernement de Catalogne, fut arrêté le 10 juin. Il fut incarcéré à la prison de la petite ville d'Alcalà de Henares, où il tomba entre les mains d'agents staliniens, dirigés par Orlov et Vittorio Vidali, qui participèrent plus tard à l'organisation de l'assassinat de Trotsky. Comme le déclara en 1962 Julián Gorkin, un rescapé du POUM, Nin fut soumis à des tortures atroces, mais ne fit pas les aveux qu'on réclamait de lui.

Il jouissait d'une telle autorité dans le monde entier qu'une campagne fut organisée dans de nombreux pays pour sa libération. En France, fut créé un comité de défense du POUM. Des écrivains célèbres comme André Gide, François Mauriac et Roger Martin du Gard réclamèrent l'organisation d'un procès équitable pour le POUM et Andrés Nin.

C'est alors que l'équipe d'Orlov mit en scène l'enlèvement de Nin dans sa prison secrète. La version officielle l'imputa à des agents de la Gestapo, mais en réalité Nin fut exécuté par Orlov avec l'aide d'un Soviétique et de trois Espagnols. Son corps fut enterré par les assassins près de la borne des 17 kilomètres sur une route proche d'Alcalà de Henares. Le 24 juillet, Orlov faisait parvenir au "centre", sous le nom de code *"Nikolai"*, un rapport qui faisait part de l'enlèvement et de l'assassinat de Nin (15).

En 1992, le gouvernement de la province de Madrid fit ériger un monument sur le lieu convenu de la tombe de Nin.

En août 1937, arriva en Espagne une commission internationale dirigée par le parlementaire anglais McStone, pour vérifier les accusations portées contre le POUM et enquêter sur la disparition de Nin. Comme cela n'avait rien donné, une autre commission arriva en décembre, dirigée par le parlementaire anglais McGovern. Malgré une autorisation signée par le ministre de la Justice et le directeur des prisons espagnoles, les membres de la commission ne furent pas autorisés à visiter la "prison secrète" construite à Barcelone par le Parti communiste. Le ministre de l'Intérieur déclara carrément aux membres de la commission : *"Nous recevons l'aide des Russes et nous sommes bien obligés d'accepter des choses qui ne nous plaisent pas"* (16). Tout en faisant le silence sur l'opinion publique étrangère, la *Pravda* publia pendant plusieurs mois des articles sur la façon dont on nettoyait l'arrière

(12) Koltsov M., *Ispania v ogne* ("L'Espagne en feu"), 1987 ; *"Fachistsko-chpionskdia rabota ispanskikh trotskistov"* ("Le travail d'espions fascistes des trotskystes espagnols"), la *Pravda*, 19 juillet 1937.
(13) *Izvestia*, 26 novembre 1992.
(14) Orwell G., *Souvenirs de Catalogne*.
(15) Costello J. et Tsarev O., *Deadly illusions*, New York, 1993.
(16) Orwell G., *Souvenirs de Catalogne*.

"des provocateurs et des espions trotsko-fascistes" (17).

L'un des articles annonçait que la police de Valence avait publié la liste des personnes arrêtées en juin : *"645 fascistes, trotskystes et individus sans documents"* (18). Il y eut encore plus d'arrestations en Catalogne.

"Le commencement de la fin"

Trotsky parle de la répression du POUM dans un article intitulé *"Le commencement de la fin"* :

« Les méthodes de l'amalgame et de la fraude élaborées à Moscou, écrit-il, *sont transposées telles quelles sur le terrain de Barcelone et de Madrid. Les dirigeants du POUM, que l'on ne peut guère accuser que d'opportunisme et d'indécision par rapport à la réaction stalinienne, sont soudains déclarés "trotskystes" et, bien entendu, alliés du fascisme. Les agents de la Guépéou en Espagne ont "découvert" des lettres écrites par eux-mêmes à l'encre sympathique, qui établissent selon toutes les règles de la fraude de Moscou les liens des révolutionnaires de Barcelone avec Franco. Et il ne manque pas de scélérats pour exécuter ces directives sanglantes »* (19).

Sans connaître le rôle dirigeant qu'avait joué Orlov dans la provocation de l'insurrection de Barcelone et dans les persécutions qui s'ensuivirent, Trotsky nommait un autre participant actif de ces événement sanglants. C'était l'ex-opposant Vladimir Antonov-Ovseenko, qui avait signé, en plein procès des Seize, un article ignominieux où il se prévalait d'avoir écrit à Kaganovitch qu'il était prêt *"à exécuter n'importe quelle directive du parti"* concernant Zinoviev et Kamenev. *"Autrement dit, jusqu'à leur exécution comme contre-révolutionnaires avérés"* (20).

Quelques semaines plus tard, Staline l'avait convoqué pour le nommer consul général à Barcelone. A ce poste, il pourrait blanchir son "passé de trotskyste", c'est-à-dire sa participation à l'Opposition de gauche dans les années 1920.

« L'ex-révolutionnaire Antonov-Ovseenko, qui s'était repenti en 1927 de ses péchés d'oppositionnel et qui, en 1936, était paniqué à l'idée de se retrouver sur le banc des accusés, écrit Trotsky, *déclara dans la* Pravda *qu'il était entièrement disposé à étouffer* "de ses propres mains" *les trotskystes. On envoya immédiatement cet individu à Barcelone, derrière un masque de consul, et on lui indiqua qui étouffer... Ce genre de responsabilité n'est confiée que sur ordre direct du "secrétaire général" »* (21).

Pour qui sonne le glas ?

C'est Mikhaïl Koltsov qui assurait la "base idéologique" des répressions sanglantes de Catalogne. On en trouve des témoignages éloquents dans le roman d'Hemingway *Pour qui sonne le glas ?*, où Koltsov apparaît sous le nom de Karkov. L'écrivain le décrit avec une évidente sympathie, admire son intelligence et le considère même comme un être supérieur. En même temps, en lisant le roman, on se rend compte que, chez Hemingway, qui ne s'orientait pas très bien dans la mosaïque politique de l'époque, certains propos que Koltsov lui avait confiés suscitaient un sentiment de crainte inavouée. Cela transparaît dans une conversation de Karkov avec Robert Jordan, qui, dans une certaine mesure, représente Hemingway lui-même. Lorsque Jordan entend Karkov justifier la terreur individuelle, il s'instaure entre eux un dialogue serré, où Karkov fait alterner les poncifs de la propagande stalinienne avec des déclarations cyniques et mensongères.

(17) Tamarin E., *"Trotskitskie naemniki Franko i interventov"* ("Les mercenaires trotskystes de Franco et des interventionnistes"), la *Pravda*, 7 juillet 1937 ; *"Aresty trotskistsikh banditov v Ispanii"* ("Arrestation de bandits trotskystes en Espagne"), la *Pravda*, 17 juillet 1937 ; Koltsov M., *"Trotskistskie chpiony v Ispanii"* ("Les espions trotskystes en Espagne"), la *Pravda*, 25 août 1937.
(18) *"Aresty fachistsko-trotskistskikh agentov v Valensii"* ("Arrestation d'agents trotsko-fascistes à Valence"), la *Pravda*, 8 juillet 1937.
(19) *Bulletin de l'opposition*, n° 58-59, 1937.
(20) *Izvestia*, 24 août 1936.
(21) *Bulletin de l'opposition*, n° 58-59, 1937.

"Je croyais que vous étiez contre l'assassinat politique.

— Nous sommes contre la terreur individuelle, sourit Karkov. *Bien sûr, nous sommes contre les activités criminelles des organisations terroristes et contre-révolutionnaires. Nous éprouvons de la haine et du dégoût devant l'hypocrisie de Zinoviev, Kamenev, Rykov et compagnie. Nous les méprisons, nous les exécrons.* — Il sourit à nouveau. — *Mais il faut bien voir que la méthode de l'assassinat politique est assez largement employée.*

— Vous voulez dire...

— Je ne veux rien dire du tout. Mais, naturellement, on punit les dégénérés, le rebut de l'humanité, et on les élimine. On les liquide. Mais on ne les assassine pas. Vous saisissez la différence ?"

Ainsi, avec son sourire cynique, Karpov oppose les assassinats sans jugement aux prétendues activités terroristes des "hypocrites" pour montrer à son interlocuteur la nuance entre "assassinat" et "liquidation" dans les verdicts des procès de Moscou.

Encore plus ambiguës sont les réponses de Karkov aux questions de Jordan sur le "putsch du POUM" :

"Ce n'est pas sérieux. Un délire de psychopathes, de l'enfantillage. Il y avait là-bas quelques personnes sincères qu'on a trompées. Il y avait un chef pas bête du tout et beaucoup d'argent fasciste. C'est peu. Pauvre POUM. Ils n'étaient pas bien malins, tout de même.

— Il y a eu beaucoup de morts ?

— Moins que ce qu'on a ensuite fusillé ou qu'on fusille encore... Pauvre POUM. Ils n'avaient tué personne. Ni au front ni à l'arrière. Tout au plus quelques personnes à Barcelone.

— Vous y étiez ?

— Oui. J'ai envoyé de là-bas un télégramme pour dénoncer cette odieuse organisation de criminels trotskystes et leurs viles machinations fascistes, mais, entre nous, ce n'est pas sérieux, tout ce POUM. Le seul personnage de valeur, c'était Nin. On a failli le prendre, mais il nous a échappé des mains.

— Où est-il, maintenant ?

— A Paris. Nous disons qu'il est à Paris. Ce n'est pas un mauvais bougre, mais il se laisse aller à de funestes erreurs politiques.

— Mais ce n'est pas vrai qu'ils étaient liés aux fascistes ?

— Qui ne l'est pas ?"

Conversations avec Koltsov

On peut penser qu'Hemingway rapporte ici presque mot pour mot le contenu de ses conversations avec Koltsov sur l'insurrection de Barcelone et ses conséquences. Avec un raffinement de sophiste, Koltsov lui faisait comprendre quelle était la différence entre la façon dont il décrivait les événements de Barcelone dans ses billets de correspondant et la façon dont il les jugeait en réalité. La version officielle concoctée par Koltsov pour la presse faisait du POUM *"une odieuse organisation de tueurs à gages"*, et c'est cette version qui fut retenue lorsqu'on fusilla ensuite plus de poumistes qu'il n'y eut de victimes lors du putsch. A Hemingway, Koltsov déclarait que le putsch n'était qu'un *"enfantillage"*, que le POUM n'avait tué personne et que Nin *"n'était pas un mauvais bougre"*. A propos de ce dernier, il ressort clairement que l'une des fonctions de Koltsov en Espagne était la désinformation en direction des journalistes étrangers et des personnalités politiques pour couvrir les plus sinistres crimes staliniens.

C'est aussi cette fonction que Koltsov assumait lorsqu'il déclarait devant le congrès international des écrivains qui s'est tenu en Espagne durant l'été 1937 : *"Notre pays est totalement assuré contre les aventures des grands et des petits Franco. Il l'est grâce à sa vigilance et à sa détermination, grâce au fait qu'au premier pas des Franco trotskystes les organes de sécurité soviétiques leur barrent le chemin et le tribunal militaire les punit avec le soutien de tout le peuple"* (22).

Après la répression contre le POUM, les enlèvements et les exécutions sans jugement d'"éléments incontrôlés" se

(22) La *Pravda*, 8 juillet 1937.

multiplièrent. L'ancien secrétaire de Trotsky, Erwin Wolf, qui était arrivé en Espagne en mai 1937, fut arrêté au bout de deux mois, mais fut rapidement libéré. Trois mois plus tard, il disparaissait sans laisser de traces.

Caballero et la majorité des autres membres du gouvernement espagnol refusaient de croire aux accusations portées contre les gens du POUM. Le ministre de la Justice, Irujo, déclara qu'il avait pris connaissance de l'affaire et s'était convaincu qu'aucune des preuves de trahison et d'espionnage qui étaient avancées ne soutenaient la critique, et que les documents prétendument signés par Nin étaient des faux. Il affirmait que la police avait outrepassé ses fonctions et qu'elle était tombée sous le contrôle des communistes étrangers (23).

Le second point du plan de Staline

Aussitôt après l'écrasement du soulèvement de Barcelone, le second point du plan de Staline commença à se réaliser : la réforme du cabinet gouvernemental. Les communistes espagnols, non contents de la dissolution du POUM, de l'interdiction de sa presse et de l'arrestation de ses dirigeants pour des accusations calomnieuses, exigèrent de Largo Caballero la liquidation de tous les groupes antistaliniens et la mise en place d'un contrôle total sur tous les journaux, les stations radiophoniques et les locaux de réunion. Devant le refus de Caballero, les ministres communistes annoncèrent leur démission du gouvernement. La décision avait été prise par le bureau politique du PCE en présence des représentants du Comintern, Togliatti et Gerö (le futur chef du gouvernement hongrois, chassé par l'insurrection populaire de 1956).

Du coup, Caballero fut forcé de donner sa démission le 15 mai. Deux jours plus tard était formé un deuxième gouvernement de Front populaire, dirigé par Negrin, qui acheva la répression des poumistes et désarma tous les "éléments incontrôlés".

La terreur mise en place par les services staliniens affaiblit considérablement les forces républicaines. Décrivant les événements en Espagne après la répression du POUM, Krivitski fait remarquer : *"Les puissances fascistes d'Occident devenaient de plus en plus agressives et renforçaient leur aide à Franco (...). Si Staline avait voulu utiliser ses succès en Espagne, il aurait dû lui apporter son aide pour combattre Franco et ses alliés. Mais, plus que jamais, il craignait de se lancer dans une longue guerre (...). Il avait entrepris son ingérence dans l'espoir qu'une Espagne dépendante lui ouvrirait enfin la voie de l'Allemagne par l'intermédiaire de Paris et de Londres. Mais la manœuvre échoua. Il n'avait pas assez de véritable audace. Il se battait courageusement contre l'indépendance du peuple espagnol, mais faiblement contre Franco. Il réussissait dans les intrigues sanglantes, mais pas dans les opérations militaires"* (24).

L'atmosphère dans le camp des conseillers soviétiques

La guerre civile en Espagne dura encore environ deux ans après les répressions, mais l'initiative était passée du côté des ennemis de la République. L'atmosphère changea complètement dans le camp des conseillers soviétiques. A propos de l'hôtel Hailord, leur quartier général, Hemingway écrit : *"Tout y était le contraire absolu du communisme puritain, religieux"* (qui caractérisait l'état-major des brigades internationales dans les premiers mois de la guerre civile). Robert Jordan, se rendant pour la première fois au Hailord, trouva *"l'atmosphère trop luxueuse et la table trop raffinée pour une ville assiégée, et les conversations qui s'y menaient trop libres pour une situation de guerre (...). Dans les conversations qu'il croyait libres, il y avait beaucoup de vérité,*

(23) Orwell G., *Mémoires de Catalogne*.
(24) Krivitski V., *Ia byl agentom Stalina*.

comme il le comprit après. C'est ici qu'on apprenait ce qui se passait vraiment et non ce qui devait *se passer."*

Hemingway décrivait une réunion de "la haute société" au Hailord, où les militaires et les journalistes soviétiques échangeaient ouvertement des informations sur la confusion et le chaos qui régnaient dans les troupes républicaines. Ici, Karkov, qui, dans les premiers mois de la guerre civile, *"parlait sans aucun cynisme"*, commentait dans une tout autre disposition d'esprit les communiqués sur les événements du front.

De ce point de vue, le passage suivant est caractéristique. *« Un homme de taille moyenne, au visage gris et flasque, avec des poches sous les yeux, la lèvre pendante et la voix de quelqu'un qui souffre d'indigestion chronique* (Ilya Ehrenbourg — V. R.), *répéta à Karpov un mensonge manifeste que venait de lui communiquer Dolorès Ibàrruri et le commenta avec grandiloquence :* "Pour moi, ce fut l'un des moments les plus grands de cette guerre, le moment où j'entendais une voix inspirée qui semblait faire confluer la compassion et une profonde sincérité." *A cette tirade, Karpov réagit avec une indifférence cynique :* "Ecrivez-le. Ne me dites pas tout cela à moi. Ne gaspillez pas pour moi des paragraphes entiers. Allez tout de suite les écrire". *»*

L'état d'esprit du héros d'Hemingway durant les premiers mois de la guerre civile changera du tout au tout lorsque la domination soviétique se sera bien établie. Avant d'exécuter une mission dangereuse, Robert Jordan se souvient : *"L'été et l'automne, tu t'es battu pour tous les déshérités du monde, contre tous les oppresseurs, pour tout ce en quoi tu crois, pour un monde nouveau qui s'est ouvert devant toi (...). C'est à ce moment-là, pensait-il, que tu as éprouvé la fierté la plus profonde, la plus raisonnable et la plus désintéressée, mais quel imbécile ennuyeux tu paraîtrais avec tout cela au Hailord, songea-t-il tout à coup. A ce moment-là, tu ne t'en serais même pas approché. Tu étais bien trop naïf. Tu étais touché par la grâce... A ce moment-là, le Hailord n'existait même pas."*

Des répercussions destructrices au-delà de l'Espagne

Si la révolution espagnole a échoué, c'est parce que la guerre civile, arène du combat "contre les oppresseurs", est devenue un champ de manœuvres géopolitiques pour Staline et un camp d'extermination des dissidents communistes. Mais les provocations et les répressions staliniennes ont eu des répercussions destructrices au-delà de l'Espagne sur tout le mouvement communiste mondial. Le plus dramatique, c'est que la terreur stalinienne, plus directe et plus impitoyable qu'en URSS même, a commencé à être identifiée avec le communisme dans la conscience des masses.

Tirant le bilan des événements qui suivirent l'insurrection de Barcelone, Orwell écrit :

« Tous ceux qui connaissent un tant soit peu la façon dont les communistes répriment leurs opposants politiques savent que les accusations fabriquées font partie de leurs méthodes habituelles. Hier, ils s'en prenaient aux "social-fascistes", aujourd'hui, ils fulminent contre les "trotsko-fascistes". Il y a à peine six ou sept mois, un tribunal soviétique a "fait la preuve" que les leaders de la IIe Internationale (...) et les dirigeants du Labour Party auraient participé à un gigantesque complot pour provoquer une intervention militaire sur le territoire de l'URSS (il s'agit ici du procès du "bloc des trotskystes et des droitiers" — V. R.) *(...). Je doute que ce genre de machinations soient utiles, même d'un point de vue sectaire. Non, il ne fait aucun doute que les accusations de "trotsko-fascisme" sèment la haine et provoquent la division. Les communistes de base sont partout mobilisés pour une chasse insensée aux "trotskystes", mais des partis comme le POUM sont acculés et placés contre leur gré dans la position de groupes anticommunistes. Ce sont là des signes évidents d'une dangereuse scission du mouvement ouvrier mondial. Encore quelques campagnes de calomnies comme celles-là contre des gens qui se sont battus toute leur vie pour le socia-*

lisme, encore quelques falsifications comme celles qu'on a fabriquées contre le POUM, et la division deviendra irréversible. Le seul espoir est d'aplanir les désaccords politiques pour permettre de vraies discussions (...). Une décision erronée peut vouer l'humanité à un siècle d'asservissement. Mais tant qu'au lieu d'arguments sains, on n'entendra que des hurlements hystériques sur les "trotsko-fascistes", la discussion ne pourra même pas commencer. Il me serait par exemple impossible d'évoquer devant un communiste tout ce qui s'est réellement passé lors des combats de Barcelone, car aucun communiste, je veux dire aucun "vrai" communiste, ne croirait que je raconte la vérité » (25).

Le spectacle des crimes staliniens a démoralisé bien des participants à la guerre d'Espagne et les a rejetés du mouvement ouvrier. A ce sujet, le destin d'Arthur Kœstler est exemplaire, lui qui, jusqu'à la guerre civile, fut un stalinien modèle, se rendait souvent en URSS comme correspondant de différents journaux de gauche et faisait l'apologie du régime. Il a été fait prisonnier par les franquistes et a failli être fusillé. Son livre, *Des victimes sans précédent,* a été publié à Moscou en été 1937. A la fin de 1939, il a été arrêté par la police française et jeté dans un camp d'internement. Après sa libération, il gagnera l'Angleterre, où il sera arrêté comme *"étranger suspect"*. Comme beaucoup d'autres staliniens, il passa brusquement dans le camp des anticommunistes.

Impitoyablement exterminés

Une grande partie des Soviétiques qui participèrent à la guerre d'Espagne furent impitoyablement exterminés. Berzine et Stachevski furent arrêtés et fusillés en 1937. Fin 1938, ce fut le tour de Mikhaïl Koltsov, qui sera fusillé en 1940 après une longue instruction. Jose Diaz connut une fin tragique : en 1942, il se jeta par la fenêtre à Moscou, où il résidait.

Stern et Smouchkevitch, le principal conseiller pour l'aviation, furent promus et décorés (Smouchkevitch fut l'un des premiers militaires à recevoir deux fois le titre de Héros de l'Union soviétique). Au XVII[e] Congrès, Stern sera élu membre du comité central, et Smouchkevitch, stagiaire. Mais ils seront arrêtés et fusillés sans jugement un peu avant le début de la guerre mondiale, en même temps que d'autres héros de la guerre d'Espagne, comme le pilote légendaire Rytchagov.

Staline avait deux raisons pour exterminer les participants à la guerre civile. D'abord, il cherchait à empêcher toute fuite sur les provocations et les crimes de ses agents en Espagne. Ensuite, il craignait que les anciens d'Espagne n'aient été contaminés par l'hérésie "trotskyste", car non seulement ils avaient eu accès à la littérature "trotskyste", mais ils avaient pu avoir des contacts directs avec les trotskystes et autres antistaliniens.

Une nouvelle vague de persécutions

Une nouvelle vague de persécutions s'abattit sur les membres des brigades internationales à la fin des années 1940. Dans les "démocraties populaires", il s'agissait de prouver l'existence d'une *"clandestinité trotskyste"* provenant d'Espagne. C'est ainsi qu'en Hongrie, en 1949, on força Làszlô Rajk, le principal accusé, à "avouer" que la plupart des membres des brigades internationales étaient influencés par le "trotskysme". En Tchécoslovaquie, en 1952, au procès Slànsky-Clementis, Arthur London, un ancien des brigades, a été accusé de trotskysme et condamné à une longue peine de prison. Libéré après la mort de Staline, il racontera dans *L'Aveu* qu'il s'était agi au départ de faire le procès d'un *"complot trotskyste"*. On avait cherché à lui arracher des témoignages sur des militants aussi connus que Luigi Longo, qui était au bureau politique du Parti communiste italien, ou Raymond Guyot, du bureau politique du PCF. Un

(25) Orwell G., *Mémoires de Catalogne*.

instructeur s'était flatté d'avoir inventé l'expression de *"groupe trotskyste des volontaires des brigades internationales"*.

Rappelant que les anciens d'Espagne avaient longtemps été considérés comme suspects dans leur pays, London raconte que, même après la mort de Staline, les organes de sécurité tchécoslovaques avaient diffusé dans tous les établissements publics une circulaire spécifiant que les anciens membres des brigades pouvaient être assimilés aux chefs de la police et de l'armée du protectorat de Bohême-Moravie créé par les hitlériens ou aux officiers de la garde fasciste slovaque.

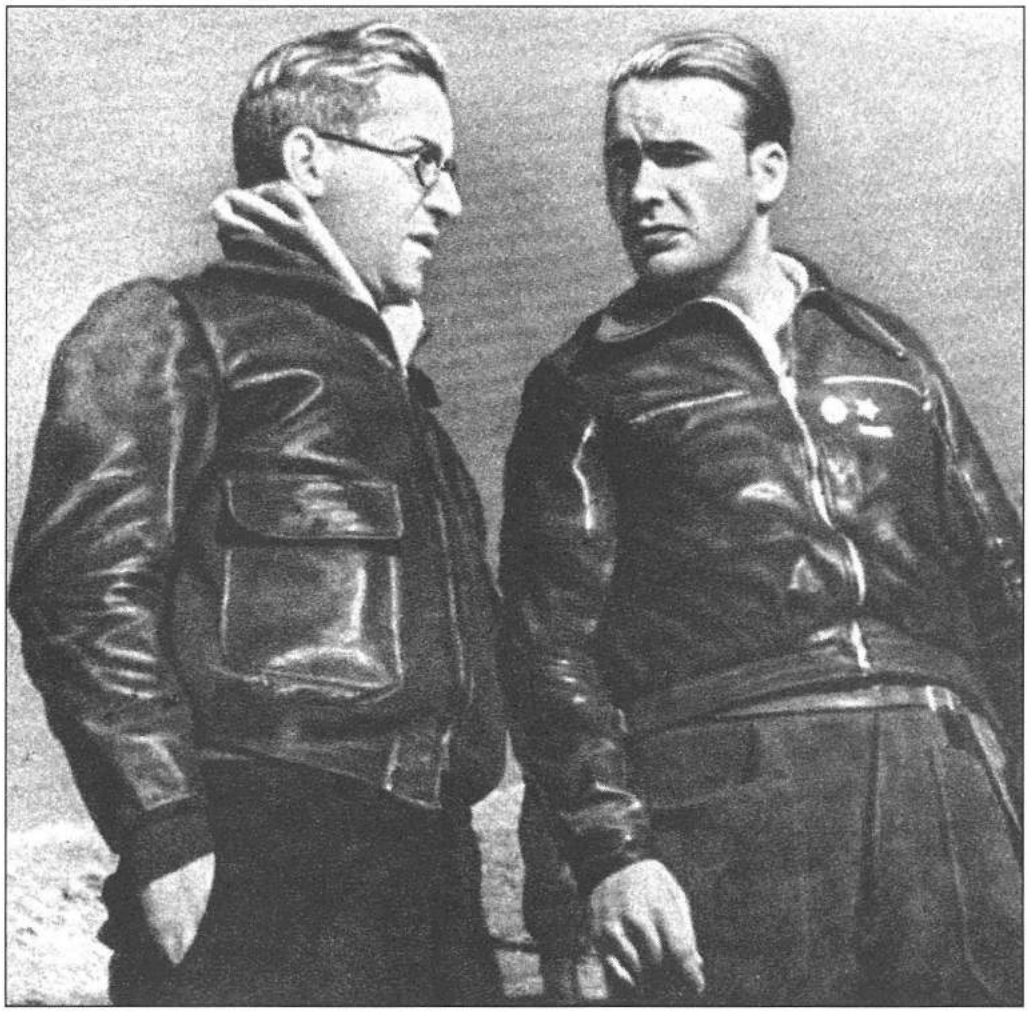
D'ailleurs, même après l'expérience tragique de son procès et de son incarcération, London resta sous le coup des amalgames staliniens qu'il avait lui-même manifestement contribué à fabriquer dans les années 1930. Ainsi, il écrit à propos des interrogatoires des années 1940 : *« Les témoignages d'éléments douteux que nous avions rapidement obtenus en Espagne et dans les camps français servaient à présent à nous calomnier. Ils n'hésitaient pas à en faire de bons communistes, victimes de notre "bande de trotskystes" (...). C'était pour eux* (les "éléments douteux", les "planqués" — V. R.) *un plaisir de se venger de nous et d'en profiter pour se refaire une virginité politique »* (26). Ainsi, ceux qu'il avait persécutés quelques années plus tôt comme "trotskystes" lui renvoyaient la balle.

L'effroyable terreur stalinienne consistait à la fois à exterminer, en Espagne comme en URSS, les véritables trotskystes ou leurs amis politiques et à salir les communistes trompés ou les carriéristes qui avaient participé à des assassinats politiques.

L'ampleur de cette terreur "antiterroriste" montre aussi qu'en 1937 il restait à l'étranger encore beaucoup d'opposants communistes à Staline. Mais, en Union soviétique aussi, il restait autant, sinon plus, de vrais trotskystes, qui poursuivaient leur combat héroïque même dans les prisons et les camps staliniens.

Vadim Rogovine

(26) *Innostrannaià literatura*, n° 4, 1988.



Le général Lister (stalinien) et Koltsov (à gauche).

Le fascisme aux Etats-Unis

Farrell Dobbs (1945).

Le père Coughlin et le Christian Front

LE père Charles E. Coughlin est né en 1891 à Hamilton, une ville industrielle dans la province canadienne de l'Ontario. Elevé dans un modeste milieu irlandais, il est ordonné prêtre en 1916 et envoyé aux Etats-Unis dans une église nouvelle, Sainte-Thérèse de la Petite Fleur, à Royal Oak, dans la banlieue de Detroit, Michigan.

Dès 1926, il va y utiliser la radio naissante, pour une série de causeries hebdomadaires. A partir de la crise de 1929, et de la pire dépression économique qu'aient connue les Etats-Unis, ses talents d'orateur et d'organisateur vont faire merveille. Il devient *"le prêtre de la radio"* et ses sermons radiophoniques développent l'idée de *"la troisième voie"*, face au *"capitalisme matérialiste"* et au *"communisme athée"* : la doctrine sociale de l'Eglise catholique, illustrant les encycliques papales : *Rerum Novarum* et, bientôt, *Quadragesimo Anno*.

Sa voix et son style sont inimitables

Pour des millions d'auditeurs, en très grande majorité catholiques, qui suivent ses causeries hebdomadaires, sa voix et son style sont inimitables. Avec l'appui de son évêque, le père Coughlin ne tarde pas à discuter de questions politiques.

Dans un premier temps, le soutien à Franklin D. Roosevelt, le candidat du Parti démocrate, est total, et le New Deal semble correspondre à ses vues : *"La grande banque internationale est sur le départ." "La prospérité, identifiée à l'année 1926, n'est pas si loin." "4 mars 1933 ! Quel jour mémorable ! Ce fut le premier anniversaire du New Deal. En ce jour, une voix retentit dans le monde entier, annonçant une nouvelle Déclaration d'indépendance. Devant la conscience de millions qui écoutèrent cela, revivant l'action du Christ chassant les marchands du Temple"* (*The New Deal in Money*, p. 36).

Son soutien au *New Deal* demeure sans faille jusqu'à la fin de 1934. Ainsi, déclare-t-il à la presse : *"Je suis tout dévoué au capitalisme"* (*Detroit Times*, 10 octobre 1934).

La rupture passe par la prise de position contre certaines mesures, dont l'Agricultural Adjustment Act (AAA), qualifié par lui de *"Pagan Deal"* ("la donne païenne"). Il est opposé aux mesures de destruction des récoltes que préconise l'AAA en vue de faire remonter les prix et propose une politique inflationniste fondée sur la *"monétisation de l'argent"*. On retrouve alors, chez Coughlin, le vieux rêve argentiste, qui avait déjà séduit nombre de fermiers et victimes de la dépression à la fin du XIX^{e} siècle. La monétisation de l'argent, c'est la résurgence de l'Amérique profonde.

Le corporatisme

Ce programme n'a rien ni de révolutionnaire ni de subversif, mais Coughlin se modèle sur certains pays catholiques à régime autoritaire comme l'Italie de

Mussolini, la Hongrie de Horthy ou l'Autriche de Dollfuss. C'est incontestablement le corporatisme auquel il se réfère, encouragé qu'il est dans cette voie par son supérieur, l'évêque de Detroit, M^gr^ Michael J. Gallagher, et par une partie significative de la hiérarchie catholique, abasourdie de l'écho populaire rencontré par le père Coughlin en particulier et par les démagogues populistes en général, notamment le gouverneur de Louisiane, Huey P. Long.

"Union nationale"

En reprenant le titre qu'il a donné à un journal, diffusé massivement pour quelques cents, *Social Justice*, Coughlin fonde, en novembre 1934, le National Union of Social Justice. Ce n'est pas un parti politique classique, mais un "mouvement" pour *"que le peuple puisse faire pression sur le Congrès"*, avec un programme en seize points, où *"la nationalisation des besoins publics"* côtoie le *"maintien de la propriété privée"*. Derrière la perspective *"d'unionisation des travailleurs"*, NUSJ, Coughlin pointe les enseignements pontificaux : *"pas de conflit"* entre le capital et le travail, *"Union nationale"*.

Il précise : *"Que le ministère du Travail aux Etats-Unis soit un réel centre de pouvoir. Qu'il assume les prérogatives de la négociation collective que l'American Federation of Labor tente aujourd'hui d'occuper. Qu'il supplante complètement l'AFL !" (Detroit Times,* 10 octobre 1934). *"Le National Union of Social Justice affirme que les grèves et les fermetures d'usines ne sont absolument pas nécessaires"* (sermon, 2 décembre 1934).

On comprend donc que, lors de son congrès national de 1934 tenu à San Francisco, la centrale syndicale ouvrière, l'American Federation of Labor (AFL), ait condamné, sans ambiguïté, la politique anti-ouvrière du père Coughlin.

Le nouveau parti rencontre un grand succès, attirant en deux semaines plus de 200 000 adhérents et dépassant bientôt le million. Près de 150 employés sont chargés de dépouiller le courrier et de recueillir les contributions, qui affluent.

Le 22 mai 1935, Father Coughlin organise un meeting monstre, en plein cœur de New York, au Madison Square Garden : plus de 30 000 personnes l'ovationnent, des milliers se massent à l'extérieur de la salle. Les attaques contre Roosevelt se font de plus en plus violentes à mesure qu'approche l'échéance de 1936. Coughlin dénonce le gouvernement qu'il avait adulé comme *"un gouvernement de banquiers, par les banquiers et pour les banquiers"* dans un style classique de démagogue, dont le programme est celui du corporatisme, mêlant les vieux thèmes du populisme et de la doctrine sociale de l'Eglise, s'orientant rapidement vers un ordre autoritaire.

Lors des élections de novembre 1936, il fait alliance avec les "opposants" au New Deal qui ont ferraillé hors des "grands partis", une coalition hétéroclite qui rassemble :

— les supporters du docteur Francis Townsend, de Long Beach, Californie ; depuis 1933, il mène croisade, *"au nom de Dieu Tout Puissant"*, en faveur d'une pension obligatoire pour tous les Américains de plus de 60 ans ;

— les membres de l'organisation Pour le partage de la richesse, fondée par le révérend Gerald L. K. Smith, un ancien bras droit du gouverneur de Louisiane, Huey P. Long ;

— et les partisans de William Lemke, représentant du Dakota du Nord, pour un soutien financier direct aux fermiers.

L'Union Party, tel est son nom, soutient la candidature de Lemke, à la fois *"contre les démocrates et les républicains". « Roosevelt n'eut pas à souffrir de ce tiers parti, qui recueillit 882 000 votes alors qu'il en obtenait lui-même 27,7 millions, son meilleur score, et le meilleur score de tous les candidats présidentiels jusque-là. Ce fut un véritable triomphe, puisqu'il "emporta" tous les Etats à l'exception du Maine et du Vermont. C'est la confirmation de la grande coalition, à laquelle se sont rassemblés, dans leur quasi-totalité, les catholiques. Le parti de Coughlin avait cessé d'être pour eux un point de ralliement et ils*

avaient renouvelé leur confiance au président sortant », estime Claude Fohlen.

Des accusations de plus en plus violentes contre *"la finance juive"*

Certes, les résultats plutôt décevants de son candidat ont momentanément réduit le père Coughlin au silence, il a même annoncé son retrait définitif de la vie politique, mais cela ne dure pas. Dès le 24 janvier 1937, il est de retour derrière son micro. Le langage se durcit, devient ouvertement "anticapitaliste" et antisémite, avec des accusations de plus en plus violentes contre *"la finance juive"* et certains conseillers de Roosevelt, comme Félix Frankfurter, membre de la Cour suprême. Le faux célèbre, rédigé naguère par les officines de la police tsariste, *Les Protocoles des Sages de Sion*, est abondamment diffusé à longueur de colonnes de *Social Justice*. Il met sur pied des Conseils de justice sociale, dont sont exclus les *"non-chrétiens"*, c'est-à-dire essentiellement les Juifs, car *"la doctrine économique chrétienne leur est étrangère"* (*Social Justice*, 21 juin 1937).

La démocratie parlementaire est définitivement clouée au pilori.

Le 14 mars 1938, il affine ses propositions : *"L'Etat corporatiste où les partis politiques seraient supprimés, le président désigné par la Chambre, élue par les groupes professionnels."*

Désormais, il ne s'embarrasse plus de précautions oratoires. L'ennemi, il le désigne sans fioritures : ce sont les syndicats, le mouvement ouvrier, *"les communistes et leurs alliés"*.

"En étudiant le Social Security Act, j'ai découvert que fondamentalement il était socialiste dans sa conception et dans ses buts. C'est du socialisme de la vieille école, un socialisme qui propose un remède pire que le mal, un socialisme qui exige que l'on prenne à ceux qui possèdent et que l'on donne à ceux qui n'ont rien" (*Social Justice*, 17 octobre 1938).

Le Christian Front

La même année, il fonde le Christian Front, le Front chrétien, *"qui n'a pas peur du mot fasciste"*.

D'ailleurs, le numéro de *Social Justice* daté du 23 mai 1938 fait de Mussolini *"l'homme de la semaine"*.

Coughlin ne tarde pas à affirmer : *« Je commence à comprendre pourquoi j'ai été traité de "nazi" ou de "fasciste" par les publications juives aux Etats-Unis, car pratiquement tous les seize points du programme de Social Justice ont été mis en pratique en Italie et en Allemagne"* (*Social Justice*, 13 février 1939).

"Le simple principe de la majorité — appelée parfois démocratie et parfois bolchevisme — n'est pas suffisant. Une erreur courante est de dire que 50 millions de Français ne peuvent avoir tort. L'expérience et l'histoire démontrent que 50 hommes sont plus sûrs d'avoir raison que 50 millions" (*Social Justice*, 20 février 1939).

Un défenseur inconditionnel de Franco

Tout comme, au Québec tout proche, les partisans de L'Action française du chanoine Lionel Groulx, le père Coughlin est un défenseur inconditionnel du coup d'Etat militaire de Franco et de la *"croisade chrétienne"* en Espagne. *Social Justice* (2 février 1939) condamne une proposition de la Croix-Rouge américaine d'un envoi de farine et de céréales aux *"victimes civiles des deux camps"*. Et quand 500 000 réfugiés, et parmi eux des dizaines de milliers de combattants républicains, vaincus, trahis par la politique que Staline a imposée, se pressent à la frontière des Pyrénées, fuyant l'avance inexorable des franquistes, *Social Justice* déclare : *"Les hordes de braillards qui s'enfuient à la frontière, ce ne sont pas des Espagnols, mais, par milliers et milliers, des Russes rouges !"* (*Social Justice*, 23 février 1939).

Les Juifs sont tenus pour responsables de la progression des *"idées communistes"*

Les Juifs sont tenus pour responsables de la progression des *"idées communistes"*, *"de l'affaiblissement de l'Angleterre"*, de la résistance chinoise à l'impérialisme nippon et, bien entendu, de la guerre qui éclate en Europe en septembre 1939, tout autant que de l'engagement progressif des Etats-Unis vers une participation active au conflit. Roosevelt est devenu l'auteur d'un *"Jew Deal"* ("une donne juive").

Des gros bras sèment la terreur dans les villes au nom du Christian Front, essentiellement là où vit une population catholique, à New York — avec le procès du groupe armé des *"Brooklyn boys"* —, à Boston, Massachusetts, ou à Hartford, Connecticut.

Ainsi, quand les nazis américains du German American Bund organisent le meeting du 20 février 1939 — toujours au Madison Square Garden de New York —, protégés par des milliers de policiers dépêchés par le maire "progressiste" La Guardia, le "Führer" Fritz Kühn fait acclamer le père Coughlin, alors que les nervis du Christian Front "accompagnent" les escadrons de police pour affronter les 50 000 militants ouvriers et démocrates qui manifestent au dehors.

Si l'on en croit l'institut Gallup, un quart des Américains en 1938 et encore 15 % en 1939 déclarent approuver le père Coughlin. Une Amérique catholique, rurale, pauvre, âgée, xénophobe et raciste, encline à soutenir de préférence les candidats républicains, applaudit les propos du *"prêtre de la radio"*.

Ainsi, parmi des milliers, une paroissienne, M^rs^ Negil, écrit-elle en 1937 au nouvel archevêque du diocèse de Detroit (Michigan), M^gr^ Mooney : *"Je suis amère contre vous pour vos réprimandes à l'encontre du père Coughlin. Si nous le perdons, une foule de catholiques désertera l'Eglise, parce qu'il est le seul qui nous redonne l'espoir en disant la vérité."*

L'Amérique est *"à la croisée des chemins"*, assure ce dernier à un journaliste. *"Une route conduit au communisme, l'autre au fascisme."* Poussé par le journaliste, il ajoute : *"Je prends la route vers le fascisme."*

Philippe Besson

"La bourgeoisie juive et la lutte révolutionnaire"

(Léon Trotsky, 22 décembre 1938)

Article (T 4491) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library. Œuvres (novembre 1938)

Le père Coughlin (1), qui cherche apparemment à démontrer qu'une morale idéaliste absolue n'empêche pas l'homme d'être la pire canaille, a déclaré à la radio que j'avais dans le passé reçu pour la révolution d'énormes sommes d'argent de la bourgeoisie juive des Etats-Unis. J'ai déjà

(1) Charles E. Coughlin (né en 1891), d'origine irlandaise, ordonné prêtre catholique en 1916, devint, à la fin des années 1920, un agitateur radiophonique très écouté, qui appelait à la croisade contre *"les capitalistes sans-Dieu, les Juifs, les communistes, les banquiers internationaux et les ploutocrates"*. Il présidait la National Union for Social Justice et recevait trois millions de lettres par an. Il venait d'accuser Trotsky d'avoir reçu en 1917 une somme importante d'un capitaliste juif.

répondu dans la presse que c'était faux (2). Je n'ai pas reçu d'argent, non pas, bien entendu, parce que j'aurais refusé un soutien financier pour la révolution, mais parce que la bourgeoisie juive n'a pas proposé un tel soutien. La bourgeoisie juive est restée fidèle au principe : *ne rien donner*. Même aujourd'hui, quand c'est de sa tête qu'il s'agit. Etouffant dans ses contradictions, le capitalisme dirige des coups forcenés contre les Juifs, et en outre une partie de ces coups tombe sur la bourgeoisie juive en dépit de tous ses "services" passés rendus au capitalisme. Des mesures de nature philanthropique pour les réfugiés deviennent de moins en moins efficaces en comparaison de l'immensité des maux qui accablent le peuple juif.

C'est maintenant le tour de la France. La victoire du fascisme dans ce pays signifierait un grand renforcement de la réaction et une monstrueuse croissance d'un violent antisémitisme dans le monde entier, surtout aux Etats-Unis. Le nombre de pays qui expulsent les Juifs ne cesse de croître. Le nombre de pays capables de les accueillir diminue. En même temps, la lutte ne fait que s'exacerber. Il est possible d'imaginer sans difficulté ce qui attend les Juifs dès le début de la future guerre mondiale. Mais, même sans guerre, le prochain développement de la réaction mondiale signifie presque avec certitude *l'extermination physique des Juifs*.

La Palestine s'est révélée un tragique mirage, le Birobidjan une farce bureaucratique. Le Kremlin refuse d'accepter des réfugiés. Les "congrès antifascistes" de vieilles dames et de jeunes carriéristes n'ont pas la moindre importance. Maintenant plus que jamais, le destin du peuple juif — pas seulement leur destin politique, mais leur destin physique — est lié indissolublement à la lutte émancipatrice du prolétariat international. Seule une mobilisation courageuse des ouvriers contre la réaction, la constitution de milices ouvrières, la résistance physique directe aux bandes fascistes, une confiance en soi plus grande, activité et audace de la part de tous les opprimés peuvent provoquer un changement dans le rapport des forces, arrêter la vague mondiale de fascisme et ouvrir un nouveau chapitre dans l'histoire de l'humanité.

La IV[e] Internationale a été la première à proclamer le danger de fascisme et indiquer la voie du salut. La IV[e] Internationale appelle les masses populaires juives à ne pas se faire d'illusions et à affronter ouvertement la réalité menaçante. Il n'est de salut que dans la lutte révolutionnaire. Le "nerf" de la lutte révolutionnaire, comme celui de la guerre, c'est l'argent. Les éléments progressistes et perspicaces du peuple juif doivent venir au secours de l'avant-garde révolutionnaire. Le temps presse. Un jour, aujourd'hui, équivaut à un mois ou même à une année. Ce que tu fais, fais-le vite !

(2) Cf. déclaration du 28 novembre 1938.

1938 : comment les Silver Shirts ont perdu de leur éclat à Unneapolis

Organiser des assauts meurtriers contre la classe ouvrière

En période de crises sociales, les affrontements entre le capital et le travail ont toujours pour effet de renforcer l'activité des politiciens démagogues à la mentalité fasciste. Ils prévoient que l'intensification de la lutte des classes causera des ruptures dans la classe dominante, l'éloignant d'une démocratie parlementaire et de ses méthodes de gouver-

nement, pour tendre vers le fascisme, moyen de conserver le pouvoir de l'Etat et de protéger certains privilèges. De plus, chaque aspirant espère être choisi comme "Führer" pour diriger le mouvement terroriste, nécessaire pour organiser des assauts meurtriers contre la classe ouvrière, actions toujours liées à un tel changement de politique.

Semer la terreur contre le mouvement ouvrier organisé

En fait, plusieurs de ces apprentis Hitler ont fait surface dans ce pays au début des années 1930, mais ils ne se sont pas beaucoup développés à cette époque, du fait de la montée impétueuse du syndicalisme du CIO.

Puis, la situation commença à changer vers 1937-1938. Une seconde dépression provoqua l'effondrement du New Deal de Roosevelt.

La classe dirigeante se prépara à plonger le pays dans un impérialisme imminent, ce qui augmenta nettement les conflits sociaux. La bureaucratie syndicale échoua à guider les travailleurs sur une voie efficace, qui aurait permis de gérer les difficultés causées par ces nouveaux développements : la formation d'un Labor Party indépendant. Et dans ces circonstances, un nombre considérable de personnes appartenant au milieu "middle class" citadin démoralisé, des paysans appauvris, et même des travailleurs au chômage tombèrent dans les mailles des démagogues d'extrême droite.

Résultant de tout cela, plusieurs groupes profascistes, qui avaient émergé quelque temps plus tôt, commencèrent à recruter assez rapidement et, en parallèle, bénéficièrent d'un important soutien financier des milieux patronaux. Encouragés par cette aide nouvelle, ils devinrent plus agressifs, ainsi que plus provocateurs. Par exemple, ces groupes organisèrent des milices en uniforme de soldats agressifs, qui s'exerçaient ouvertement.

Et, avec ou sans uniforme, des voyous de ce type étaient mobilisés pour semer la terreur parmi les plus vulnérables, mais plus particulièrement contre le mouvement ouvrier organisé.

Leur principale cible : les organisations de masse de la classe ouvrière

Les Juifs furent parmi les premiers à être attaqués. Comme dans l'Allemagne nazie, ils furent les boucs émissaires dans un effort d'intensification des préjudices antisémites perpétrés contre eux, le but premier étant de diviser la classe ouvrière. Mais ils ne furent pas les seules victimes.

Des militants ouvriers furent attaqués et battus à New York et dans d'autres villes de l'Est. Les manifestations de groupes de gauche étaient brisées. A Jersey City, New Jersey, le célèbre maire Frank Hague manigança des attaques de voyous contre les réunions syndicales et les piquets de grève, et, à La Nouvelle-Orléans, une grève de routiers fut écrasée par des vigiles. Comme l'ont montré les événements ultérieurs, les forces d'extrême droite qui étaient engagées dans ces actes terroristes en faveur des capitalistes se dirigèrent rapidement vers leur principale cible : les organisations de masse de la classe ouvrière.

Les Silver Shirts

Un de ces groupes profascistes, les Silver Shirts d'Amérique, était spécialement concerné par la section 544 du General Drivers Union. Fondé en 1932 par William Dudley Pelley, ce groupe s'établit à Asheville, en Caroline du Nord, et publia un journal hebdomadaire, *Liberation*.

Considérant tacitement la juridiction des principales villes sous l'influence d'autres groupes d'extrême droite, Pelley concentra ses efforts sur les petites villes et les régions rurales. Même si peu de choses furent accomplies dans cette zone pendant les premières années, les Silver Shirts finirent par recruter.

Cela provoqua apparemment l'intérêt d'une fraction du patronat de Minneapolis, Minnesota, et Pelley fut encouragé à y envoyer un de ses bras droits, Roy Zachary, durant l'été 1938, pour implanter l'organisation.

Une violente attaque des bureaux de la section 544 du syndicat

Deux rassemblements des Silver Shirts suivirent rapidement, le 29 juillet et le 2 août, au Royal Arcanum Hall.

Ces meetings n'étaient pas publics, l'admission n'étant possible que sur invitation. Malgré cette discrétion, les membres des Teamsters, le syndicat des camionneurs, apprirent l'arrivée en ville de Zachary et le surveillèrent de très près. Ils furent aussi au courant à l'avance des réunions prévues, ce qui permit d'obtenir de sérieux renseignements sur ce qui se passait.

De par ce fait, il apparut immédiatement que le thème principal du discours de Zachary avait été d'appeler à une violente attaque des bureaux de la section 544 du syndicat.

De plus, on apprit que des tracts étaient distribués aux deux meetings invitant les participants à rejoindre le "Associated Council of Independent Unions", le "syndicat jaune" de F. L. Taylor. Taylor avait déjà montré des dispositions fascistes quelques semaines auparavant, lorsqu'il entreprit de former une milice, les "Minnesota Minute Men". Il lui fut donc tout à fait naturel de faire équipe avec les Silver Shirts lorsqu'ils s'installèrent à Minneapolis.

Quelque temps plus tard, un autre fait inquiétant fut révélé par le rabbin Gordon, un opposant religieux au fascisme. Il avait gardé un œil sur les faits et gestes de Zachary, et il annonça que George K. Belden, président des Associated Industries, avait assisté aux deux meetings des Silver Shirts. Lorsque la presse lui posa la question, Belden répondit à un journaliste du *Minnesota Leader* : *"Je vois d'un très bon œil le fait de se débarrasser des racketteurs..."*

Nouveau complot antisyndical

Toutes ces informations mises à bout alimentèrent la menace pesant contre les Teamsters. Le prétendu syndicat, qui avait traîné la section 544 au tribunal, était maintenant lié aux Silver Shirts. Le rôle dévolu à Belden démontra que les employeurs étaient directement impliqués dans ce nouveau complot antisyndical et qu'un raid armé au quartier général des Teamsters était à l'ordre du jour.

La situation exigea de rapides mesures. Agissant promptement, la section 544 réagit à la menace en organisant la formation d'un service d'ordre syndical en août 1938.

L'organe syndical, le *Northwest Organizer*, informa de sa formation, et un communiqué de presse annonçant cette décision fut envoyé aux quotidiens, ce qui lui donna de l'importance. Dans ce communiqué, les fonctions de cette nouvelle structure étaient décrites comme *"défense des piquets de grève, des locaux et des membres du syndicat contre la violence antisyndicale"*. A travers cette action, la section syndicale rendit public le fait que ce groupe ne s'occupait que de sa propre défense, ne plaçant en aucun cas une confiance déplacée en la police concernant sa protection.

Les policiers fermaient les yeux

Les dirigeants syndicaux étaient pleinement conscients que les politiciens capitalistes au pouvoir ne se contentaient pas de flirter avec le hooliganisme fasciste. Souvent, ils encourageaient et se rendaient complices d'agressions illégales contre les travailleurs. Mais ce n'était pas tout. Leurs supplétifs, les policiers, fermaient les yeux et protégeaient les activités fascistes, devenaient membres de ces mouvements et, lorsque la violence était employée contre les syndicats, le plus souvent, ils laissaient faire. Voilà comment se conduisirent "les forces de l'ordre et de la loi" capitalistes

en Allemagne, en Italie et ailleurs. L'histoire démontre que la situation ne fut pas différente aux Etats-Unis.

Le groupe d'autodéfense

Les ouvriers furent alors obligés de prendre des décisions. S'ils avaient à se défendre, il fallait qu'ils utilisent leurs propres organisations dans ce but. Ainsi, l'action de la section 544, qui consista en la formation d'une milice ouvrière, ne servit pas uniquement ses propres besoins. Cette décision montra l'exemple pour d'autres syndicats à travers tout le pays.

Initialement, le groupe d'autodéfense n'était pas envisagé comme la simple création d'un seul syndicat. C'était plus un noyau autour duquel on allait construire le plus grand mouvement unitaire de défense possible. Depuis le début, des efforts furent faits pour inclure d'autres syndicats dans le projet. Avec le temps, il était attendu que le mouvement s'étende aux chômeurs, aux minorités, aux jeunes : toutes les victimes potentielles du fascisme, des vigiles et autres réactionnaires.

Pour ces raisons, le service d'ordre ne faisait pas officiellement partie de la section 544. Mais des membres dirigeants du local 544 étaient à l'origine de cette formation, avec l'accord de l'assemblée générale.

Un processus de recrutement spontané fut mis en place à travers la série de réunions de groupes de travailleurs. Grâce à cela, la base principale de la milice fut assez rapidement établie par les General Drivers ; et après cela, ses rangs furent graduellement étendus aux membres d'autres syndicats de la ville qui approuvaient cette idée.

Une organisation ouvrière ouverte à tous les membres actifs des syndicats

La milice n'était nullement un corps d'élite. C'était simplement une organisation ouvrière ouverte à tous les membres actifs des syndicats. Les seuls critères d'adhésion étaient : la préparation à la défense des syndicats contre les attaques, la volonté de s'entraîner à ce propos et l'acceptation de la discipline démocratique nécessaire pour ce combat. De plus, ces activités étaient dirigées seulement avec l'accord des syndicats participants, et sous leur contrôle.

Comme pour la section 544, la vie interne du service d'ordre fonctionnait démocratiquement. Des discussions ouvertes et un vote à la majorité étaient à l'origine des décisions prises concernant la bonne marche des tâches assignées. Cette procédure était aussi utilisée pour sélectionner les cadres, qui avaient pour mission la direction des groupes pendant les combats.

Ray Rainbolt, de la section 544, fut élu commandant en chef de la milice d'autodéfense ouvrière. Il avait des références impressionnantes. En plus de son savoir-faire immense dans l'art de diriger les luttes syndicales, il avait acquis une connaissance militaire considérable durant son séjour dans l'armée américaine.

Les hommes choisis comme sous-officiers s'étaient illustrés dans la lutte des classes et avaient gagné leur reconnaissance comme militants ouvriers. De même, pour la base même : ils avaient tous été testés d'une manière ou d'une autre lors d'actions grévistes. Si l'on considère ce corps comme un tout, il y avait de nombreux vétérans avec différentes compétences développées dans les forces armées. Parmi eux, on pouvait trouver d'anciens tireurs d'élite, des mitrailleurs, des conducteurs de tanks, etc. Certains avaient été sous-officiers. L'un d'entre eux avait été officier-aiguilleur et un autre officier dans l'armée allemande.

Structurellement, la milice était divisée en petites unités pour faciliter la mobilisation rapide dans le cas d'une attaque surprise contre le mouvement syndical. C'était généralement des groupes de cinq, dont l'un d'eux était désigné comme capitaine. En un temps relativement court, la force ainsi organisée se vit constituée d'au moins 600 personnes.

On encourageait les membres de la milice à porter en toutes occasions à leur revers de petits emblèmes de la section

544, *"544 UDG"*. Et lorsqu'ils étaient en service, ils utilisaient des brassards aux inscriptions voyantes, *"544 Union Defense Guard"*, pour s'identifier. Cette désignation fut facilement acceptée par les autres syndicalistes qui faisaient partie de la milice, car ils réalisaient que l'utilisation du prestigieux numéro 544 donnait au nom plus de sens.

L'organisation récoltait ses propres fonds — pour les achats d'équipement et pour les frais généraux — grâce au sponsoring de bals et autres événements sociaux. Une partie de cet argent fut utilisée pour acheter deux revolvers calibre 22 et deux fusils calibre 22 pour permettre aux membres de la milice d'améliorer leur habileté au tir. Des entraînements réguliers étaient organisés dans ce but. De plus, des exercices périodiques étaient programmés pour leur permettre de s'entraîner aux tactiques défensives.

Les membres de la milice n'étaient pas armés par les syndicats, car, dans certaines circonstances, cela aurait pu les rendre vulnérables à des provocations policières. Mais beaucoup d'entre eux avaient des armes chez eux pour la chasse, ils pouvaient donc facilement s'en servir pour répondre à une attaque armée des Silver Shirts.

Durant les sessions d'entraînement, des cours étaient donnés sur les tactiques utilisées dans le passé par des vigiles antisyndicaux aux Etats-Unis et les fascistes à l'étranger. Des discussions suivaient pour mettre au point des mesures défensives face aux attaques de ce genre.

Un département de renseignements

Un département de renseignements fut aussi créé : il devait garder un œil sur les activités et la littérature fascistes et antisémites, la fausse propagande, etc. Un épisode particulier illustra de façon particulière l'ampleur de l'efficacité du service d'ordre ouvrier. Ce fut à l'occasion de la tentative des Silver Shirts de tenir un autre meeting, avec William Dudley Pelley lui-même.

Le jour du meeting, un chauffeur de taxi déposa Pelley devant une maison dans le quartier des entrepôts textiles de la ville. Le chauffeur le rapporta immédiatement à Rainbolt, qui téléphona à cette adresse et prévint que Pelley allait au devant d'ennuis s'il s'aventurait au dehors. Pour indiquer qu'il ne bluffait pas, Rainbolt prit la tête d'une section de la milice syndicale jusqu'au Calhoun Hall, où devait avoir lieu le meeting. Cette arrivée causa la fuite du public et le démagogue ne se montra pas. Puis, aux alentours de minuit, un autre chauffeur de taxi appela Rainbolt pour lui dire qu'il venait juste de déposer Pelley au dépôt de Milwaukee, à temps pour prendre le train de nuit pour Chicago.

Suite à cet incident, les Teamsters décidèrent consciemment de monter d'un cran pour tester les bandes patronales.

Cela prit la forme d'un encart spécial à la une du *Northwest Organizer* (29 septembre 1938).

L'encart enjoignait tous les chefs de groupe de mettre en ordre de bataille leurs équipes, prêtes à servir, sur simple convocation.

Cela eut l'effet escompté, car les Silver Shirts transférèrent leur réunion suivante dans la ville voisine de Saint Paul, Minnesota.

"Nous les tiendrons avec l'aide de la police"

Elle se tint le 28 octobre 1938 au Minnehaha Hall, et l'endroit fut bien gardé par les flics.

Zachary en était l'orateur principal. Comme il fut rapporté dans les journaux du lendemain matin, il plastronna : *"Les dirigeants de la section syndicale 544 ont dit que nous ne pourrions tenir de réunions à Minneapolis, mais nous les tiendrons avec l'aide de la police. La police sait qu'un jour elle aura besoin de notre soutien, et c'est pourquoi elle nous protège aujourd'hui."*

La déclaration de Zachary fut prise très au sérieux par les Teamsters pour plusieurs raisons. Dans l'affaire de Saint Paul, il pouvait y avoir plus qu'un simple effort pour tenter de remonter le moral

défaillant des éléments profascistes en tenant une réunion réussie. Une partie du scénario pouvait être de mettre la pression sur les autorités locales de Minneapolis pour qu'elles fournissent une protection policière comparable à celle de Saint Paul. Dans ce cas, le patronat des Associated Industries était impliqué dans la manœuvre.

Partant de ces présupposés, la direction centrale de la milice ouvrière décida de mettre sur pied publiquement une démonstration de force. Le but était double : indiquer à tous que les Silver Shirts ne pourraient opérer à Minneapolis sans de sérieux combats, et tester l'efficacité de la milice au cours d'une telle manifestation.

Pour ce faire, un exercice d'alerte fut convoqué d'urgence, en une heure de délai, sur la base d'une circulaire.

Seules trois personnes étaient au courant. Comme partie prenante de l'exercice, tous les autres étaient laissés dans l'ignorance, croyant à une véritable alerte. A l'heure dite, une heure après la première convocation, près de 300 membres de la milice syndicale étaient prêts à l'action — une performance impressionnante (...).

Farrell Dobbs

Extraits du chapitre 11
de *Teamster Politics*,
Pathfinder Press, New York, 1975
Traduction : Marie Chalier

Face à Gerald L. K. Smith

(Minneapolis, Minnesota, le 22 août 1946)

L'UNITÉ réalisée du mouvement ouvrier a empêché le fasciste Gerald L. K. Smith de prendre la parole, la nuit dernière, à Minneapolis.

Plus de 1 500 manifestants de l'AFL, du CIO, de syndicats cheminots, ainsi que des anciens combattants, des Juifs, des Noirs, des organisations politiques ouvrières, incluant le Socialist Workers Party, se sont rassemblés dans une manifestation de masse contre le leader américain du fascisme.

Quand les gorilles de Smith agressèrent plusieurs manifestants à l'extérieur de l'hôtel Leamington, lieu du meeting, un vague d'ouvriers prit d'assaut le hall du meeting et affronta Smith et ses sympathisants dans une bataille rangée.

Le discours de Smith était originellement prévu dans les locaux du *Club Républicain du Comté de Hennepin*, au 703 de la III[e] Avenue sud.

Un bon moment avant l'heure du meeting, un piquet organisé se forma sous la direction de Walter Frank, secrétaire du syndicat de la chimie 190 de l'American Federation of Labor et représentant du Minneapolis Central Labor Union.

Les assistants de Frank à ce piquet étaient Henry A. Schultz, représentant des cheminots, de Brotherhood of Railroad Trainmen, loge 102, et Earl Cluka, trésorier de United Electrical Radio and Machine Workers, représentant le conseil du CIO du comté de Hennepin.

"Stop au fascisme !"

Des tas de drapeaux portés par les manifestants avaient été distribués par le comité syndical d'unité.

On pouvait y lire des slogans comme : *"La haine des races, c'est du fascisme"*,

"Stop au fascisme et à G. L. K. Smith", "Ne soyez pas une proie pour les fascistes", "Ne soutenez pas l'agent d'Hitler : ne vous en approchez pas."

Le comité responsable était tombé d'accord sur le fait que chaque organisation ne devait porter qu'une seule pancarte.

Parmi les organisations qui portaient leur propres drapeaux, on pouvait trouver : l'Association nationale pour l'avancement des gens de couleur (NAACP), la Ligue de défense des ouvriers, l'AFL Central Labor Union de Minneapolis, le Minneapolis AFL Building Trades Council, le Comité des vétérans américains, la Jeunesse américaine pour la démocratie, le Socialist Workers Party, le Parti communiste et le Comité d'action juive de Minneapolis.

La banderole du Socialist Workers Party, très visible dans le cortège, proclamait : *"Les travailleurs américains ne veulent pas d'un Hitler. Stoppons Gerald L. K. Smith !"*

Un défilé en boucle

Un groupe de partisans de Smith s'était rassemblé dans la III[e] Avenue, pour attendre l'ouverture des portes. La secrétaire de Smith, Renata Legant, se répandit parmi les sympathisants connus et leur dit de se réunir dans la salle de conférences de l'hôtel Leamington.

Lorsque les dirigeants antifascistes donnèrent le signal, l'important cortège de manifestants descendit la rue en direction de l'hôtel, trois pâtés de maisons plus bas, en chantant *Solidarité pour toujours* et en criant *"A bas les fascistes !"*.

Comme le cortège s'approchait de l'hôtel, quelques gorilles de Smith tentèrent de rompre les rangs. Plusieurs manifestants furent attaqués et tombèrent sur la chaussée, sous les coups. Lorsque les agresseurs se replièrent dans l'hôtel, les manifestants entrèrent comme des furies derrière eux. En se ruant dans le hall, ils tombèrent sur un petit groupe de fascistes qui essayèrent de leur barrer la route de la salle de bal, où devait se tenir le meeting. D'une poussée puissante, les partisans de Smith furent balayés sur le côté et les manifestants se jetèrent dans la salle de conférences comme une énorme vague à marée haute.

Fonçant à travers une barricade de chaises que les fascistes avaient jetées pour empêcher les manifestants de rentrer dans la salle, la foule hurlante de travailleurs antifascistes se fraya un chemin dans la salle de bal. Dans leur retraite désespérée, les fascistes laissaient dans leur sillage des chaises, des tables, des lampes et des miroirs cassés. Des douzaines de sympathisants de Smith s'enfuirent par les fenêtres. Ceux qui restaient couraient se réfugier dans un coin de la salle et s'y blottissaient.

Les travailleurs prennent le dessus

A l'appel du chef du piquet de grève, Walter Frank, tous les manifestants s'assirent. L'annonce de Frank selon laquelle il n'y aurait pas de meeting de Smith fut accueillie dans la joie. Il déclara que le propriétaire de l'hôtel avait refusé que le meeting de Smith ait lieu et qu'il avait mis les fascistes dehors, car la salle de conférences avait été louée sur de fausses références.

Un des sympathisants de Smith avait loué la salle au nom des Pionniers du Nord-Ouest.

Ensuite, il donna l'ordre aux manifestants de se rassembler et de marcher ensemble vers le palais de justice de Minneapolis, où une manifestation antifasciste allait se dérouler. Une arrière-garde de militants serait laissée à l'hôtel pour s'assurer que les instructions du responsable étaient appliquées.

G. L. K. Smith sortit de sa cachette après le départ des grévistes. Il essaya de tenir son meeting dans le hall de l'hôtel, mais il restait seulement une petite poignée de ses supporters. Dans une de ses habituelles attaques sur le mouvement ouvrier et les minorités, Smith déclara que la manifestation était le travail des *"terroristes juifs et des communistes"*.

Le meeting de la victoire

Suivant les ordres de leurs responsables, les travailleurs marchèrent jusqu'au tribunal en chantant et scandant *"A bas Smith !"*. Des centaines d'ouvriers, Blancs et Noirs, Juifs et goy, protestants et catholiques, ainsi que des vétérans et des étudiants, tous mélangés dans le hall. Ils acclamèrent les dirigeants de cette manifestation qui avaient loué la conduite de tous durant la manifestation et leur excellente défense contre les attaquants fascistes.

Toute la foule applaudit lorsque Frank conclut d'une manière poignante en disant que *"le CIO, l'AFL, les syndicats de cheminots et les syndicats indépendants devaient unir leurs forces dans une lutte commune contre la réaction en Amérique"*.

Prirent la parole : Milton Siegel, vice-président du district 2 du CIO United Packinghouse Workers, Henry A. Schultz, porte-parole de la section syndicale 102, Henry Piper, rédacteur en chef adjoint de *Labor Review,* organe officiel du Minneapolis Central Labor Union, et Jerrold Stoll, délégué du Comité des vétérans américains. La réunion se termina par la promesse de continuer le combat organisé contre le fascisme aux Etats-Unis. La foule s'est dispersée en chantant *Solidarité*.

La grande tradition vit

Cette exaltante bataille ouvrière antifasciste montre que la grande tradition de la solidarité et du militantisme ouvrier, créée à Minneapolis pendant les années 1930 par la fameuse section 544 des Teamsters de Minneapolis, est toujours vivante.

L'esprit de la lutte ouvrière, que l'administration Roosevelt et le président national des Teamsters AFL, Tobin, ont essayé d'écraser pendant la guerre avec l'emprisonnement des dirigeants trotskystes de la section 544, a survécu.

Ces responsables, comme Vincent R. Dunne, ont joué un rôle important dans le combat antifasciste de la nuit dernière.

Lors du procès de 1941 à Minneapolis, les bases des charges retenues contre lui et les 17 autres accusés étaient qu'ils préconisaient des milices syndicales pour défendre les meetings ouvriers des attaques fascistes.

Barbara Bruce
(*The Militant,* 31 août 1946)
Traduction : Marie Chalier

Togliatti : les enseignements du procès de Moscou

Les n[os] 31 et 32 des *Cahiers du mouvement ouvrier* ont publié le procès-verbal du bureau politique du Parti communiste italien du 30 octobre 1956 consacré à la position à prendre vis-à-vis de la révolution hongroise.

Cette position n'a rien de circonstanciel. Togliatti (qui a officié en Espagne pour le compte de la Guépéou sous le pseudonyme d'Ercoli) a, contrairement à des légendes complaisantes, été l'un des valets dociles de Staline. Alors qu'il est le premier signataire de *"l'appel aux fascistes italiens de la vieille garde et de la jeune garde"* à s'unir avec les communistes pour appliquer le programme fasciste de 1919, présenté comme un programme de paix, de progrès social et de liberté (1), c'est lui qui publie dans *L'Internationale communiste* d'octobre-novembre 1936 le grand article sur *"les enseignements du procès de Moscou"*.

Cet article, publié en pleine révolution espagnole, qui vise à indiquer à tous les Partis communistes du monde entier que la lutte pour l'anéantissement des trotskystes — c'est-à-dire, en fait, de tout courant indépendant du mouvement ouvrier — est la tâche prioritaire du jour, est composé de cinq parties :

"1. L'importance internationale du procès contre la bande terroriste trotskiste-zinoviéviste.
2. Les chefs réactionnaires de la social-démocratie se portent au secours des bandits trotskistes-zinoviévistes.
3. Le trotskisme est une agence du fascisme au sein de la classe ouvrière.
4. La collaboration de la police avec les bandits trotskistes.
5. La lutte contre le trotskisme contre-révolutionnaire est le devoir de tout travailleur honnête."

Nous republions ci-après la première et la cinquième partie. On remarquera que cette dernière partie invite les militants du Parti communiste à se comporter en véritables espions vis-à-vis de leurs camarades :

"Il importe de connaître, d'apprendre à connaître les hommes. Il faut qu'une partie de l'activité de chaque membre du parti soit consacrée à l'étude complète, exacte, détaillée de ceux avec qui il milite et avec qui il est lié. C'est seulement ainsi que le parti et toutes les organisations ouvrières seront effectivement défendus contre la pénétration de l'ennemi."

Cette invitation à la vigilance quasi policière se retourne aussi contre les militants des PC eux-mêmes.

---

(1) Cet appel a été publié dans le n° 4 des *Cahiers du mouvement ouvrier*.

"La lutte contre le trotskisme contre-révolutionnaire est le devoir de tout travailleur honnête"

LES enseignements qui découlent du procès de la bande terroriste trotskiste-zinoviéviste à Moscou sont nombreux, importants, profonds. Ils ne concernent pas seulement les Partis communistes auxquels les faits révélés au cours du procès commandent une vigilance plus grande, afin d'empêcher la pénétration des agents de l'ennemi dans les rangs du parti de la classe ouvrière, mais aussi toute la classe ouvrière, tout le mouvement ouvrier international.

L'importance internationale du procès contre la bande terroriste trotskiste-zinoviéviste

Notre camarade Dimitrov a mis en lumière l'importance internationale du procès contre la bande terroriste trotskiste-zinoviéviste en déclarant que *"le procès contre les terroristes, agents du fascisme, est partie intégrante de la lutte de la classe ouvrière internationale contre le fascisme"*.

La justesse de cette affirmation ressort des faits établis devant le tribunal public sur l'activité des terroristes trotskistes-zinoviévistes. La justesse de l'affirmation du camarade Dimitrov est confirmée par l'examen de l'activité que les sectes trotskistes développent en dehors de l'Union soviétique, et qui a pour but de désagréger les rangs des organisations ouvrières, dans l'intérêt de l'ennemi de classe, du fascisme.

En 1931, sur l'initiative de Trotski et sur la base de ses directives envoyées de l'étranger — et qui coïncidaient d'ailleurs avec les conclusions auxquelles étaient arrivés dans l'Union soviétique les chefs banqueroutiers de l'opposition zinoviéviste —, les misérables épaves des différents groupements contre-révolutionnaires, battus par le parti et par la classe ouvrière, écrasés par les victoires irrésistibles, définitives, remportées par la politique du Parti bolchevique, de son comité central léniniste dirigé par le camarade Staline, s'engagent dans la voie de la lutte violente contre l'Etat soviétique et le Parti communiste, entreprennent l'organisation des actes de terreur contre les chefs de l'Etat socialiste, du Parti communiste, de son comité central. C'est en 1932 que se constitue le centre terroriste trotskiste-zinoviéviste, qui passe à l'exécution pratique des directives de Trotski.

Dans le monde capitaliste, ce sont des années d'offensive fasciste contre la classe ouvrière et la démocratie, en Allemagne, en Espagne, en Autriche, en France. Ce sont des années où le danger de guerre devient de plus en plus aigu. Ce sont aussi des années où les forces de la classe ouvrière et du peuple commen-

cent à se rassembler, à s'unir pour faire face à l'offensive fasciste, où le combat entre les forces de la réaction et les forces de la démocratie et de la révolution, entre les partis de la guerre et les défenseurs de la paix devient de plus en plus acharné.

L'abominable assassinat de notre camarade Serge Mironovitch Kirov, l'ardent tribun révolutionnaire, suit de quelques semaines l'héroïque lutte armée du prolétariat espagnol pour barrer la route au fascisme.

Découverts, démasqués dans leur activité criminelle, les bandits trotskistes-zinoviévistes répondent de leurs crimes devant le tribunal suprême de la classe ouvrière à un moment où l'offensive du fascisme entre dans une nouvelle phase. En Espagne, les généraux fascistes, instruments des cliques réactionnaires féodales et capitalistes, des banquiers et des archevêques millionnaires, appuyés par le fascisme international, lèvent le drapeau de la révolte contre le gouvernement démocratique légal, librement élu par le peuple. En France, les forces du fascisme, contraintes à une retraite partielle par les succès du front unique et du Front populaire, se réorganisent, préparent dans leurs repaires ténébreux de nouvelles attaques contre le régime démocratique républicain. Au centre de l'Europe, le national-socialisme allemand développe avec insolence sa politique de provocation à la guerre. Encouragé par les capitulations des Etats démocratiques intéressés au maintien de la paix, il menace dans leurs libertés et dans leur indépendance nationale les peuples tchèque, autrichien, français, belge, polonais. L'unité, l'esprit de décision implacable dans la lutte contre le fascisme sont plus que jamais nécessaires, s'imposent impérieusement à l'heure actuelle.

C'est à un tel moment que les bandits trotskistes-zinoviévistes ourdissent leurs crimes sacrilèges contre la patrie socialiste, qu'ils osent lever leurs mains infâmes contre le Parti bolchevique, contre ses chefs aimés — contre Staline, contre Staline qui, de sa main sûre, a mené et mène les peuples de l'URSS dans la voie où sont surmontées les difficultés de l'édification socialiste, a tracé la voie de la lutte pour la victoire de la classe ouvrière du monde entier, le chef dont la présence à la tête du Parti bolchevique et de l'Internationale communiste dresse des millions d'hommes à la lutte. Dans l'intérêt de qui les bandits terroristes peuvent-ils agir, si ce n'est dans celui des ennemis de la classe ouvrière et des travailleurs, dans l'intérêt du fascisme ?

Nous savons quel rôle considérable la victoire définitive du socialisme joue dans l'œuvre du rassemblement des forces de la classe ouvrière, des forces de la démocratie et de la paix pour la lutte contre le fascisme.

"La victoire du socialisme dans l'Union soviétique, a constaté le camarade Dimitrov au VII[e] Congrès mondial de l'IC, *cet événement d'importance historique mondiale, déclenche dans tous les pays capitalistes un mouvement puissant vers le socialisme.*

Cette victoire consolide la paix entre les peuples, accroît le poids spécifique de l'Union soviétique et son rôle en tant que rempart puissant des travailleurs dans leur lutte contre le capital, contre la réaction et le fascisme. Elle consolide l'Union soviétique en tant que base de la révolution prolétarienne mondiale. Dans le monde entier, elle met en mouvement non seulement les ouvriers, qui se tournent de plus en plus vers le communisme, mais des millions de paysans et de petits producteurs des villes, une partie importante des intellectuels et des peuples asservis des colonies, elle les remplit d'enthousiasme pour la lutte, elle élève en eux la conscience de la liaison avec la grande patrie des travailleurs, elle affermit en eux la décision d'appuyer et de défendre l'Etat prolétarien contre tous ses ennemis.

Cette victoire du socialisme augmente la confiance du prolétariat international dans ses propres forces, dans la possibilité réelle de sa propre victoire..." (1).

(1) G. Dimitrov : *"Pour vaincre le fascisme"*, pp. 203-204, Editions sociales internationales, Paris, 1936.

Le triomphe du socialisme dans l'Union soviétique remplit de peur et de haine la bourgeoisie réactionnaire. Ce triomphe de la ligne politique du Parti communiste de l'URSS inspire une rage impuissante aux banqueroutiers zinoviévistes et trotskistes. Le coup terroriste que ces bandits cherchent à porter au pays du socialisme fait partie intégrante de l'offensive que le fascisme mène contre l'Union soviétique. Mais au travers de l'Union soviétique, ce sont toutes les forces du progrès, de la démocratie et de la paix qui sont visées.

C'est précisément parce que l'Union soviétique est le pays de la démocratie la plus logique, le pays de l'unité de la classe ouvrière, où les privilèges de classe ont été détruits, parce que c'est le rempart inébranlable de la paix, parce que son exemple incite les travailleurs du monde entier à serrer leurs rangs dans la défense de leur liberté et de leur pain, c'est pour toutes ces raisons, disons-nous, que les partis extrêmes de la réaction et de la guerre concentrent contre l'Union soviétique les attaques forcenées de leur presse et de leurs bureaux de propagande, s'efforcent de détruire son autorité sans cesse grandissante, mettent en jeu les moyens. les plus ignobles, les plus louches. Les bandits terroristes, démasqués grâce à la vigilance des organes de sécurité de l'Etat prolétarien et anéantis par la justice prolétarienne, ne furent autre chose que les instruments de l'offensive désespérée des fascistes contre l'URSS.

L'Union soviétique doit être à tout prix discréditée, isolée, battue, supprimée, afin que le fascisme puisse triompher dans le monde entier. Tel est le programme des fascistes. Or quel était le programme des bandits terroristes trotskistes-zinoviévistes ?

Aucun programme politique déterminé ne servit de base pour la constitution du centre terroriste trotskiste-zinoviéviste. Il n'y avait et il ne pouvait y avoir de programme politique ouvert chez des gens dont le principe essentiel d'activité était l'hypocrisie et le mensonge, mais leur centre avait une méthode de lutte, une perspective, qui, en fait, étaient le programme. La méthode de lutte était la plus lâche et la plus abominable : les actes de terreur contre les dirigeants du Parti communiste et de l'Etat. La perspective était celle de la défaite de l'Union soviétique dans une guerre déclenchée contre elle par les agresseurs fascistes. Si nous unissons cette méthode de lutte et cette perspective, nous aboutirons au programme de la restauration du capitalisme.

Ce programme de restauration du capitalisme est la conséquence logique de toutes les positions et plates-formes qui ont été défendues par les trotskistes et les zinoviévistes aux différentes étapes de leur honteuse évolution — d'une opposition à l'intérieur du parti et contre le parti jusqu'à la dernière étape, à l'avant-garde de la contre-révolution et du fascisme. C'est à ce programme que devaient aboutir les hommes qui ont nié la possibilité de construire la société socialiste en Union soviétique. Les hommes qui ont misé, dans leur lutte contre le parti, sur la faillite de la politique léniniste du parti, sur la faillite des plans de l'édification socialiste ; les hommes qui ont organisé contre le pouvoir des Soviets des manifestations de rue, des imprimeries clandestines, qui menaient un travail de sape, visant à désorganiser l'appareil d'Etat et, en particulier, l'économie socialiste ; les hommes qui ont fait appel pour la lutte contre le pouvoir du prolétariat aux résidus des classes capitalistes battues et détruites par la classe ouvrière.

Quel est l'ouvrier, quel est le travailleur honnête, quel est l'ami sincère de la liberté et de la paix qui ne comprenne pas ce qu'eût signifié pour lui-même, ce qu'eût signifié pour toute l'humanité la réalisation des plans criminels de Trotski et des autres bandits qui agissaient selon ses directives ? La restauration du capitalisme en Russie ! Ce serait la réalisation du rêve ténébreux et abominable de la réaction mondiale, de Hitler et des jésuites, des bourreaux fascistes assoiffés de sang, des capitalistes et des banquiers prêts à jeter le monde dans l'abîme d'un nouveau carnage, pour tenter de sauver leurs privilèges.

Ceux qui ont démasqué et anéanti les bandits terroristes ont mérité de l'humanité entière.

Le procès et les condamnations de Moscou ont assené un coup au fascisme, aux instigateurs de guerre, aux ennemis de la liberté et de la paix des peuples à l'instant même où ce coup était le plus nécessaire. Le procès de Moscou a été un acte de défense de la démocratie, de la paix, du socialisme, de la révolution.

C'est en cela que réside son importance internationale.

La lutte contre le trotskisme contre-révolutionnaire est le devoir de tout travailleur honnête

Il faut définitivement libérer le mouvement ouvrier international de la fange trotskiste. Il faut en finir avec la tendance à considérer la secte contre-révolutionnaire trotskiste et ses adhérents comme une fraction du mouvement ouvrier. Il faut mettre fin à la tolérance envers ces ignobles agents de l'ennemi. Il faut en terminer avec l'opinion suivant laquelle la lutte contre le trotskisme est une tâche qui concerne exclusivement les communistes. La tâche de la lutte contre le trotskisme doit être posée d'une manière nouvelle. Tout le mouvement ouvrier, toutes les organisations de la classe ouvrière doivent être nettoyées, radicalement et pour toujours, des bandits qui s'insinuent dans leurs rangs pour y glisser les directives et les mots d'ordre du fascisme, pour accomplir le mandat de l'ennemi de classe. La classe ouvrière ne pourra pas battre ses ennemis si elle tolère dans son sein les agents que ces ennemis y envoient.

Les masses les plus considérables de travailleurs, le peuple entier doivent être soulevés pour la lutte contre les misérables qui ont tué Kirov, qui ont préparé le meurtre de Staline et s'efforcent de diviser, désagréger, détruire les forces du prolétariat. Tout le peuple de l'Union soviétique s'est dressé en bloc contre les lâches terroristes et a exigé leur anéantissement. Dans les pays capitalistes, l'avant-garde du prolétariat a pour tâche de dénoncer les trotskistes devant tous les travailleurs, qui devront eux-mêmes participer activement à cette dénonciation. Il faut prouver d'une façon convaincante, en se servant de leurs propres paroles et actes, que les trotskistes sont les agents du fascisme, et les chasser inexorablement des milieux ouvriers.

C'est là le principal enseignement du procès de Moscou.

Les ouvriers socialistes, en particulier en France, ont déjà leur expérience propre en ce qui concerne les trotskistes. Les contre-révolutionnaires trotskistes ont essayé, avant tout, de faire leur nid dans nos rangs. Nous les en avons chassés, Nous continuerons à faire appel à la vigilance, afin d'empêcher la pénétration des trotskistes dans nos rangs. Chassés du Parti communiste, ils ont trouvé un abri au sein des organisations social-démocrates. Les ouvriers socialistes, cependant, se sont rapidement rendu compte du travail de désagrégation des trotskistes dans leurs propres rangs. Les trotskistes ont jeté la confusion dans la Fédération socialiste de la Seine, qui a joué, jusqu'au moment où elle est devenue le champ de leurs intrigues, le rôle historique de l'aile gauche du Parti socialiste. L'organisation des Jeunesses socialistes a également été arrêtée dans son développement depuis que les trotskistes y sont entrés, elle a dû suivre l'exemple que nous avons donné et les chasser. En Belgique, les trotskistes ont joué le même rôle de désorganisateurs du mouvement socialiste. Leur rôle criminel en Espagne est universellement connu.

Nous ne pouvons pas être indifférents devant le fait que les ennemis du prolétariat, exclus de nos rangs, s'abritent dans les organisations socialistes. Ensemble avec les organisations socialistes, nous voulons créer une force unique, capable de lutter victorieusement contre le fascisme, pour la paix. Nous dénonçons les ennemis de la lutte

unique aux ouvriers socialistes et leur demandons de se libérer de ces traîtres. Défendre les organisations socialistes, les syndicats, toutes les organisations de travailleurs sans exception de l'infiltration trotskiste est une partie de notre lutte contre le fascisme.

Aux travailleurs socialistes, auxquels leurs chefs affirment que les accusés du procès trotskiste-terroriste étaient prétendument des anciens révolutionnaires, incapables de commettre les crimes monstrueux qu'on leur reproche, nous prouverons, sur la base de riches matériaux historiques, que c'est faux. L'histoire du bolchevisme n'est pas encore partout connue à tel point que chaque travailleur des pays capitalistes soit en mesure de comprendre d'emblée tout le mensonge de cet argument, mais chacun d'eux connaît, sur la base de l'expérience de son pays, des exemples éclatants de trahison et de dégénérescence d'hommes qui ont joué auparavant un rôle important dans le mouvement ouvrier. Millerand, Mussolini, Pilsudski, Mac Donald et Doriot sont des exemples classiques d'une telle trahison. Il est de notoriété publique que les traîtres sont formés de ceux qui, dans les rangs du mouvement ouvrier, ont manifesté des points faibles et des vices, qui, en se développant, conduisent ces hommes au service de l'ennemi et en font les bourreaux de leurs anciens camarades de combat.

Les Partis communistes ont le devoir de faire connaître l'histoire du Parti bolchevique aux plus vastes masses populaires. C'est le moyen le plus efficace pour briser et détruire les mensonges des chefs réactionnaires de la social-démocratie. C'est le moyen le plus efficace pour empêcher le virus trotskiste de pénétrer dans la jeunesse ouvrière, inexpérimentée, pour l'empêcher de contaminer les ouvriers socialistes sincèrement révolutionnaires.

Le procès de Moscou des bandits terroristes trotskistes-zinoviévistes pose devant toutes les organisations de la classe ouvrière la tâche d'accentuer la vigilance de classe. Ce procès a démontré que l'ennemi recourt à tous les moyens pour se masquer, afin de pouvoir mener dans nos rangs son œuvre de désorganisation et préparer les crimes les plus lâches. Pour démasquer l'ennemi, le punir et l'empêcher de se livrer a son action dangereuse, la seule orientation politique juste ne suffit pas. Il faut que chaque membre des organisations ouvrières exerce avec initiative, à chaque occasion et à chaque moment de son activité, la vigilance la plus stricte à l'égard de chacun. Cette vigilance est particulièrement nécessaire à l'heure actuelle où de nombreux Partis communistes croissent rapidement et où des tâches de plus en plus grandes se posent devant nous. La bourgeoisie et le fascisme s'efforcent par les moyens les plus divers d'envoyer leurs agents dans nos rangs, ils cherchent à utiliser pour cette œuvre de contrebande les conditions mêmes de notre développement, de nos succès politiques et d'organisation. Ce serait l'erreur la plus grave de penser que nous pourrons éviter ce danger en restant de petites sectes, en fermant l'accès de nos organisations aux travailleurs qui veulent rejoindre nos rangs. Au contraire, le caractère de masse toujours plus large de nos organisations peut nous permettre de démasquer plus facilement les agents de l'ennemi, à condition que la vigilance révolutionnaire de classe devienne le devoir de tout membre de base du parti et que soit formée dans cet esprit toute la masse du parti.

Il importe de connaître, d'apprendre à connaître les hommes. Il faut qu'une partie de l'activité de chaque membre du parti soit consacrée à l'étude complète, exacte, détaillée de ceux avec qui il milite et avec qui il est lié. C'est seulement ainsi que le parti et toutes les organisations ouvrières seront effectivement défendus contre la pénétration de l'ennemi.

Le procès de Moscou a été une pierre de touche. Il a été la pierre de touche de notre vigilance de classe, de notre capacité de discerner les agents de l'ennemi et de leur arracher leur masque. Il a été la pierre de touche de la solidité de nos liaisons avec les masses ouvrières socialistes, il nous a permis de vérifier quels sont les pays où ces liaisons sont encore trop faibles et où notre lutte pour le front unique et le Front populaire doit devenir

plus étendue, plus systématique, plus profonde. Il nous a montré que les chefs réactionnaires de la social-démocratie, en raison de leur haine contre le pays de la dictature du prolétariat et du socialisme victorieux, veulent tenter de briser l'unité de la classe ouvrière et des masses populaires dans leur lutte contre le fascisme et pour la paix. Il nous a montré que notre lutte contre le trotskisme contre-révolutionnaire n'est pas encore suffisante, qu'elle doit être élargie, améliorée, portée à un niveau beaucoup plus élevé, transformée en une lutte de tout ce qu'il y a de sain et d'honnête dans la classe ouvrière contre la pénétration du fascisme, de son idéologie, de ses agents dans les rangs du prolétariat.

Le procès de Moscou ne sera pas, contrairement à ce que les fascistes et les chefs réactionnaires social-démocrates avaient espéré en vain, l'occasion d'un affaiblissement des liaisons entre les ouvriers communistes et socialistes. Il nous permettra de renforcer ces liaisons, d'arracher le masque aux agents déclarés du fascisme et de marcher en avant dans la réalisation de la tâche historique qui nous est assignée : la réalisation de l'unité de la classe ouvrière et du Front populaire dans la lutte contre le fascisme et pour la paix.

L'Opposition de gauche en Turkménie et en Biélorussie

№5. "Что дает платформа оппозиции для Туркмении (Предложения к предстоящей партконференции)"

(тезисы М.Тумаилова к сентябрьскому (1927 г.) Пленуму ЦК т ЦКК КП Туркмении)*

Некоторые товарищи с ужасом спрашивают пишущего эти строки. Каким образом я мог подписать документ 83-х**, который по своему содержанию якобы является "антиленинским документом". Является ли этот документ таковым и есть ли смысл подписывать его для национал-коммунистов? Что дает платформа оппозиции, вытекающая из этого документа для национальных парторганизаций, в частности для нашей Туркмении? Мы постараемся дать свой ответ, поскольку вопрос об оппозиции будет стоять в порядке обсуждения предстоящих партийных конференций.

Оппозиция, возглавляемая т.т. Троцким, Зиновьевым, Каменевым, Раковским, Пятаковым и др., ближайшими учениками Ленина, в своей борьбе против нынешнего большинства ЦК всегда указывала, что в современных условиях партия может расти и продолжать дело Ленина только на основе внутрипартийной демократии, и она необходима нам как воздух для человека. Если они так ставили и ставят вопрос для ВКП(б), партии, выросшей в борьбе с самодержавием, меньшевизмом, эсеровщиной, партии, члены которой имеют громадный политический багаж, накопленный в условиях царского подполья, то еще более, внутрипартийная демократия необходима нам, где коммунистическая партия родилась в период гражданской войны, а другие партии среди туркмен и из туркмен не были. Почему это было так? Туркмены, как известно, еще находятся в родовых и племенных делениях и эта надстройка сохраняется, и будет долго сохраняться, так как хозяйственный уклад еще далеко не изменился и требует в этой области приложения больших усилий компартии и совласти. Сказанное означает, что туркмены находятся в периоде формирования в единую нацию и эта задача, т.е., задача превращения их в нацию выпала на долю коммунистической партии, что в России было сделано давным-давно торговым капиталом. Разумеется, такое отставание объясняется колониальной политикой, не давшей развить

* Печатается в сокращении. - Сост.

** Программный документ Левой оппозиции, возглавляемой Л.Д. Троцким и Г.Е. Зиновьевым, направленный в ЦК ВКП(б) летом 1927 года.

"Qu'apporte la plate-forme de l'opposition à la Turkménie ?" (proposition pour la prochaine conférence du parti)

Thèses de M. Toumailov pour le plénum du comité central du PC de Turkménie (septembre 1927)

CERTAINS camarades, terrorisés, me demandent comment j'ai pu signer la lettre des 83, qui serait, par son contenu, *"un document antiléniniste"*. En est-il ainsi, et quel sens cela a-t-il pour un communiste national (1) de le signer ? Qu'apporte la plate-forme de l'opposition qui découle de ce texte aux organisations nationales du parti et, en particulier, pour notre Turkménie ? Nous allons essayer d'apporter une réponse, dans la mesure où la question de l'opposition sera à l'ordre du jour de la prochaine conférence du parti.

L'opposition, dirigée par Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Rakovski, Piatakov et autres disciples les plus proches de Lénine, a toujours montré que, dans les conditions actuelles, le parti ne pouvait développer et poursuivre l'œuvre de Lénine que sur la base de la démocratie à l'intérieur du parti, démocratie qui est lui indispensable comme l'air l'est à l'homme. S'ils ont posé ainsi la question pour le Parti communiste soviétique, parti qui a grandi dans la lutte contre l'autocratie, le menchevisme, les S-R, parti dont les membres ont un immense bagage politique, accumulé dans la clandestinité tsariste, à plus forte raison cette démocratie interne nous est nécessaire à nous, dont le Parti communiste est né pendant la guerre civile, alors qu'il n'y avait pas d'autre parti chez les Turkmènes. Pourquoi en était-il ainsi ? Les Turkmènes, on le sait, sont encore divisés en clans et tribus, et cette superstructure demeure et durera encore longtemps, car notre mode de vie est encore loin d'avoir changé et exige beaucoup d'efforts du parti comme du pouvoir soviétique. Tout cela signifie que les Turkmènes en sont au stade de la formation d'une nation et que cette tâche, la tâche de se transformer en nation, est échue au Parti communiste, alors qu'en Russie elle avait été réalisée depuis bien longtemps par le capital marchand. Bien sûr, ce retard s'explique par la politique coloniale, qui ne permettait pas d'y développer ce capital marchand. Inutile de dire que toute pensée

(1) Tout au long du texte, l'adjectif "national" est utilisé avec la signification "d'une autre république que celle de Russie".

critique était étouffée à la racine par le chauvinisme de grande puissance et le clergé local.

La révolution d'Octobre a donné une puissante impulsion au développement de la pensée critique envers le monde environnant, les Turkmènes, d'une *"classe en soi"*, selon l'expression de Marx, sont devenus une *"classe pour soi"*, c'est-à-dire qu'avec l'aide du prolétariat de Russie, ils ont commencé à comprendre leurs intérêts de classe et se sont convaincus que la cause de la libération nationale ne peut être menée à bien que sous la direction du prolétariat. C'est une tâche extrêmement importante de la révolution, et chaque travailleur national est prêt à y sacrifier sa vie.

Nous avons dit tout cela pour expliquer au lecteur pourquoi précisément l'opposition, qui exige une véritable démocratie à l'intérieur du parti, suit la voie de Lénine et assure la bolchevisation des jeunes organisations nationales du parti.

Y a-t-il actuellement un danger que nous suivions une autre voie ? Oui, ce danger existe, c'est ce que montre le régime actuel à l'intérieur du parti, qui, comme l'a dit justement le camarade Trotsky, est dangereux pour l'ensemble du parti, et encore plus pour les jeunes organisations nationales en formation.

Mon travail me fait rencontrer quotidiennement de jeunes camarades, qui regrettent que j'aie mis ma signature au bas d'un *"document antiparti"* et déclarent que *« nous n'avons pas à nous mêler des débats internes au Parti communiste soviétique, sinon on va nous classer comme opposants et on en tirera des "conclusions organisationnelles"* (2), *car que pesons-nous à côté des camarades Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Piatakov, qui ont de tels mérites historiques, ont dirigé la révolution d'Octobre, ont été les élèves directs de Lénine, et eux-mêmes sont déchus de leurs fonctions ; si on prend leur parti, on connaîtra le même sort, la cause de la construction de la Turkménie en sera ralentie et les postes que nous occupons, non pour faire carrière, mais pour réaliser les tâches socialistes, seront occupés par des éléments qui ne prendront pas du tout la voie bolchevique »*.

Ils en tirent la conclusion : dans les conditions actuelles, on ne peut discuter que sur les questions de la Turkménie, mais, pour tout le reste, il ne faut pas éveiller la suspicion, il faut voter *"à l'unanimité"*. C'est l'état d'esprit qui règne parmi les responsables du parti. Extérieurement, cette position semble juste, compte tenu du régime que connaît le parti. Mais peut-on faire avancer la construction socialiste en votant "unanimement" dans le sens du vent, sans se prononcer sur les propositions des parties en présence ? Il faut se prononcer et parler ouvertement, malgré la menace des "mesures organisationnelles". C'est là précisément le sel du bolchevisme, sinon c'est le pourrissement d'un parti capable de critique, c'est-à-dire bolchevique.

Ce que l'opposition réclame pour les organisations nationales du parti : démocratie et réduction de l'appareil bureaucratique

Avant tout, la démocratie à l'intérieur du parti, qui, comme je l'ai dit plus haut, assure une éducation léniniste, permet à chaque membre de mûrir et de grandir dans la lutte d'idées (...).

Que disait la résolution sur la question nationale adoptée à la IV[e] Conférence, que disait Lénine ? La résolution reconnaissait à l'unanimité que les communistes du centre ne devaient pas jouer, dans les républiques et les régions sous-développées, le rôle *"de pédagogues et de nounous, mais de collaborateurs"* (Lénine)... Mais cette résolution n'a pas été publiée dans l'*Iskra de Turménie*. Maintenant, nous savons que chez nous (et je pense qu'il en est de même dans les autres républiques périphériques), on a pris la direction opposée ; comme le dit la plate-forme de l'opposition, *"les sommets de l'appareil, nom-*

(2) C'est-à-dire des sanctions plus ou moins lourdes.

més par le secrétariat du comité central, prennent en fait toutes les décisions dans le parti et les soviets, écartant les responsables nationaux comme des communistes de second rang qui ne sont associés que pour la forme".

(Toumanov donne alors toute une série d'exemples de cette situation.)

Le Soviet des nationalités est une fiction. On a beau chercher, on ne trouve pas trace de son activité. Les ouvriers et les paysans des républiques nationales ne le connaissent pas davantage ; c'est pourquoi l'opposition a mille fois raison d'exiger dans sa plate-forme sur la question nationale que *"le Soviet des nationalités se mette au travail"*. Il faut que cet organe transmette et défende les intérêts économiques et culturels des républiques de l'Union et des régions autonomes.

L'opposition propose concrètement *"de réduire les intermédiaires bureaucratiques"* entre le centre et la périphérie.

Qu'est-ce que cela signifie pour l'Asie centrale ?

Bien que le Turkménistan et l'Ouzbékistan soient des républiques de l'Union, il existe pour coordonner les questions d'Asie centrale un organe non constitutionnel, l'ECOSO (conseil économique), qui est un intermédiaire bureaucratique entre le centre et la périphérie... Mais il ne répond à aucune nécessité, puisque ces questions sont déjà du ressort de la section d'Asie centrale du Gosplan... L'expérience du précédent quinquennat a montré (...) que la proposition de l'opposition est tout à fait actuelle et répond aux intérêts fondamentaux des républiques nationales. Plus vite elle se réalisera, mieux nous respirerons sans centralisme bureaucratique superflu.

La question ouvrière

Il a fallu la révolution d'Octobre pour qu'un prolétariat turkmène puisse se former. Si, avant la guerre, il existait quelques dizaines d'ouvriers turkmènes, maintenant, il y en a plus de 1 000, et à la fin du plan quinquennal il y en aura au moins 7 000 à 8 000 dans l'industrie et les transports.

Bien sûr, c'est très peu. Dans la mesure où il s'agit de créer une base sociale en Turkménie, il est indispensable de renforcer notre travail pour que cette base sociale en formation ne soit pas seulement formellement intégrée à la production, mais qu'en même temps elle se libère de *"l'idiotisme villageois"* (Marx). Ce ne sera possible que si nous posons le problème de construire pour ces nouveaux ouvriers turkmènes des logements ouvriers dans les villes, où ils surmonteraient, pour prendre le terme local, "l'idiotisme d'aoul" (3). C'est pourquoi l'opposition exige qu'on prenne tous ces aspects en considération et qu'on élabore le cinquième plan quinquennal *"en prenant en compte tous les intérêts fondamentaux des républiques et régions nationales"*.

Ensuite, l'opposition exige *"l'attention due à l'aspect national dans le travail syndical, le souci de former les cadres locaux du prolétariat"*. Pour nous, ces exigences sont une question de vie ou de mort. Si les secrétaires désignés ne jouent pas le rôle "de collaborateurs" dans les organes du parti, leurs méthodes, bien sûr, seront reprises dans le milieu des travailleurs européens qui considèrent que *"les Turkmènes ne sont pas capables de travailler, il est inutile de leur donner une qualification, qu'ils continuent à vivre dans leur tente comme avant"*. Voilà la déviation colonisatrice contre laquelle il faut lutter...

Une autre question sérieuse pour l'ouvrier, c'est le salaire. Cette question aussi, l'opposition la pose avec sérieux et détermination. Les statistiques le montrent depuis longtemps, la productivité du travail est plus élevée qu'avant-guerre, mais les salaires, eux, n'atteignent pas le niveau d'avant-guerre. Dans les conditions du Turkménistan, les ouvriers travaillent l'été par 45° et touchent en moyenne 61 roubles. Ce salaire est misérable pour les travailleurs européens, qui constituent la partie plus ou moins cultivée de notre pays, mais c'est encore pire pour les ouvriers turkmènes. Ceux-ci doivent se qualifier, s'habituer aux conditions de la production et de la vie en ville, tout cela rend leur apprentissage plus difficile. De plus, les

(3) Aoul : village turkmène

Turkmènes ne vont pas volontiers à la production, il est indispensable qu'ils soient encouragés si nous voulons vraiment créer les bases de la transformation d'une Turkménie nomade en Turkménie socialiste.

C'est pourquoi nous devons l'édifier *"en prenant en compte tous les intérêts fondamentaux des républiques et régions nationales"*, en tenant compte de toutes ces difficultés. C'est à tort que le camarade Mandelstam, directeur de l'agitprop du comité central, écrit dans la *Pravda* des articles peu convaincants sur le fait que l'augmentation des salaires corrompt la classe ouvrière et crée une aristocratie ouvrière du type de celles des trade-unions anglais. Sans augmenter les salaires des ouvriers et améliorer leur situation matérielle, il n'y a pas de base pour la dictature du prolétariat, pour une marche conséquente vers le socialisme et l'industrialisation du pays ; nous comprenons très bien tout cela, même si nous avons grandi et vivons dans la Turkménie des nomades...

Conclusion

Notre article répond aux principales questions posées devant le parti par l'opposition, à la veille de son congrès. Il en ressort que mettre sa signature au bas du document des 83 (signé actuellement par plus de 2 000 communistes) n'est pas un acte antibolchevique, qu'il ne causera aucun tort, sinon quelque excursion en Turkménie ou au-delà (4) de ses signataires. Selon les traditions du parti, avant un congrès ou une conférence, chaque membre a le droit d'exposer ses positions ; sur la base de l'expérience de deux ans de travail à la commission centrale de contrôle, nous en sommes venus à la conclusion que la voie préconisée par l'opposition est la seule juste pour les organisations nationales du parti, la seule qui assure l'éducation léniniste des jeunes cadres.

Ce n'est que sous le drapeau et avec le plein soutien de l'opposition que la Turkménie peut surmonter les phénomènes malsains suivants :

1) La lutte permanente entre les secrétaires de premier et de second rangs ; seule l'opposition pose la question de la confiance que les organisations du parti doivent accorder aux représentants des communistes nationaux locaux ; ils peuvent "bolcheviser" tout aussi bien que *"les sommets nommés par le secrétariat du comité central"*, qui ne sont pas des collaborateurs, mais des "commissaires politiques" qui *"prennent en fait toutes les décisions dans le parti et les soviets, écartant les responsables nationaux comme des communistes de second rang"*. C'est ainsi que l'opposition pose la question, et c'est là sa force.

2) Une aide réelle aux pauvres, leur exemption d'impôts, notamment sur l'eau, ce qui permettrait le développement des forces productives dans les aouls, le développement des exploitations les plus modestes. Seule l'opposition en est capable.

3) La constitution d'un organe de travail sous la forme d'un Conseil de la politique nationale dans les organes de l'Union. La liquidation des organes bureaucratiques intermédiaires, comme l'ECOSO d'Asie centrale. Seule l'opposition en est capable.

4) L'amélioration de la situation matérielle des ouvriers, un véritable souci de former le prolétariat à partir de la population nationale, l'augmentation de leurs salaires — voilà les mesures qui sont proposées à l'attention du parti, et leur examen raisonné permettra le renforcement de notre construction socialiste.

M. Toumailov, 20 juillet 1927

RGASPI, fonds 325, op. 2, un. 98, f. 17-27. *Cahiers du mouvement ouvrier*, édition russe, Moscou, 2006, pp. 280 à 285.

(4) Il s'agit, bien entendu, du déplacement des cadres, moyen favori de lutte contre l'opposition du secrétariat de Staline.

Extrait du rapport du représentant plénipotentiaire de la Guépéou pour le district militaire de Biélorussie

LES étudiants de Biélorussie ont leur point de vue sur la question de l'opposition. Ainsi, un étudiant, après le rapport du camarade Karkline, a transmis la déclaration suivante :

"Vous notez que l'opposition sous-estime le rôle de la paysannerie dans notre révolution. Je pense que cette opposition est tout à fait légitime et fondée, premièrement parce que la paysannerie dans son ensemble retarde sur le cours de notre révolution, qu'elle est mue davantage par ses intérêts personnels, de propriété, n'a pas pour but d'aider la classe ouvrière dans sa lutte, mais, au contraire, reste sous l'influence de certaines positions paysannes liées à la guerre et à la révolution, et s'oppose par tous les moyens dont elle dispose (par des interventions hostiles dans les réunions, en se refusant à payer l'impôt, etc.).

C'est pourquoi l'opposition a raison dans la question paysanne. Sur le plan international également. La Russie seule, comme tout autre pays, ne peut construire le socialisme à l'intérieur de ses frontières, ne serait-ce que parce que le socialisme n'est pas une idée qu'on a dans la tête, mais un régime économique qui a absolument besoin de la collaboration de la classe ouvrière du monde entier, où elle connaît des conditions économiques et sociales diverses. L'opposition a raison sur tous les points."

Un autre étudiant inconnu écrit dans une note sur cette même question :

« Vous avez dit que vous aviez lu dans une revue que les mencheviks disent du bien de l'opposition. N'avez-vous pas lu que les mencheviks, Oustrialov, si je ne me trompe, dit le plus grand bien du "stalinisme" ? Ils disent que c'est un mouvement plus proche du menchevisme. Vous avez affirmé que dire que le capitalisme nous prend à la gorge, c'était du sabotage. Il me semble que ce n'est pas juste. L'opposition, quand elle dit cela, ne dit pas que nous ne pouvons pas construire le socialisme et ne sabote pas notre travail, mais elle montre ouvertement les dangers qui menacent l'URSS, pour pouvoir prendre les mesures nécessaires contre ces dangers et assurer ainsi la construction d'un authentique socialisme. »

Extrait du rapport sur la situation en novembre 1928

Lors de la discussion interne, les jeunes scolarisés et, en particulier, les étudiants du BGOu (Université d'Etat de Biélorussie) ont été singulièrement actifs. La partie antisoviétique a ouvertement soutenu la ligne de Trotsky, l'appelant *"la voix des étudiants sans-parti"* et suggérant que la politique du comité central était une politique de dictature brutale, qui ne tolère pas la moindre démocratie, et c'est pourquoi *"il faut soutenir Trotsky, avec lui on respirera mieux"*.

En même temps, certains faits montrent que la jeunesse biélorusse considère que la situation à l'intérieur du parti est un facteur qui favorise *"l'obtention d'un élargissement des droits nationaux"* (c'est-à-dire nationaux et démocratiques).

RGASPI, fonds 81, op. 3, un. 127, f. 189-190. *Cahiers du mouvement ouvrier*, édition russe, Moscou, 2006, p. 273.

La bureaucratie et l'internationalisme

L'une des premières conséquences du "socialisme dans un seul pays" est l'abandon progressif de l'internationalisme. La façon dont l'appareil traite les tribus afghanes qui se réfugient en URSS pour fuir la répression déchaînée par la monarchie afghane en est un exemple.

Adresse au gouvernement de l'URSS des anciens des tribus khazares ayant fui l'Afghanistan pour se réfugier en URSS

A Moscou. Cette adresse est transmise au nom des anciens de la tribu des Khezarines (1). Il y a cinq ans, au nombre de 300 familles, nous nous sommes réfugiés en territoire soviétique, demandant l'asile au gouvernement soviétique, qui soutenait le malheureux peuple khezarine. Et déjà auparavant, des Khezarines avaient émigré en territoire soviétique. Le gouvernement afghan, voyant l'attirance des Khezarines pour la Russie, avait, il y a huit ans, décidé de couper court à ces liens et déplacé les Djemchides à Kottagone, Badakhchan et Kaboul pour qu'aucune aide du gouvernement soviétique ne puisse leur parvenir. Les Afghans affirment que les gouvernements afghan et russe ont de bonnes relations. Mais ce n'est pas vrai du tout. Ils jouent avec le gouvernement soviétique, car nous, Khezarines, Firiouzkoukhs, Djemchides et d'autres aspirons à la liberté. Quand quelques individus ont tenté de demander l'asile au gouvernement soviétique pour fuir le joug et les persécutions, vos fonctionnaires les ont livrés aux Afghans et ceux-ci les ont mis à mort. Cette oppression, cet ordre sont-ils légitimes quand un Etat livre à un autre un homme ou cinq et qu'ils sont mis à mort ? Un Etat a-t-il le droit de livrer des hommes à un autre Etat ? Les gens fuient vers la liberté et on les livre. Une telle disposition est la pire de toutes. Voici maintenant qu'un homme de la tribu des Khezarines et qui les représente, Chir Ali Khan, est arrivé en territoire soviétique pour y trouver un refuge. Tous les Khezarines aspirent à la liberté. Si vous ne les aidez pas, y a-t-il donc une loi pour qu'un camarade n'apporte pas son aide à un camarade ?

Nous remettons cette déclaration au gouvernement soviétique au nom de notre peuple. S'ils le faisaient ouvertement, les Afghans les tueraient. Tel est leur ordre. Notre prière au gouvernement soviétique est de libérer ces malheureux opprimés. Si vous donnez l'autorisation, les Djemchides, les Khezarines, les Firiouzkoukhs et les autres fuiront, il faut seulement ne pas aider les Afghans. Nous attendons une réponse.

Signatures : Makhmud Azim Bek, Arbat Iar-Mamed, Amin Bek, Chaker Khan, Arbat Khaidar, Nour Mmed Khan, Hussein Khan, Arbat Iassin, Arbat Tarik.

1926.

RGASPI, fonds 62, op. 2, 875, f. 4. *Cahiers du mouvement ouvrier*, édition russe, Moscou, 2006, p. 271.

(1) Khezarines (aujourd'hui Khazarines), Djemchides, Firiouzkoukhs sont des groupes de tribus d'origines mongole et turco-iranienne, qui vivent au nord-ouest de l'Afghanistan. Elles parlent différents dialectes tadjiks (*Encyclopédie historique soviétique*, tome 1, p. 289, Moscou, 1961).

Rapport du ministre adjoint des Affaires étrangères, L. M. Karakhan, au secrétariat du comité central du Parti communiste soviétique. Copie à la Guépéou, au camarade Menjinski V. R.

Secret.

LA note du camarade Zelinski concerne le problème général de notre ligne par rapport à l'immigration venue des pays voisins d'Asie centrale, et concrètement de l'installation des immigrants déjà arrivés sur le territoire du Turkménistan.

Sur cette question, le ministère considère que la croissance de l'immigration venue des pays limitrophes est objectivement inévitable, en raison du renforcement économique et politique des républiques d'Asie centrale. Le ministère considère que cette immigration n'est pas souhaitable, ni politiquement, car porteuse d'inévitables complications avec les pays limitrophes, ni matériellement, compte tenu de l'absence de moyens pour accueillir et installer les immigrants ; il a plus d'une fois posé la question des mesures à prendre pour, sinon stopper, à tout le moins limiter ce processus…

Le ministère entreprend également des mesures d'ordre diplomatique. Nous avons fait une représentation au gouvernement afghan, où nous attirons son attention sur la situation qui s'est créée dans la région de Kuchko-Sakhar, où ne cessent d'affluer des tribus afghanes de la région frontalière. Nous avons montré au gouvernement que nous ne pouvions pas repousser les réfugiés, considérant comme impossible de faire usage des armes contre une population pacifique, mais visiblement le gouvernement afghan est impuissant à se faire entendre de son administration locale, dont la politique contraint la population afghane à émigrer. Nous lui avons également indiqué que nous ne voulions pas que cette émigration afghane, inévitable si le gouvernement continue à se croiser les bras face à la politique insensée de son administration frontalière, serve de prétexte à nos ennemis pour nous accuser de nourrir des visées séparatistes. Nous lui avons recommandé toute une série de mesures politiques et économiques pour permettre des conditions de vie où fuir l'Afghanistan cesserait d'être une nécessité.

Le renforcement du contrôle aux frontières et les mesures diplomatiques ne suffiront pas, à court terme, à endiguer totalement la fuite chez nous de ressortissants des pays limitrophes, aussi il faut compter avec la nécessité d'accueillir et d'installer les émigrés, qui, en dépit des mesures prises, parviendront néanmoins en Asie centrale. Aussi se pose la question de mettre des fonds à la disposition du bureau du comité central du Parti communiste soviétique des moyens supplémentaires pour accueillir les émigrés venus des régions limitrophes. (1926)

Le ministre adjoint des Affaires étrangères (Karakhan)

RGASPI, fonds 62, op. 2, un. 875, f. 20, 21. *Cahiers du mouvement ouvrier*, édition russe, Moscou, 2006, p. 270.

Sport et stalinisme : une lettre d'Alexis Kouznetsov

La bureaucratie stalinienne a tenté d'exercer un contrôle total et absolu sur tous les aspects de la vie en URSS. On connaît les effets de ce contrôle étouffant, permanent et tatillon, sur tous les domaines de la culture. On connaît moins ses effets sur des domaines aux conséquences sociales et politiques beaucoup plus lointaines, comme le sport. Nous publions ci-après un document qui en donne une illustration éclairante, à la fois grotesque et sinistre.

En novembre 1947, l'équipe de football de la Maison centrale de l'Armée rouge joue trois rencontres de football en Tchécoslovaquie. Elle gagne le premier match contre l'équipe de Spart par 2 à 1, perd contre l'équipe d'Ostrava par 4 à 3 et contre Bratislava par 3 à 2. Staline est indigné par ces deux défaites, qui lui semblent nuire au prestige politique du Kremlin. Il exige des explications.

Alexis Kouznetsov est le secrétaire du comité central alors chargé du contrôle des cadres et proche d'André Jdanov, l'homme chargé de l'"idéologie" et du contrôle des intellectuels.

Le 29 novembre 1947, il adresse un long rapport à Staline, qui est un modèle du genre bureaucratique. Il étudie le dossier de la défaite sportive comme celui d'une affaire politique et débusque les faiblesses que l'appareil dénonce dans ces dernières (insouciance et manque de vigilance face à l'ennemi, toujours sous-estimé). Il énumère toute une série de responsables et de fautes commises par gradation croissante. Il va jusqu'à qualifier de "bourgeois"... les footballeurs tchécoslovaques et reproche à l'encadrement de l'équipe de la Maison centrale de l'Armée rouge de n'en avoir pas informé les joueurs ! Puisque les dirigeants de la fédération de football tchécoslovaque sont des "bourgeois", les joueurs — en règle générale pourtant des ouvriers et des paysans sans idéologie — le sont aussi. De plus, on voit mal en quoi cette information douteuse aurait pu améliorer leur jeu, mais peu importe.

Kouznetsov — comme s'il n'avait pas d'autres questions plus importantes à discuter — va jusque dans le détail technique. Sa longue carrière d'apparatchik — longue quoique destinée à s'interrompre bientôt — suggère qu'il n'a sans doute pourtant jamais eu le temps de toucher un ballon de sa vie. Mais ses considérations tactiques ont un contenu. Pour lui, quiconque cherche à briller est suspect au nom d'une conception du jeu qui reflète dans le domaine sportif une exigence de l'appareil stalinien en politique : quiconque manifeste des qualités ou une originalité propres est suspect : il risque en effet de penser avec sa propre tête ! Or l'appareil n'accepte que les dociles et les soumis. C'est lui qui décide des promotions, pas la valeur individuelle de chacun.

Kouznetsov ne se limite pas à ces considérations techniques générales.

Il va plus au fond encore. Chaque paragraphe marque un degré supplémentaire dans la chasse aux coupables qui ont manqué de sérieux et ont fait preuve d'une grande — et coupable — légèreté : des responsables de la direction politique centrale de l'Armée rouge et du Comité de la culture physique et des affaires sportives aux joueurs eux-mêmes, qui, en répondant avec un fair-play excessif à la brutalité (prétendue) des footballeurs tchécoslovaques, ont capitulé face à l'adversaire.
Kouznetsov ne s'arrête pas là. Il critique aussi le maréchal Vorochilov, membre du bureau politique, mais qu'il sait en disgrâce auprès de Staline. Il l'accuse d'avoir manqué lui aussi de vigilance. Pour se permettre de dénoncer ainsi un vieux complice de Staline, Kouznetsov se sent des ailes. Mais il manquera apparemment de cette vigilance stalinienne si importante dans un domaine sans rapport aucun avec le football. Victime de "l'affaire dite de Leningrad", c'est-à-dire de la liquidation de la direction et des principaux cadres du Parti communiste de Leningrad en 1949-1950, il sera arrêté en mars 1949, condamné à mort et fusillé le 1er septembre 1950.

"Le camarade Vorochilov a manifesté une confiance excessive et une absence d'attitude critique"

AU camarade Staline. Selon la mission que vous m'avez confiée, nous avons étudié la question des causes de la défaite de l'équipe de football de la Maison centrale de l'Armée rouge lors des matchs avec les footballeurs tchécoslovaques. Comme on le sait, sur les trois matchs joués en Tchécoslovaquie, l'équipe de la Maison centrale de l'Armée rouge a gagné le premier face à l'équipe de Spart par 2 à 1 et a perdu les deux suivants, face à l'équipe d'Ostrava par 4 à 3 et face à l'équipe de Bratislava par 3 à 2. Les causes essentielles de la défaite de l'équipe de la Maison centrale de l'Armée rouge sont les suivantes.

Le comité a sous-estimé leur force

Le Comité pour les affaires de la culture physique et du sport ne connaissait pas la classe du football des équipes tchécoslovaques, a sous-estimé leur force et a orienté incorrectement l'équipe de la Maison centrale de l'Armée rouge vers une facile victoire.

Au comité, on jugeait faibles les équipes tchèques, qui en réalité apparurent fortes techniquement et disposant de la grande expérience consécutive à de nombreux matchs. Le comité ne savait pas non plus que la direction de la fédé-

ration de football en Tchécoslovaquie se trouve entre les mains des réactionnaires et n'a pas orienté les joueurs de l'équipe de football sur le fait qu'ils allaient avoir affaire à des sportifs bourgeois.

Des sportifs bourgeois

Cette sous-estimation a poussé à prendre le risque infondé d'envoyer en même temps deux équipes de football à l'étranger : l'équipe du Dynamo en Suède et celle de la Maison centrale de l'Armée rouge en Tchécoslovaquie, et à retirer l'un des joueurs clés de cette dernière, Demine, pour l'envoyer en Suède, ce qui a effectivement affaibli l'équipe de la Maison centrale de l'Armée rouge.

On a envoyé en Tchécoslovaquie, avec l'équipe première de la Maison centrale de l'Armée rouge, huit remplaçants choisis dans d'autres équipes, et dans le second match on a utilisé dans l'équipe de la Maison centrale de l'Armée rouge quatre de ces joueurs d'autres équipes et cinq dans l'autre. Or ces remplaçants n'avaient pas reçu l'entraînement adéquat avec les joueurs titulaires de l'équipe première, et lors des matchs contre Ostrava et Bratislava, les indispensables compréhension et confiance mutuelle entre les joueurs faisaient défaut.

Un jeu individualiste

La Direction politique principale des forces armées et le Comité des affaires de la culture physique et du sport ne connaissaient pas la situation exacte de l'équipe de la Maison centrale de l'Armée rouge. Lors de leur déplacement en Tchécoslovaquie, on a découvert que certains joueurs étaient indisciplinés, en particulier l'avant-centre Bobrov, qui a un jeu individualiste et qui, dans sa course à la popularité personnelle, s'est désintéressé du succès même de l'équipe. Son comportement provoquant l'a fait retirer de l'équipe lors du deuxième match.

Profil moral bas

Le profil moral de certains joueurs de l'équipe est bas. En Tchécoslovaquie, on s'est aperçu que les défenseurs Prokhorov et Kotchetkov étaient malades. Il a fallu à cause de cela emmener à l'hôpital Prokhorov, qui ne pouvait pas jouer en possession de tous ses moyens. Le capitaine de l'équipe, Fedotov, vu ses blessures et son âge, ne pouvait pas être le meneur de jeu et n'a plus son autorité antérieure. Quant à l'entraîneur de l'équipe, Arkadiev, c'est un homme qui n'a pas assez de force de volonté et il ne jouit pas d'une autorité suffisante parmi ses joueurs.

La tactique employée était incorrecte

Si, avant le voyage en Tchécoslovaquie, les footballeurs de la Maison centrale de l'Armée rouge étaient sûrs de la victoire et confiants dans la supériorite de l'URSS après leur victoire, après s'être heurtée à un jeu techniquement fort, l'équipe a été gagnée par le désarroi et s'est sentie désorientée, incertaine de ses forces. Elle aurait pu manifestement gagner tous ses matchs, mais elle a joué en dessous de ses possibilités. La tactique employée était incorrecte : face à l'attaque puissante des Tchèques, on n'a pas renforcé le milieu de terrain de l'équipe, on a effectué des remplacements pendant le match, etc. De plus, bien que les Tchèques aient joué avec beaucoup de brutalité et de grossièreté, les footballeurs de la Maison centrale de l'Armée rouge, obéissant aux consignes qui leur ont été données, ont joué avec correction et mollesse par crainte d'offenser leurs adversaires. Dans le jeu de l'équipe a manqué le caractère collectif et de compréhension mutuelle caractéristique du football soviétique, et a manqué la volonté de gagner propre à nos sportifs.

Le chef de la délégation a perdu la tête

Le chef de la délégation, le président du Comité de la culture physique et des affaires sportives, Pouchnov, a, dans la situation ainsi créée, perdu la tête, n'a pas été capable de rappeler à l'ordre cer-

tains joueurs et d'unifier l'équipe, et n'a pas fait honneur à ses responsabilités.

Infliger un blâme

Nous jugeons indispensable d'infliger un blâme au camarade Chikine et au vice-président du Comité de la culture physique et des affaires sportives, Postnikov, qui étaient directement responsables de la préparation et de l'envoi de l'équipe de la Maison centrale de l'Armée rouge en Tchécoslovaquie, ainsi qu'au camarade Pouchnov, qui n'a pas fait face à la responsabilité qui était la sienne.

Il faut aussi remarquer que le camarade Vorochilov a manifesté une confiance excessive et une absence d'attitude critique à l'égard des renseignements fournis par la Direction politique principale et le Comité de culture physique et des affaires sportives sur l'état de préparation de l'équipe pour son voyage en Tchécoslovaquie.

(Les intertitres sont de la rédaction)

J. Broz Tito, Edouard Kardelj et Imre Nagy : sur la révolution des conseils ouvriers hongrois de 1956

La lecture des n^os^ 31 et 32 des Cahiers du mouvement ouvrier, consacrés aux révolutions polonaise et hongroise de 1956, a amené plusieurs lecteurs à poser la question : quelle a été exactement la position de Tito et de la direction du Parti communiste yougoslave ? Les extraits des textes de Tito et de son second, Kardelj, reproduits ci-après, répondent à la question.

Le 11 novembre, soit une semaine exactement après la seconde invasion soviétique, Tito prononce à Poula un discours qui justifie cette dernière. Sa critique de la première intervention (du 24 octobre) ne sert en fait que de camouflage (bien léger !) à cet appui apporté au Kremlin. Cet appui est d'autant plus significatif et précieux pour le Kremlin qu'il émane d'un dirigeant qui a combattu Staline en 1948, dont le parti a été pour cette raison traité de fasciste, et que Imre Nagy et un groupe de dirigeants de la révolution hongroise sont alors réfugiés à l'ambassade de Yougoslavie à Budapest.

Le texte de Kardelj et ses considérations sur les conseils ouvriers complètent ce dispositif de camouflage en lui donnant une couleur gauche.

La réponse d'Imre Nagy, alors réfugié à l'ambassade de Yougoslavie, met quelques points sur les "i"...

J. Broz Tito : Le discours de Poula *"Nous pouvons dire, bien qu'étant contre l'ingérence, que l'intervention soviétique a été nécessaire"* (1)

JE suis venu vous exposer mes vues sur les problèmes internationaux, qui sont aujourd'hui très complexes. Vous lisez les journaux, mais on n'y peut tout dire ni tout expliquer, et, surtout, on n'y explique pas les causes de ce qui se passe actuellement en Hongrie, et en Egypte où a lieu l'agression israélo-franco-britannique.

La situation est assez compliquée et on ne peut pas dire que les conflits ne risquent pas de s'étendre, mais les forces de paix, parmi lesquelles se trouve notre pays, ont montré à l'ONU qu'elles peuvent, par leurs démarches et leurs interventions infatigables et persévérantes, réduire le danger : elles ont même réussi à faire que le monde puisse espérer que la paix sera sauvegardée.

Je voudrais avant tout dire quelques mots au sujet de ce qui se passe aujourd'hui en Hongrie et de ce qui est arrivé récemment en Pologne, pour que nous puissions avoir un tableau exact des événements, très compliqués, surtout en Hongrie, où une grande partie de la classe ouvrière et des hommes progressistes se sont battus dans les rues contre les forces armées soviétiques. Lorsque les ouvriers et les éléments progressistes ont commencé à manifester, puis à résister et même à lutter les armes à la main, contre les méthodes de Rakosi et son régime, on ne pouvait pas parler, j'en suis profondément convaincu, de tendances contre-révolutionnaires. On peut dire qu'il est triste et tragique que la réaction ait pu y trouver un terrain favorable et qu'elle ait pu, peu à peu, exploiter pour ses propres buts un sentiment justifié de révolte.

Les causes des événements de Pologne et de Hongrie

Il faut revenir à l'année 1948, lorsque la Yougoslavie, la première, répondit énergiquement à Staline et déclara qu'elle désirait être indépendante, édifier sa vie et le socialisme selon les conditions spécifiques du pays, sans permettre à qui que ce soit de s'ingérer dans ses affaires intérieures. Naturellement, il n'y a pas eu, alors, d'in-

(1) Discours prononcé le 11 novembre 1956.

tervention armée, parce que la Yougoslavie était unie. Les éléments réactionnaires, dont le gros des forces avait été liquidé au cours de la guerre de libération, n'ont pas pu organiser de provocations. En outre, nous avions un Parti communiste très fort, uni et monolithique, qui s'était aguerri dans la période d'avant-guerre et au cours de la guerre de libération, nous avions une armée puissante, et, ce qui est le plus important, nous avions l'unité de la nation.

Lorsque la vérité sur notre pays a triomphé et lorsque est arrivée la période de la normalisation des rapports avec les pays qui les avaient rompus après la résolution du Kominform, les dirigeants des pays orientaux ont exprimé le désir que nous ne parlions plus de ce qu'on nous avait fait, que nous oubliions ce qui s'était passé.

Nous avons accepté, pour que nos rapports avec ces pays s'améliorent au plus vite. Mais vous verrez tout à l'heure combien il est nécessaire de rafraîchir la mémoire de certaines personnes se trouvant à la tête de Partis communistes des pays orientaux et même de certains pays occidentaux, et qui recommencent à nous calomnier, combien il est nécessaire de leur rappeler ce qu'elles ont fait, en ce qui concerne la Yougoslavie, au cours des cinq ou six dernières années, lorsqu'elle se trouvait seule face à un énorme appareil de propagande, lorsque nous devions lutter sur tous les fronts pour sauvegarder les acquisitions de notre révolution populaire, pour sauvegarder ce que nous avions déjà commencé à bâtir : les fondements du socialisme, lorsque nous devions lutter pour effacer la souillure de leurs calomnies et pour prouver la vérité. Nous devons leur rafraîchir la mémoire et leur dire qu'ils accusaient alors notre pays d'être fasciste, qu'ils accusaient ses dirigeants d'être des monstres sanguinaires qui mènent leur peuple à la perte, et qu'ils affirmaient que notre peuple n'était pas avec nous.

Il faut qu'ils s'en souviennent aujourd'hui, lorsqu'ils essaient de nous rendre responsables de ce qui se passe en Pologne et en Hongrie. Cette tendance perfide provient de ces éléments staliniens endurcis qui réussissent encore à se maintenir à leurs postes dans divers partis et qui voudraient consolider leur pouvoir et imposer des méthodes staliniennes à leur peuple et aux autres. J'y reviendrai. Maintenant, je voudrais seulement vous dire que nous devons considérer les événements de Hongrie à la lumière de toute cette évolution.

Il ne s'agit pas seulement du culte de la personnalité, mais du système qui a permis à ce culte de se créer

Nous avons normalisé nos rapports avec l'Union soviétique, selon son désir et sur son initiative. Lorsque Staline est mort, les nouveaux dirigeants soviétiques ont compris qu'à cause de ses folies, l'Union soviétique se trouvait dans une situation très difficile, dans une impasse, non seulement sur le plan intérieur, mais aussi extérieur, et qu'il en était de même dans les pays de démocratie populaire où l'on a imposé ses méthodes. Ces dirigeants ont compris quelle était la principale cause de ces difficultés et, au XX^{e} Congrès, ils ont condamné les procédés de Staline et sa politique. Mais ils ont commis l'erreur de tout expliquer comme le résultat du culte de la personnalité et non pas comme une question de système. Or le culte de la personnalité est justement le produit d'un système. Ils n'ont pas engagé la lutte contre ce système, ou plutôt, dans la mesure où ils l'ont fait, cela a été en disant que, dans l'ensemble, tout avait été bien, mais que, les derniers temps, Staline vieillissant avait commencé à faire des folies et à commettre des erreurs.

Nous avons dit, dès le début, qu'il ne s'agissait pas seulement du culte de la personnalité, mais du système qui a rendu possible la naissance de ce culte ; là se trouvait la racine du mal et c'est là qu'il s'agissait de frapper — ce qui est le plus difficile. Quelles en sont les racines ? C'est l'appareil bureaucratique, c'est le système de la direction et ce qu'ils appellent "yednonatchalié", c'est la volonté d'ignorer le rôle et les aspi-

rations des masses travailleuses, ce sont les Enver Hodja, les Chéhou et autres dirigeants des partis occidentaux et orientaux qui s'opposent à la démocratisation et aux décisions du XX[e] Congrès, qui ont beaucoup contribué à consolider le système de Staline et qui travaillent actuellement à sa résurrection et à sa restauration. C'est là que se trouvent les racines, et c'est là qu'il faut changer les choses.

C'est une grande erreur que d'appeler une armée étrangère pour faire la leçon à son propre peuple

Nous n'avons pas maintenant à nous demander d'où est parti le premier coup de fusil. C'est Geroe qui a appelé l'armée. Cela a été une erreur fatale que d'appeler l'armée soviétique au moment où les manifestations continuaient. Appeler l'armée d'un autre pays pour faire la leçon au peuple, même s'il y a eu quelques coups de feu, est une grande faute. Cela a exaspéré le peuple et c'est ainsi qu'à été déclenchée l'insurrection spontanée, dans laquelle les communistes se sont trouvés malgré eux aux côtés de divers éléments réactionnaires. Ces éléments se sont introduits dans l'insurrection et l'ont exploitée à leurs fins. N'y a-t-il pas assez de partisans de Horthy là-bas ? Qui les aurait rééduqués ? Rakosi, peut-être ? Nous savons tous que Horthy disposait de nombreuses forces fascistes, qu'il y avait des "croix fléchées", qu'il y avait d'autres éléments réactionnaires, des partisans de Ferenz Nagy, etc. Bref, il y avait là-bas beaucoup de gens qui ne sont pas pour le communisme, qui ne sont pas seulement hostiles à Rakosi, mais au socialisme en général. Tout cela est entré en jeu. Ces forces réactionnaires n'ont pas osé lever la tête plus tôt, malgré tous les appels du dehors, elles n'ont pas eu le courage ni la force de se lever tant qu'elles ont cru que le parti était monolithique. Mais dès qu'elles ont vu que le parti s'était scindé et qu'une énorme majorité de ses adhérents s'était levée contre la clique de Rakosi et les séquelles du passé, elles sont immédiatement entrées en action.

Une révolte justifiée, une insurrection dirigée contre une clique au pouvoir, s'est transformée en une insurrection de tout le peuple contre le socialisme et contre l'Union soviétique

Ces forces réactionnaires ont très vite montré leur vrai visage. Et comme, devant la révolte populaire contre tout ce que l'on a fait dans le passé, les dirigeants au pouvoir n'ont montré aucun désir de s'attaquer à la racine, aux causes du mécontentement et de s'engager dans une voie vraiment hongroise vers le socialisme, les choses ont très vite pris un autre cours et la réaction a commencé à dominer.

Une révolte justifiée, une insurrection dirigée contre une clique au pouvoir, s'est transformée en une insurrection de tout le peuple contre le socialisme et contre l'Union soviétique. Et les communistes qui se trouvaient dans les rangs des insurgés se sont trouvés engagés, bon gré mal gré, dans une lutte non pas pour le socialisme, mais pour le retour à l'ancien état de choses. Ils se sont trouvés dans cette situation contre leur propre volonté.

Pouvait-on empêcher cela à ce moment ? Il semble qu'il était déjà trop tard. Si le gouvernement de Nagy avait été plus énergique, s'il n'avait pas hésité, s'inclinant tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, s'il s'était résolument opposé à l'anarchie et à la tuerie des communistes de la part des éléments réactionnaires, s'il avait résolument résisté à la réaction, etc., peut-être n'y aurait-il pas eu d'intervention de l'armée soviétique. Et qu'à fait Nagy ? Il a appelé le peuple aux armes contre l'armée soviétique et il a fait appel aux pays occidentaux pour qu'ils interviennent.

On a énormément exploité cette intervention en Occident. Elle a été exploitée par les impérialistes qui ont attaqué l'Egypte. Ils l'ont attaquée au moment même de la tragédie hongroise, espérant que l'Union soviétique serait trop occupée et ne pourrait pas intervenir contre cette agression. Et c'est ainsi que le combat a repris en Hongrie. Nagy s'est enfui, et un nouveau gouvernement a été formé.

Je peux vous dire que je connais les hommes du nouveau gouvernement et qu'ils représentent à mon avis ce qu'il y a de plus honnête en Hongrie. Ils ont souffert sous Rakosi, ils ont été emprisonnés et ils sont sincèrement pour le changement du régime. Le programme publié par Kadar le prouve.

Mais l'intervention soviétique sape tout ce programme et le gouvernement est dans une situation difficile.

L'intervention soviétique

L'intervention soviétique a-t-elle été nécessaire ?

La première intervention soviétique ne l'a pas été. Cette première intervention sur l'appel de Geroe était une erreur absolue.

La seconde erreur, c'est que les responsables, au lieu d'attendre la seconde intervention, n'ont pas fait immédiatement ce qu'ils ont fait plus tard, n'ont pas formé un nouveau gouvernement et publié une déclaration. S'ils l'avaient fait, il est probable que les ouvriers et les communistes se seraient séparés des éléments réactionnaires, et il aurait été alors plus facile de sortir de cette situation critique.

Avant de parler de la seconde intervention des troupes soviétiques, je dois dire que la situation en Hongrie a pris une telle tournure qu'on pouvait prévoir des massacres terribles, une terrible guerre civile, dans laquelle le socialisme aurait pu être enterré définitivement, et qui aurait pu provoquer la troisième guerre mondiale. Car le gouvernement soviétique n'aurait pas pu tolérer l'intervention de l'Occident et l'arrivée au pouvoir des gens de Horthy et de la réaction.

On faisait irruption dans les maisons et l'on tuait les communistes

Qu'ont fait ces éléments réactionnaires ? Il est évident que, même au sommet, ils gagnaient de plus en plus de terrain. Ils ont interdit l'emploi du mot "camarade". Ils ont ordonné d'enlever l'étoile rouge du drapeau. Un communiste n'osait plus se dire communiste, autrement c'en était fait de lui. On les pendait même. S'il ne s'était agi que de cas isolés, si l'on avait pendu quelques policiers mal famés, on aurait pu dire qu'il s'agissait d'une révolte spontanée d'un groupe. Mais c'était un massacre généralisé. A Sopron, on a pendu vingt communistes. On se saisissait des gens dans la rue et on les tuait s'ils portaient des chaussures jaunes, car la police avait des chaussures de cette couleur. On faisait irruption dans les maisons et l'on tuait les communistes. Tout cela a été fait par une racaille fasciste déchaînée.

Si elle a vraiment sauvé le socialisme en Hongrie, nous pouvons dire, bien qu'étant contre l'ingérence, que l'intervention soviétique a été nécessaire

Le gouvernement de Nagy n'a rien fait pour l'empêcher. Il pleurnichait sans cesse à la radio, suppliant qu'on lui vienne en aide, au lieu de lutter contre le mal et de montrer d'une manière ou d'une autre qu'il était décidé à arrêter le massacre des communistes et des progressistes. Au lieu de le faire, il a publié ce manifeste, cette déclaration dans laquelle il dénonçait le pacte de Varsovie, proclamait son indépendance, etc. Comme si cela avait été, pour le moment, la chose la plus importante, comme si cela signifiait alors quelque chose.

Nombreux sont ceux qui se demandent maintenant pourquoi la seconde intervention soviétique a eu lieu. Il est évident que, nous l'avons dit et nous le dirons toujours, nous sommes contre l'ingérence et contre l'emploi de la force armée étrangère. Mais quel est maintenant le moindre mal ? Le chaos, la guerre civile, la contre-révolution, ou bien l'intervention des troupes soviétiques qui se trouvaient déjà en Hongrie ?

Le premier terme de l'alternative est une catastrophe, l'autre une erreur. Et naturellement, si elle a vraiment sauvé le socialisme en Hongrie, nous pouvons dire, bien qu'étant contre l'ingérence, que l'intervention soviétique a été nécessaire.

Mais s'ils avaient fait auparavant ce qu'ils auraient dû faire, il n'y aurait pas eu d'intervention militaire. Cette erreur a été commise parce que, malheureusement, ils pensent encore que la force armée peut tout régler. Et elle ne le peut pas. Voyez comme un peuple presque sans armes peut violemment résister lorsqu'il a un but devant lui : la liberté, l'indépendance. Il ne demande plus quelle sera cette indépendance, ni si l'on va restaurer dans le pays la bourgeoisie et le système réactionnaire, pourvu qu'il soit indépendant. Je peux dire, naturellement, qu'une telle restauration est le pire, et que l'intervention soviétique est un mal. Mais si cette intervention peut avoir pour conséquence la sauvegarde du socialisme en Hongrie, c'est-à-dire la continuation de son édification et la sauvegarde de la paix, alors elle deviendra un jour quelque chose de positif, à condition que les troupes soviétiques se retirent dès que le pays sera normalisé et pacifié.

Nous avons dit cela aux camarades soviétiques. Nous n'avons rien tu. Les camarades soviétiques ont répondu que les troupes se retireraient. Il faut comprendre que l'Union soviétique se trouve actuellement, elle aussi, dans une situation difficile. Leurs yeux se sont ouverts et ils voient que ce ne sont pas seulement les gens de Horthy qui luttent contre eux, mais les ouvriers des usines et des mines, le peuple tout entier. Les soldats soviétiques y vont le cœur lourd, à regret.

Soyez seulement persuadés d'une chose : jamais nous ne leur avons conseillé d'employer la force armée. Nous n'avons jamais donné de tels conseils et nous n'avons pas pu le faire même maintenant au moment de la crise. Dans une situation si difficile, nous ne pouvons leur dire autre chose que de s'efforcer de corriger les fautes anciennes. C'est là le problème.

Mais je suis profondément convaincu que le sang versé en Hongrie et les sacrifices immenses du peuple hongrois auront des résultats positifs et que les camarades en URSS, même les éléments staliniens, commencent enfin à voir clair, à comprendre qu'on ne peut plus continuer de la sorte. Non, on ne peut plus. Notre tragédie, notre tragédie à tous, c'est que le socialisme a reçu un coup terrible. Il est compromis. Mais n'avons-nous pas dit si souvent que de telles méthodes ne peuvent que compromettre le socialisme ?

Edouard Kardelj : Les problèmes du développement du socialisme

ON entend fréquemment aujourd'hui, dans le mouvement socialiste, deux jugements sur les événements de Hongrie, l'un aussi erroné que l'autre, aussi nuisible pour le développement du socialisme dans le monde. Les uns disent qu'il s'agit d'une contre-révolution organisée d'avance, et ils admettent que les erreurs de l'ancienne direction politique ont jeté dans les bras de

cette contre-révolution une partie des masses ; les autres affirment qu'il s'agit d'une révolution pour la liberté et l'indépendance nationale, tout en concédant que les deux notions restent nébuleuses et abstraites, et se réduisent en dernière analyse au fait que, par liberté, on comprend le système de la multiplicité des partis de la démocratie classique bourgeoise, et, par indépendance, le retour aux anciennes positions du nationalisme hongrois.

Deux appréciations erronées de l'insurrection hongroise

Du premier jugement, on tire la conclusion qu'il faut étouffer la contre-révolution et corriger les erreurs du passé, et que le problème sera ainsi résolu, c'est-à-dire qu'on pourra de nouveau reprendre l'ancienne voie. Mais cette opinion n'est pas seulement une grosse erreur, elle est une grave illusion. Elle peut servir à apaiser la conscience socialiste, mais elle ne reconnaît pas les vraies causes et ne trouve pas les vraies solutions. Elle ne tient pas compte du fait que le point de départ du socialisme hongrois est maintenant, depuis la révolte de la classe ouvrière hongroise, tout autre que ce qu'il était en 1945. On ne résout pas les problèmes en les traitant de la sorte : on ne fait qu'aggraver les causes qui ont provoqué la tragédie hongroise. Si l'on veut comprendre cette crise, il faut en chercher et en éclairer les vraies causes. Il s'agit de choses tellement graves que ceux qui sont vraiment attachés à la cause du socialisme ne devraient pas fermer les yeux devant les faits. Car si les forces dirigeantes des pays socialistes ne sont pas capables de trouver en elles-mêmes la force d'assurer un processus évolutif dans le changement de certaines formes politiques et de certains rapports dans la société qui s'est engagée sur la voie du socialisme, il y aura de nouvelles crises politiques. Et toute crise de cette sorte, dans les conditions internationales actuelles, peut devenir une très grave menace non seulement pour certaines acquisitions du socialisme, mais aussi pour la paix dans le monde. Or pour rendre ce processus possible, il faut adapter à lui le système politique du socialisme. C'est précisément la raison pour laquelle nous discutons aujourd'hui du rôle du système politique hongrois dans l'évolution de la crise hongroise.

Lorsqu'on entreprend une analyse marxiste objective, certaines questions tout à fait pratiques se posent de prime abord : premièrement, s'il ne s'agit que d'"erreurs" de la clique Rakosi-Geroe, et non point du système bureaucratique qui a commencé à jouer un rôle réactionnaire, pourquoi les masses travailleuses hongroises n'ont-elles pu s'opposer à la politique qui produisait ces "erreurs" qu'en prenant les armes ? Et pourquoi le mécontentement de la classe ouvrière hongroise n'a-t-il pu s'exprimer d'une manière normale, par l'intermédiaire des organes représentatifs, ou au moins par l'intermédiaire du Parti des travailleurs hongrois, dont on affirmait qu'il était le détachement le plus avancé de la classe ouvrière, et qui, en réalité, avait perdu tout contact avec elle ? Et enfin, quelle consolation la conscience socialiste peut-elle trouver dans l'affirmation que la classe ouvrière, onze ans après sa propre victoire, s'est laissée prendre dans les filets de la contre-révolution ? Même en supposant que cela soit vrai, qui faut-il blâmer et condamner pour cela ? La classe ouvrière ou le système politique qui a mis cette classe dans l'absurde situation de lutter contre ses propres intérêts historiques ?

Mais une logique aussi fausse ne peut nous mener qu'à des conclusions absurdes, qui n'ont rien de commun avec le socialisme, et encore moins avec le marxisme : un parti ou un Etat peuvent-ils édifier le socialisme sans la classe ouvrière, et même contre elle ?

La seconde intervention soviétique

C'est sous cet éclairage que nous avons considéré la seconde intervention soviétique en Hongrie. Naturellement, nous sommes par principe contre toute intervention étrangère, quel que soit son point

de départ. Et cela non seulement parce que nous défendons le droit des peuples à régler eux-mêmes leurs problèmes intérieurs, mais aussi parce que les interventions, à elles seules, ne résolvent jamais aucune crise sociale. Elles ne peuvent qu'en différer la solution pour un certain temps, aggravant ainsi la situation. L'intervention soviétique ne peut en rien faciliter la solution des problèmes intérieurs hongrois. Mais elle rendra la situation plus tendue encore et aura de très graves conséquences si elle devient un frein à la solution des problèmes du système politique intérieur, problèmes qui doivent absolument être résolus si l'on veut assurer dans ce pays un développement plus sain. Cependant, nous avons aussi pensé que l'intervention soviétique en Hongrie, qui, comme il est évident, a été provoquée surtout par la situation internationale, pouvait être un moindre mal à condition qu'elle abrège l'effusion de sang et permette l'établissement d'un nouveau gouvernement et l'instauration d'une politique qui rassemblerait toutes les forces socialistes sur la base d'un système politique transformé, et qui donnerait à la classe ouvrière la possibilité d'exercer vraiment sur la politique d'Etat l'influence qu'elle n'avait pas eue auparavant, et cela par l'intermédiaire des conseils ouvriers et d'autres organes analogues de la classe ouvrière. On formerait ainsi une base de départ solide pour la création d'une Hongrie indépendante, socialiste et démocratique, capable de se défendre toute seule contre les forces de la réaction. Ces résultats positifs seuls auraient pu justifier l'intervention soviétique. S'ils ne se produisent pas, l'intervention sera condamnée par l'histoire.

L'intervention soviétique, à elle seule, ne peut pas faire sortir le socialisme hongrois de la crise

A cause de cette attitude, nous nous trouvons actuellement sous un double feu. Les uns nous reprochent, au nom de l'internationalisme prolétarien, de ne pas donner un soutien inconditionnel à l'intervention soviétique. Les autres nous reprochent, au nom du principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat, et au nom de la démocratie, de ne pas être résolument contre cette intervention.

Cependant, nous considérons aujourd'hui, devant la profondeur de la crise de la société hongroise, que l'intervention soviétique n'y joue pas un rôle décisif. Elle n'est pas le péché initial, elle n'est que sa conséquence. C'est pourquoi, à elle seule, elle ne peut pas faire sortir le socialisme hongrois de la crise ; elle ne peut que montrer avec encore plus d'évidence que les formes politiques de l'époque Rakosi-Geroe sont intenables.

D'ailleurs, à mon avis, ce n'est pas le problème du socialisme qui a joué le principal rôle dans l'intervention soviétique, mais bien celui des rapports de force sur l'échiquier international. Un observateur tant soit peu réaliste devait conclure que, dans la situation internationale actuelle, l'intervention soviétique se produirait dès que l'évolution en Hongrie commencerait à créer les conditions d'une autre intervention, les conditions de la formation de bases politiques occidentales en Hongrie. Une telle situation aurait sensiblement modifié le rapport de force actuel, elle aurait provoqué des perturbations très graves et même menacé la paix en Europe. Les diverses "Europe libre" et autres institutions de ce genre et même les têtes chaudes nationalistes en Hongrie ont tout fait pour confirmer ces inquiétudes. Il est certain que cette éventualité a eu une certaine influence même sur notre attitude, à plus forte raison sur l'attitude soviétique.

Par conséquent, pour grande que soit notre inquiétude au sujet de l'intervention soviétique en Hongrie et de ses conséquences pour le socialisme, nous considérons cependant qu'on ne décide pas du sort du socialisme en Europe orientale, aujourd'hui, en prenant parti pour ou contre l'intervention soviétique, pour la raison que celle-ci a été conditionnée en très grande partie par la situation internationale. La question essentielle et décisive est tout autre : il s'agit de savoir comment il a été possible qu'après onze ans d'un pouvoir qui ne jurait que par le socialisme, dans un pays relativement évolué, ayant une base

économique puissante et une forte classe ouvrière, cette classe prenne les armes et que sa révolte provoque contre elle l'intervention d'un autre pays socialiste ? Qu'on appelle ce processus comme on voudra, révolution ou contre-révolution, le fait est que la classe ouvrière s'est levée contre un pouvoir qui se disait socialiste, qu'elle s'est levée en grande majorité, car autrement l'insurrection n'aurait eu aucun effet. Et il est exact aussi que cette classe ouvrière rejette aujourd'hui ce que, à son avis, cette intervention apporte avec elle : la restauration de l'ancien système et des anciennes méthodes. Ces faits éclairent certainement d'une lumière spéciale le caractère socialiste du système politique Rakosi-Geroe.

Par conséquent, le problème essentiel de la Hongrie actuelle, et qui est énergiquement nié par certains Partis communistes, le problème dont il est indispensable de parler aujourd'hui, c'est la transformation radicale du système politique, et non pas un simple changement d'équipe ou la correction de certaines erreurs. Ce n'est qu'à cette condition que les conséquences, négatives pour le socialisme, de l'intervention soviétique peuvent être sensiblement réduites.

C'est en partant de ces considérations que nous avons jugé indispensable de prêter notre soutien politique au gouvernement Kadar, pensant, ou espérant, que ce gouvernement saurait et pourrait s'orienter vers une politique de rapprochement avec la classe ouvrière, c'est-à-dire de liaison étroite avec les conseils ouvriers et les autres courants vraiment démocratiques et socialistes de Hongrie, y compris les éléments démocratiques et socialistes du gouvernement Imre Nagy. Dans ces conditions, le gouvernement Kadar pourrait devenir le point de départ d'une concentration socialiste démocratique s'appuyant surtout sur les conseils ouvriers. Cela aurait pu conduire à la formation d'une force démocratique — mais aussi incontestablement socialiste — indépendante et suffisamment puissante pour restaurer la paix, gagner la confiance du peuple et assurer les conditions nécessaires pour le retrait des troupes soviétiques et le rétablissement de rapports amicaux avec l'Union soviétique.

A ces conditions seulement le gouvernement de Janos Kadar pourrait être un facteur subjectif progressiste dans la solution des antagonismes sociaux en Hongrie. En revanche, si ce gouvernement ne s'engage pas dans cette voie — et certains événements récents, en premier lieu la violation de l'accord yougoslavo-hongrois sur le droit d'asile accordé au groupe Imre Nagy et sa déportation en Roumanie, donnent lieu à de graves inquiétudes —, cette unique possibilité serait gâchée et le socialisme recevrait encore un coup très dur. Une telle évolution ferait du nationalisme bourgeois le plus ordinaire la principale force motrice idéologique et les forces ouvrières elles-mêmes seraient rejetées encore plus à droite.

Telles sont donc, à notre avis, les questions capitales qui décideront du sort de l'évolution ultérieure de la Hongrie. Et ce n'est qu'à cette lumière que l'on peut apprécier, dans son ensemble, le rôle de l'intervention soviétique.

Les conseils ouvriers hongrois

Ce qui surprend le plus dans les récents événements de Hongrie, c'est la peur des communistes devant les conseils ouvriers. Lénine a eu jadis le courage de lancer le mot d'ordre *"Tout pouvoir aux soviets"* bien que les bolcheviks n'eussent pas la majorité dans les soviets. Mais, en vrai marxiste, Lénine espérait, avec raison, que les masses travailleuses, une fois qu'elles auraient la responsabilité du pouvoir, agiraient dans leur propre intérêt, c'est-à-dire d'une manière socialiste. Il ne s'était pas trompé. En Hongrie, personne n'a eu le courage d'exiger cela, pas même les conseils ouvriers, trop influencés par des mots d'ordre petits-bourgeois d'un libéralisme abstrait. Cependant, tels quels, ces conseils ouvriers étaient la seule force socialiste réelle. Ils auraient probablement vite rejeté ces influences antisocialistes s'ils avaient dû assurer la principale responsabilité du pouvoir dans les usines, dans les communautés autonomes locales et au gouvernement central. Mais les communistes de Hongrie n'ont pas considéré de cette façon les conseils ouvriers. Ils ré-

pètent sans se lasser qu'il faut reprendre le travail et ne soufflent mot du pouvoir. De cette manière, ils rejettent de plus en plus les conseils ouvriers sous l'influence des éléments petit-bourgeois, nationalistes et pseudo-démocrates, et sous l'influence de leur phraséologie.

Tels sont les faits. Fermer les yeux ou se taire ne fait point progresser la cause du socialisme et de l'unité des forces socialistes.

Par conséquent, présenter les événements de Hongrie comme une contre-révolution peut bien servir à apaiser la conscience socialiste de quelques-uns, mais cela ne résout point le problème du système politique qui a provoqué la sanglante tragédie hongroise.

Imre Nagy : note concernant la position du comité exécutif réfugié à l'ambassade de Yougoslavie [1]

LE comité exécutif, se basant sur certains indices, considère que peut-être va se produire une situation où la partie soviétique désire entreprendre des pourparlers directement ou par des intermédiaires à propos des événements. En conséquence, nous considérons nécessaire pour commencer d'éventuels pourparlers, de préciser les conditions suivantes :

1. Nous considérons qu'il est absolument nécessaire que toutes les unités militaires soviétiques qui sont entrées dans le pays à l'appel du gouvernement Hegedus, puis plus tard Kadar, quittent immédiatement la capitale et l'intégralité du territoire. Dans le pays, les troupes soviétiques pourront stationner seulement en même nombre et aux mêmes endroits où elles ont stationné avant le 23 octobre.

Immédiatement après cela, il faut commencer et terminer en un temps court les pourparlers entre la Hongrie et les autres participants du pacte de Varsovie, concernant le retrait immédiat et complet de l'armée soviétique du territoire tout entier.

2. A la base de la politique externe de la République populaire hongroise, il y a les principes qui ont été définis à Bandung et Belgrade. Sans la moindre modification, nous devons maintenir la déclaration concernant notre neutralité. Nous nous efforçons que, outre les quatre grandes puissances, la neutralité du pays soit aussi garantie par la Yougoslavie et la Pologne. Nous devons veiller à ce que la neutralité du pays ne se transforme pas en un quelconque instrument aux mains des impérialistes.

3. Le pouvoir gouvernemental central de la République populaire hongroise doit s'appuyer en premier lieu sur les conseils ouvriers et sur ces organes qui ont été fondés lors des semaines passées par la paysannerie, les intellectuels et d'autres catégories sociales. Le gouvernement doit faire siennes et mettre en œuvre les revendications des conseils ouvriers.

4. Il faut un gouvernement qui ne représente pas la direction d'un seul parti,

(1) Ecrite donc avant le 22 novembre, mais la date exacte n'est pas précisée — NDT.

mais qui reconnaisse les conquêtes démocratiques et socialistes, et se fonde sur la base de l'unité des partis démocratiques.

5. Il faut l'alliance des pouvoirs progressistes nationaux, un front unique démocratique et socialiste, qui englobe les partis démocratiques, les conseils ouvriers, ainsi que ceux des organes progressistes avec un esprit révolutionnaire qui se situent sur les positions de la défense des conquêtes socialistes, de l'indépendance nationale et de l'égalité des droits.

Le gouvernement, dans l'esprit des droits constitutionnels — comme dans le passé le Front patriotique populaire — serait le leader de ce front unique.

6. La tâche principale du front unique national serait la consolidation économique et politique. Tant que ces objectifs ne sont pas atteints, il faut mettre au second plan toutes ces forces qui pourraient empêcher l'organisation des partis et ajourner les élections.

7. Pour la restabilisation économique du pays, il est urgent de faire un significatif emprunt externe. Cet emprunt, s'il se réalise, soit de l'Est soit de l'Ouest, ne doit être lié à aucune condition politique.

8. Sans retard, il faut réinstaurer dans le pays la légalité de la justice. Personne ne peut être poursuivi pour participation à la rébellion. Il faut mettre fin aux actes arbitraires, aux arrestations et terreurs réactionnaires. Il faut libérer tous les détenus politiques. Les autorités soviétiques doivent libérer les envoyés gouvernementaux Maleter et Kopacs Sandor, membre du comité exécutif du POSH.

C'est sur ces bases qu'il faut réaliser la démocratie interne du pays.

9. Nous restons sur la position déclaration-programme du POSH. Notre plate-forme politique est basée sur la rupture idéologique totale, organisationnelle et personnelle avec le stalinisme, sur la base du marxisme-léninisme.

Nous n'avons pas confiance dans la direction actuelle du POSH, et particulièrement nous n'avons pas confiance dans la personne de Kadar Janos. Cette direction du parti a dévié de la base idéologique de la déclaration-programme du parti. Seulement en paroles et par quelques mesures partielles déclare-t-il la lutte contre le stalinisme, mais en réalité, tant en politique intérieure qu'étrangère, il continue la politique Rakosi-Gero.

Kadar Janos, de façon hypocrite, sans mener une lutte principielle pour ses points de vue, a quitté sa fonction au parti et au gouvernement, charge qui lui a été confiée par le parti. De cette démarche, il n'a informé ni la direction du parti ni le président du gouvernement.

Dans l'ex-URSS aujourd'hui

La classe ouvrière russe est aujourd'hui confrontée à deux difficultés :
— le "syndicat" d'Etat vertical de l'époque stalinienne s'est perpétué en fédération des syndicats dits indépendants (FNPR) — le syndicat le plus nombreux de la nouvelle Confédération syndicale internationale ! —, caractérisée à la fois par son association étroite avec l'appareil d'Etat et la direction des entreprises, l'énorme parc immobilier qu'elle gère au profit de ses dirigeants et son caractère mafieux. Son actuel président, Mikhail Chmakov, était secrétaire du "syndicat" de la défense nationale sous Gorbatchev, membre donc de la nomenklatura qui a organisé le pillage destructif des richesses du pays.
Cette fédération, systématiquement hostile à la grève, a même abandonné la pratique de la journée d'action qu'elle organisait rituellement une fois par an sous Boris Eltsine...
— le pouvoir a peaufiné une législation antigrève qui permet aisément à l'appareil d'Etat de déclarer une grève illégale et de frapper les grévistes de sanctions sévères, à commencer par de lourdes amendes.

Malgré cela, l'année 2007 est marquée en Russie par des grèves dont l'augmentation a frappé la publication très patronale dont nous reproduisons ci-dessous l'article consacré à cette résurgence, car il en donne une description et une analyse intéressantes.

"Les grèves sont à la mode"

Les grèves de masse en Russie, un mal ou un espoir pour la bourgeoisie nationale ?

Tandis que deux petites centaines d'ouvriers d'Avtovaz se prélassaient sur les pelouses sous l'œil des caméras de télévision, bien loin dans le nord, les conducteurs des locomotives Okatych, de Karélie, étaient tranquillement en train de fumer, refusant de rouler sur des machines en mauvais état. Cinq jours auparavant, à Riazan, par peur des revendications ouvrières, on avait fermé l'usine Mikhailovtsement, en fait en situation de lock-out. La compagnie perd environ 700 000 dollars par jour d'arrêt. Au même moment, à quelque 2 000 kilomètres plus à l'est, à Kamensk-Ouralsk, les policiers faisaient la connaissance d'un militant syndical de l'usine d'aluminium de l'Oural contrôlée par UC Rusal, le prenant en photo de face et de profil — à fin de prévention de l'extrémisme.

Qu'est-ce donc que cette mobilisation prolétarienne ? Quand Ford et Heineken se sont soulevés, tout était plus ou moins clair. Les ouvriers de Russie, ayant goûté à la culture occidentale du travail, avaient compris qu'on pouvait obtenir quelques bonus supplémentaires. Mais maintenant, les manifestations se sont propagées là où on aurait pu les attendre dès le début, aux industries créées à l'époque soviétique. Une situation révolutionnaire est apparue, comme il arrive souvent, non pendant les années de misère et de recul, mais quand la vie a commencé à s'améliorer (au moins pour certains). Dans un pays au budget en excédent, avec un fond de bien-être social et les troisièmes réserves d'or du monde, le mot d'ordre d'augmentation des salaires paraît tout naturel.

"La force du mouvement actuel, c'est l'éveil des masses, et tout particulièrement du prolétariat industriel..." (V. I. Lénine, *Que faire ?*).

Maintenant, le principal expert du Centre de développement, Valéry Mironov, tire la sonnette d'alarme, annonçant une crise économique. La Russie perd un de ses rares avantages concurrentiels, sa main-d'œuvre bon marché. D'après Mironov, la réaction en chaîne des grèves va freiner la croissance économique. Mais, de son côté, le directeur scientifique de l'Ecole supérieure d'économie, Evgueny Iassinov, n'est pas aussi pessimiste : *"Que nous le voulions ou non, la lutte entre le business et les salariés va s'intensifier. Nous devons comprendre que cette lutte n'est pas un malheur. C'est un bien"*, affirme-t-il. Les grèves

peuvent être le moteur du progrès économique.

Les manifestations de l'ombre

Il ne faut pas se fier aux statistiques officielles concernant le mouvement ouvrier. Pour les six premiers mois de l'année, Rosstat a enregistré deux grèves en tout et pour tout. Mais, d'après les données de l'Institut de l'action collective, proche des antiglobalistes, rien qu'en juin, il y en a eu au moins huit. Ont fait grève les ouvriers du bâtiment à Grozny, les travailleurs de Mikhailovtsement dans la région de Riazan, de TETs (entreprise d'électricité et chauffage), à Penza, de Krasnodarenergoremont, de l'entreprise de transformation du bois Madok, à Malaia Vichera, les propriétaires de petites entreprises alimentaires à Kirensk (région d'Irkousk), près de 900 médecins de la région de Tchitine et tous les plombiers d'un des centres d'entretien immobilier de Saratov.

Comparé à 2001, ce n'est rien : il y avait eu cette année-là 291 mouvements de grève. Mais ensuite, leur nombre est tombé à 80. Cette décrue s'explique par l'adoption, en 2002, du nouveau Code du travail, qui rend une grève légale pratiquement impossible. *"Les conditions sont draconiennes,* se plaint la directrice de l'Institut de l'action collective, Carine Clément, *il faut que la moitié de l'ensemble du personnel, et pas seulement d'un atelier ou d'une catégorie, participe à une assemblée générale, et que plus de la moitié se prononcent pour la grève."* Kirill Bouketov, coordinateur du syndicat de l'industrie alimentaire pour l'Europe de l'Ouest et l'Asie centrale, dit que, dans les conditions actuelles, c'est pratiquement impossible, compte tenu de la façon dont sont organisées les entreprises : elles sont géographiquement dispersées, et, depuis longtemps, les ouvriers, qui sont généralement ceux qui font grève, n'y sont plus en majorité. Par exemple, chez Nestlé, qui emploie 8 000 personnes, un quart seulement des effectifs est affecté directement à la production. Les autres sont dans les bureaux ou assurent la logistique. Impossible d'organiser une grève massive.

Mais les ouvriers n'ont pas perdu de temps et se sont adaptés aux conditions nouvelles. Maintenant, ils ne frappent plus dans leurs casques et ne descendent plus dans la rue, mais étudient la loi, s'assurent les services de juristes professionnels et, appuyés sur la législation du travail, ne sont plus sur la défensive, mais passent à l'attaque. Et déjà, l'employeur tremble.

Les nouveaux syndicats

Qu'est-ce qu'un syndicat ? Des séjours à prix réduit en maison de repos ? En vingt ans de capitalisme, l'image d'un organisme qui s'occupe de tout, sauf de l'essentiel, c'est-à-dire de la défense des droits ouvriers et des intérêts du personnel face à l'employeur, est restée presque inchangée.

La fédération des syndicats indépendants (FNPR) a hérité de millions de syndiqués et de biens immenses. *"Ce n'est même pas un syndicat, mais une énorme et prospère compagnie,* considère Rostislav Kapetiouchnikov, directeur adjoint du Centre de recherches ouvrières GOu-VChE. *La FNPR est un des principaux propriétaires fonciers et, à coup sûr, celui qui possède le plus grand nombre de maisons de repos."* Par ailleurs, dans les entreprises modernes, une partie des fonctions traditionnelles du syndicat est assumée par le département des ressources humaines. *"Si, autrefois, les syndicats étaient les répartiteurs des biens sociaux, il n'en va plus de même aujourd'hui. Les employeurs eux-mêmes assurent la couverture sociale de leur personnel. Les syndicats, s'ils ne trouvent pas une nouvelle sphère d'activité, peuvent disparaître totalement",* prévoit Tatiana Tchevernina, directrice de l'Institut de régulation des processus sociaux GOu-VChE.

Dans les organismes de base de la FNPR, où, par inertie, se retrouvent presque tous les membres des entreprises, règne un calme étonnant. Les dirigeants pressent les travailleurs de ne pas faire grève. Ainsi, le président du comité syndical officiel d'Avtovaz, Nikolaï

Koriaguine, partage carrément les positions de l'employeur. *"Nous étions prévenus de l'imminence de la grève et avons averti les travailleurs des conséquences possibles. Mais la plupart ont négligé ces avertissements"*, dit-il d'un ton sentencieux. Le syndicat officiel ne peut pas engager une lutte réelle contre la direction pour défendre les droits du prolétariat, parce qu'il en est dépendant : selon la loi, c'est l'employeur qui paie le salaire du dirigeant syndical. *"Tant que l'employeur paiera le salaire des fonctionnaires syndicaux, ils dépendront de lui"*, considère Tchevernina.

Au début, les ouvriers avaient peur d'une action indépendante. Le dirigeant du syndicat de Ford a mis deux ans à les convaincre d'adhérer au syndicat indépendant. Après que ceux de Pétersbourg ont fait céder leur direction, obtenant par la grève 20 % d'augmentation de salaires, ils ont commencé à réfléchir dans d'autres usines rentables elles aussi, mais, cette fois, avec des capitaux russes. Pour les employeurs, c'était totalement inattendu. *"Ils ne nous ont pas vus venir*, nous dit en riant Liudmila Tsaregradskaia, dirigeante du syndicat indépendant de l'usine Azote de Nevinnomys. *Ils ne s'imaginaient pas que cela pouvait être sérieux, nous sommes rapidement devenus une force, et maintenant il n'est plus aussi facile de nous serrer la vis."* Actuellement, le syndicat s'inquiète de la canicule, il a réussi à obtenir 53 rafraîchisseurs à boissons et des pauses supplémentaires pour se doucher. Le premier appel du syndicat avait porté sur la restitution aux travailleurs des congés non pris.

L'apparition des nouveaux syndicats n'est pas passée inaperçue : d'après les données du Centre d'études de l'opinion publique panrusse, le pourcentage de travailleurs qui considèrent que le syndicat local fait quelque chose pour améliorer leur situation est passé de 13,5 à 19,6 % entre 2004 et 2007.

Au fond des mines de fer [1]

La petite ville de Kostomoukcha se trouve à 35 km de la frontière finlandaise. La principale richesse y sont les gisements de fer. On comprend tout de suite qui est le maître de la ville en consultant le site www.kostomuksha.ru ; ce n'est pas le site de la ville, mais celui l'entreprise Okatych, de Karélie, où travaille la majeure partie de la population. C'est là que sont produites les boulettes (en russe, okatych) pour l'usine de tuiles de Severstal. Sans doute la proximité de la Finlande a-t-elle influencé les ouvriers. Sans craindre de perdre leur travail dans l'entreprise essentielle de la ville, ils ont commencé à faire l'éducation des employeurs. Les premiers à céder ont été les conducteurs de camions-bennes. Après que la direction eut refusé d'entendre leurs demandes d'augmentation de salaires, ils ont pris, à la réunion du comité syndical, la décision de faire une grève à l'italienne.

L'an passé, pendant presque tout l'été, près de 300 conducteurs d'énormes engins ont travaillé en respectant toutes les instructions : pas plus de 30 km-heure dans les carrières et pas plus de 25 km-heure dans les descentes, pas de surcharge des camions. D'après le conducteur Mikhail Koulikov, leur action a eu de l'effet, les quantités transportées ont fortement chuté. Six mois plus tard, leur salaire a été doublé : en janvier, un conducteur gagnait 28 000 roubles, maintenant il en gagne 52 000. Puis, les conducteurs d'engins techniques ont pris la suite, et leur salaire a presque été doublé après la grève à l'italienne d'avril-mai, il est passé de 12 000 à 23 000 roubles. Voyant l'augmentation de leurs collègues, les conducteurs de locomotives, dont le salaire avait toujours été aligné sur celui des conducteurs de camions-bennes, se sont fâchés. Le 28 juin, ils ont arrêté les locomotives.

"Il y a eu quelques distorsions salariales, nous nous apprêtions justement à y porter remède, mais il s'est trouvé un agitateur pour profiter de la situation", se plaint le directeur exécutif de la compagnie Severstal'-ressource, Alexandre Groubman. Il considère que la grève est illégale. L'agitateur, Alexandre Stoliar, qui travaillait à l'usine comme dirigeant

(1) Titre d'un poème de Pouchkine.

syndical depuis 1994 et qui n'a été licencié qu'en mars dernier, affirme qu'il ne voulait pas sabrer dans le vif. *"Avant de recourir à de telles actions, j'ai tenté d'intervenir, d'argumenter pour obtenir satisfaction. Nous nous efforçons de résoudre les questions en négociant, sans jouer les tribuns, mais ça ne marche pas toujours"*, dit-il avec un geste d'impuissance.

Dans l'entreprise, toutes les conditions étaient réunies pour une grève à l'italienne : on pouvait trouver des éléments défectueux sur n'importe quelle locomotive. Mais une source proche de la direction affirme que cela ressemblait à du sabotage. Il s'indigne : *"La loco était reconnue en bon état, elle faisait 20 m et devenait impropre à la conduite."* Pourtant, il est impossible de sanctionner les grévistes juridiquement. D'après le président adjoint du syndicat, Andreï Karapych, *"le parquet a pris une position attentiste"* et n'intervient pas. Et pendant que travaille la commission de conciliation, la compagnie compte les pertes. Groubman a refusé de les chiffrer. D'après Stoliar, du 28 juillet au 2 août, Karelsky Okatych a perdu 60 millions de roubles. Si c'est vrai, il n'est pas compliqué de calculer que les pertes dues à l'arrêt des locomotives représentent un salaire mensuel de 60 000 roubles pendant six mois pour chacun des 250 grévistes. Ne serait-il pas plus simple de s'entendre ?

Licencier pour gouverner

Le dirigeant de l'entreprise ne peut pas toujours céder à la classe ouvrière. Ainsi, à Avtovaz, où travaillent un peu plus de 110 000 personnes, si l'augmentation des salaires entraîne une augmentation du prix des voitures de 9 %, ce peut être le dernier clou du cercueil de la Jigouli. Chez Ford, la productivité du travail est bien plus élevée. *"Tout ce qu'on a pu, on l'a externalisé — c'est pourquoi le personnel est beaucoup moins nombreux"*, dit le dirigeant du syndicat Sotsprof, Serguei Khramov. Quand il y a peu de gens, les augmentations de salaires ne sont pas une catastrophe. C'est ce qu'ont déjà compris les employeurs. *« Toute augmentation de salaires aboutit à des licenciements. L'employeur ne peut pas payer plus de salaires que n'en crée la valeur ajoutée dans la synthèse entre la force de travail et le capital,* dit le dirigeant de l'Union panrusse du patronat de l'énergie, Oleg Koulikov. *Si l'on "pousse" l'employeur à verser de hauts salaires, il va supprimer des emplois. »* Et c'est précisément ce qu'a fait Severstal. Après la grève de l'an dernier, tous les conducteurs de BelAzov ont été affectés à une compagnie de transport séparée, Karier-Technica. Ne sont restés à Caterpillar que les plus sûrs. *"On nous a pratiquement dispersés,* se lamente Mikhail Koulikov, qui est resté à Okatych, *Karier-Technica n'a rien à voir ni avec le combinat ni avec la Carélie. C'est une compagnie de Moscou."* Les conducteurs y ont été transférés avec tous les honneurs et ont touché une prime conséquente, mais à Karier-Technica, on ne plaisante pas. *"Il y est impossible de faire grève, ils n'ont même pas de contrat collectif. En revanche, des ordres stricts ont été donnés : si quelqu'un entre au comité syndical, c'est le licenciement immédiat"* : c'est ainsi que Koulikov fait état des plaintes de ses camarades.

La même chose se passe dans d'autres entreprises qui ont sensiblement augmenté la productivité du travail par le biais des licenciements et de "l'outsoursing". Tsaregradskaia, de Azote de Nevinnomys, reconnaît que l'augmentation annuelle des salaires de 15 % s'accompagne de tels licenciements. En deux ans, le personnel est passé de 7 500 à 5 500 personnes. *"Si quelqu'un est licencié, on ne le remplace pas, et de plus la firme crée des filiales et propose à son personnel de les rejoindre."* A l'usine d'aluminium de l'Oural, seule l'action du syndicat indépendant Nabat ("Le tocsin") a sauvé ses collaborateurs du licenciement. Le syndicat a obtenu, pour des raisons de forme, le rétablissement dans leurs droits des militants du syndicat qu'on voulait licencier avec indemnités pour réductions d'effectifs. *"Nous avons trouvé des postes vacants, qui, à ce moment, ne leur avaient pas été proposés"*, nous raconte le dirigeant de Nabat, Sergueï Kogan. Lui-même a été licencié

pour infraction aux règles de sécurité. Malgré les arguments des témoins, qui ont montré qu'il n'y avait eu aucune infraction, le juge a maintenu la mesure en arguant qu'on *"pouvait ne pas le réintégrer dans son poste, parce que c'était un jeune spécialiste qui pouvait trouver un autre emploi"*.

Autre aspect du même processus, l'introduction de nouveau matériel, qui permet d'augmenter la productivité du travail. *"A la centrale d'électricité et de chauffage-27 de Moscou, on vient d'installer un nouveau groupe vapeur. A Mosenergo, on comprend qu'il va y avoir des compressions de personnel. Avec la mise en route de ce groupe, la productivité de chaque travailleur va grimper. Donc, ils peuvent augmenter les salaires"*, considère Koulikov.

Au combinat métallurgique de Magnitogorsk, on a recours à ces deux moyens, et les salaires y sont au minimum deux fois plus élevés que ceux des entreprises concurrentes du secteur. *"D'abord, nous avons introduit de nouvelles capacités de production, des fours électriques et autres installations. Deuxièmement, nous avons un programme d'optimisation des tâches, nous transférons à des filiales tous les travaux auxiliaires et hors profil"*, dit le chef du personnel du combinat, Elena Possajennikova. En 2006 la production de métal est passée à 11,3 millions de tonnes, contre 10,2 l'an passé, et le personnel, au contraire, a diminué de 7,7 %.

D'après le dirigeant du Centre de recherches ouvrières GOu-VChE, Vladimir Guimpelson, les syndicats poussent le capital à remplacer le travail par la technique. *"C'est un mécanisme de développement du progrès technique, puisque la productivité du travail augmente. En définitive, certaines productions vont tout simplement disparaître. Pourquoi les emplois quittent-ils l'industrie en Europe de l'Ouest pour aller en Chine ? Parce que les salaires y sont plus bas et qu'il n'y a pas de mouvement ouvrier"*, pronostique-t-il. D'après lui, la hausse des salaires est un instrument puissant pour contraindre les entreprises à accroître leur efficacité. Après l'unification de l'Allemagne, les salaires à l'Est ont été strictement alignés sur ceux de la RFA. Pour beaucoup d'entreprises, cela a signifié la ruine, pour d'autres, une modernisation accélérée. C'est une "destruction créatrice" du même type qui attend la Russie. Les bras ouvriers ainsi libérés seront utiles : rien qu'en 2008-2010, la population active de Russie va diminuer de 2,5 millions.

Ilia Jigoulev, Alexandre Kiatkine, Tatiana Ceïranian, 20 août 2007

Source : *Vedomosti, "revue analytique des affaires"* (http://www.vedomosti.ru), édité en commun avec le *Wall Street Journal* et le *Financial Times*.

Compte rendu de la délégation à l'ambassade de la République tchèque à Paris (24 juillet 2007)

Suite à l'appel contre l'interdiction de la KSM publié dans le n° 34 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, une délégation a été reçue à l'ambassade tchèque le 24 juillet. Nous en publions ci-après le compte rendu.

Pas autorisé, mais pas interdit ?

UNE délégation de signataires de *"l'appel international contre l'interdiction de l'organisation de jeunesse KSM (République tchèque)"* a été reçue le mardi 24 juillet à l'ambassade de la République tchèque à Paris.

La délégation, conduite par Jean-Jacques Marie, président du Comité international contre la répression (Cicr), était composée de Julien Papp, historien d'origine hongroise, Jean-Marc Schiappa, historien de la Révolution française, et Dominique Vincenot, militant de la IVe Internationale.

Elle a été reçue par un conseiller de l'ambassadeur, à qui Jean-Jacques Marie a rappelé les bases sur lesquelles elle avait demandé à rencontrer les autorités tchèques : *"Nous avons bien reçu le courrier de Monsieur l'Ambassadeur et nous l'en remercions. Cependant, nous estimons que son courrier ne répond pas à la question que nous avions posée. Nous considérons qu'il n'est pas acceptable qu'une organisation — quelle qu'elle soit, en l'occurrence l'Union des jeunesses communistes de la République tchèque (KSM) — soit interdite parce que son programme, ses statuts se prononcent pour la propriété collective des moyens de production."*

Julien Papp, historien d'origine hongroise, est intervenu pour préciser : *"J'ai quitté il y a 42 ans la Hongrie et obtenu en France le statut de réfugié politique. Il s'ensuit que ma protestation contre la dissolution des JC tchèques ne saurait en aucun cas être considérée comme un geste de solidarité avec la dictature stalinienne. Je considère qu'en interdisant un mouvement communiste, la République tchèque actuelle risquerait de se trouver en rupture avec ses traditions démocratiques de l'entre-deux-guerres, quand beaucoup de communistes et de démocrates persécutés par les dictatures réactionnaires d'Europe centrale trouvaient refuge à Prague, et cela jusqu'à l'occupation nazie. En Hongrie, le régime Horthy a dressé le Code pénal contre la critique sociale fondée sur la reconnaissance de la lutte des classes et la négation de la propriété privée des moyens de production. Le pouvoir issu de l'effondrement du régime stalinien serait-il en train de mettre en œuvre un semblable héritage ?"*

Le conseiller de l'ambassade a alors donné son point de vue : *"Comme disait Voltaire, je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrai pour que vous puissiez le dire. Cependant, il est faux de dire que la KSM a été interdite. Elle a fait une demande, en tant qu'association, d'autorisation en déposant ses statuts au ministère de l'Intérieur. Celui-ci, considérant que ces sta-*

tuts ne correspondent pas avec la loi, a refusé son autorisation. Selon la loi tchèque, une association doit avoir des statuts conformes à la loi. Il y a un malentendu, nous devons donc le dissiper. D'ailleurs, comme vous le savez très certainement, il y a en République tchèque un Parti communiste, le KSCM, qui siège au Parlement et mène ses activités tout à fait légalement."

Jean-Marc Schiappa fait alors remarquer que *"le droit à la liberté d'expression ne peut exister qu'à condition qu'il puisse être exercé en toutes circonstances. Bien entendu, nous ne nous ingérerons en aucune manière pour ce qui concerne la vie politique tchèque, mais nous nous étonnons que l'on puisse refuser l'autorisation légale d'une association sous prétexte que ses statuts contestent tel ou tel aspect de la Constitution (en l'occurrence, ici, la propriété privée des moyens de production)."* Jean-Marc Schiappa rappelle, comme historien de la Révolution française, que *"contester tout ou partie d'un texte de loi temporaire, ce qui est le cas par définition des Constitutions, qui sont amenées à changer, est un droit démocratique fondamental depuis la Révolution française".*

Dominique Vincenot rappelle que, *« pour* (sa) *part, il est membre de la IVe Internationale, qui, dans le passé, a défendu les emprisonnés politiques en Tchécoslovaquie, dont M. Havel, avec lequel nous ne sommes pas d'accord sur le plan politique. Quel que soit le point de vue que l'on puisse avoir sur la politique de la KSM, nous pensions que de telles méthodes avaient disparu depuis la chute du stalinisme. Vous dites que la KSM n'est pas "interdite", mais qu'elle n'est pas "légalisée". Or nous estimons qu'elle doit avoir le droit d'être légalisée. Ou alors nous devons en conclure qu'elle n'est pas légalisée parce qu'elle remet en cause le régime de la propriété privée des moyens de production, ce qui serait une grave atteinte à la démocratie. »*

Monsieur le Conseiller ajoute : *"Puisque vous me parlez de IVe Internationale et du mouvement communiste, je vous répète qu'il existe un Parti communiste légal en République tchèque. Quant à la démocratie en République tchèque, elle ne peut pas être remise en doute, puisque nous sommes membres de l'Union européenne. Mais je répète que la loi tchèque exige des associations qu'elles respectent la loi."*

Jean-Jacques Marie insiste alors : *« Que signifie "respecter la loi" pour une association ? Cela signifie que ses statuts doivent respecter la réglementation en vigueur. Mais pas pour ce qui concerne ses objectifs. Ce serait tout autre chose. Comment peut-on, au nom d'une réglementation administrative, refuser la légalisation d'une association pour des motifs qui relèvent, eux, de la politique ? Serait-il possible d'avoir une réponse du ministère de l'Intérieur ? »*

Monsieur le Conseiller répond que *"le ministère de l'Intérieur a déjà tranché ; puisque vous êtes en rapport avec la KSM, vous n'avez qu'à leur demander qu'ils vous fournissent ces documents. Cependant, nous pouvons faire transmettre tout courrier de votre part au ministère de l'Intérieur."*

La délégation remercie l'ambassade de l'avoir reçu et fait savoir à Monsieur le Conseiller qu'elle en rendra compte aux signataires et poursuivra sa campagne internationale jusqu'à ce que les droits de la KSM à être légalisée soient appliqués.

Note de lecture

Le testament politique d'un père de la perestroïka

ALEXANDRE Iakovlev a été membre du bureau politique du Parti communiste soviétique sous Gorbatchev, dont il a été le bras droit. C'est l'un des pères de la perestroïka.

Un chaud partisan de la propriété privée

Mort l'an passé, il nous livre aujourd'hui avec *Le Cimetière des innocents* (1) son testament politique de haut bureaucrate... qui se présente comme un désenchanté du marxisme, du bolchevisme, du communisme, du socialisme.... et un chaud partisan de la propriété privée.

Le sens profond du livre d'Alexandre Iakovlev est donné à la fin. Il écrit en conclusion de son pamphlet : *"La Russie s'est retrouvée aux marges de la civilisation, dans la mesure où elle n'a jamais connu l'instauration d'un régime normal de la propriété privée. La propriété a toujours appartenu à l'Etat, à son élite féodale – et aujourd'hui à l'oligarchie de la nomenklatura des anciens apparatchiks. L'absence de propriété privée, surtout celle de la terre, est la cause première des ses maux et de son destin cruel"* (p. 266). Qu'entend donc Iakovlev par un "régime normal de la propriété privée" ? Pour en rester à celle de la terre, les grands propriétaires terriens privés de la Russie du XIX[e] siècle ne ressemblent-ils pas comme deux gouttes d'eau aux junkers prussiens de l'époque ou aux grands latifundiaires actuels (européens, américains ou natifs du pays) d'Argentine, du Brésil, d'Espagne et d'ailleurs ?

Une violente dénonciation

En tout cas, c'est au nom de la propriété privée que le *Cimetière des innocents* est de la première à la dernière page une violente dénonciation d'un régime qualifié par lui de "criminel" dès sa naissance.

Pour Iakovlev, qui stigmatise ce qu'il appelle sans barguigner *"le fascisme bolchevique"*, tout commence avec octobre 1917, qu'il qualifie non seulement de *"coup d'Etat"*, selon une mode déjà ancienne, mais même de *"coup d'Etat contre-révolutionnaire"* (p. 75), donc interrompant une révolution en cours. Cette réécriture de l'histoire est pour le moins sommaire ! Le gouvernement provisoire,

(1) Alexander Iakovlev : *Le Cimetière des innocents, Victimes et bourreaux en Russie soviétique, 1917-1989*. Calmann-Lévy, Paris.

en maintenant le pays dans la guerre, le ruinait et dressait contre lui la masse des soldats-paysans, qui ne voulaient plus de cette guerre où plus de deux millions d'entre eux avaient déjà laissé la vie, et des centaines de milliers de mutilés leurs jambes ou leurs bras... Et ils ne voulaient pas passer un nouvel hiver à crever dans la boue glaciale des tranchées pour des buts de guerre de conquête (à commencer par la conquête de Constantinople promise par Londres et Paris au tsar Nicolas II, sans doute au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes...).

"Une lassitude générale de la guerre"

Le général monarchiste Denikine, qui organisera la première armée antibolchevique, dite Armée des volontaires, note lui-même dans ses souvenirs : *"Une lassitude générale de la guerre et des troubles ; l'insatisfaction de la situation (...). L'armée ne voulait plus connaître aucun but de guerre et désirait la paix immédiate à n'importe quel prix"* (2). Les masses — et pas seulement les soldats — ne voulaient plus d'un gouvernement qui prolongeait la guerre et qui, par ailleurs, tentait de se survivre en fabriquant un pré-Parlement désigné et un directoire de cinq membres aux prétentions dictatoriales.

Le monarchiste Oleg Volkov note dans ses souvenirs : *"Des profondeurs des masses populaires montait quelque chose d'effrayant, qui réveillait le souvenir des jacqueries vécues par nos aïeux"* (3). Effacer cette réalité du mouvement qui montait du tréfonds même des masses paysannes et ouvrières pour transformer octobre 1917 en un coup d'Etat contre-révolutionnaire effectué par une poignée d'aventuriers contre une révolution suffit à illustrer la qualité pour le moins médiocre d'Alexandre Iakovlev comme historien.

Son livre apporte certes ici et là des documents d'un réel intérêt, comme l'ordre de Iejov du 15 août 1937 sur la répression contre les enfants de prétendus traîtres à la patrie, mais sa vision de l'histoire de la Russie, dans laquelle ces documents sont insérés et qu'ils sont censés conforter, est singulièrement cahotante. Il affirme ainsi d'un côté : *"Staline et les autres bolcheviks ont menti en prétendant que la Russie de Tolstoï et Stolypine accusait cent ans de retard sur l'Occident* (on voit mal ce que Tolstoï, adversaire du pouvoir tsariste, vient faire à côté du ministre de l'Intérieur, puis Premier ministre, Stolypine). *Elle était en train de rattraper ce retard. Ce n'est donc pas que la Russie ait été attardée : c'est plutôt que les bolcheviks lui ont brisé les jambes, lui ont fracassé la cervelle et l'ont poussée à faire machine arrière (...). Longtemps, la Russie a joué un rôle moteur — elle a fini par être à la traîne"* (pp. 47-48) à cause des *"lubies d'une poignée de criminels arrivés au pouvoir"* (p. 49).

Mais il écrit aussitôt après : *"Le peuple russe, épuisé par un millier d'années de pauvreté et d'humiliations continuelles, s'est laissé griser et abuser par la promesse d'un paradis sur terre immédiat"* (p. 49). Ce "paradis sur terre immédiat" est une légende que l'on trouve entre autres dans *L'Utopie au pouvoir*, d'Alexandre Nekritch et Michel Heller : *"Le bolchevisme avait vaincu facilement, car il proposait l'utopie : tout pour tous et tout de suite"* (4). Pure fable, que, d'ailleurs, les auteurs démontent eux-mêmes en ajoutant : *"Les bolcheviks offrirent l'illusion : la paix, la terre, le pain"* (5). Cette aspiration élémentaire serait un paradis, donc un rêve illusoire !

"Ils ont régné de façon inepte et sanguinaire"

Plus loin, Iakovlev ajoute un nouveau diagnostic assez différent : *"La tragédie de la Russie réside avant tout en ceci :*

(2) *Voprossy Istorii*, n° 2, 1991 , pp. 138-139. Cité dans Jean-Jacques Marie, *Staline*, Fayard, p. 153.

(3) Oleg Volkov : *Les Ténèbres*, Jean-Claude Lattès, p. 43.

(4) Alexandre Nekritch et Michel Heller, *L'Utopie au pouvoir*, Calmann-Lévy, p. 41.

(5) *Ibidem*.

pendant des millénaires (sic ! mais cet étonnant pluriel est peut-être une erreur de traduction), *elle a été gouvernée par des hommes et non par des lois. Ses gouvernants étaient des princes, des tsars, divers présidents et secrétaires généraux. Ils ont régné de façon inepte et sanguinaire. Le peuple existait pour le gouvernement et non le gouvernement pour le peuple. La Russie a évité l'esclavage classique. Mais elle n'a pas encore émergé du féodalisme"* (p. 265).

Ainsi, si l'on comprend bien Iakovlev, de ses premiers balbutiements de la fin du premier millénaire à 1917, pendant tout un millénaire, la Russie a été gouvernée par des princes et des tsars de manière *"inepte et sanguinaire"* et son peuple a été *"épuisé par un millier d'années de pauvreté et d'humiliation continuelles"*, ce qui, on l'avouera, ne pouvait guère l'avoir civilisé profondément ; et pourtant, la Russie rattrapait son retard sur l'Occident. Comprenne qui pourra. En fait, la réalité historique, évoquée en quelques lignes, vient un moment rattraper l'idéologie de l'auteur et la mettre à mal.

En tout cas, ce qui ressort de son rapide résumé de l'histoire de la Russie millénaire a laissé à la révolution de 1917 un héritage écrasant, dont Iakovlev oublie la réalité aussitôt après l'avoir évoqué.

Son livre comporte une galerie de portraits, dont celui de Staline, présenté comme un simple monstre : *"Architecte du système du goulag pour une destruction totale de la vie humaine (...). Inventeur de toute une catégorie d'ennemis du peuple, soumis à l'annihilation ainsi que leurs familles. Directement responsable de l'impréparation du pays à la guerre contre l'Allemagne nazie, et par conséquent de la mort de presque trente millions d'individus (...). Organisateur du démocide du peuple de Russie et d'autres peuples de l'URSS"* (p. 38).

Bien que de nombreux faits, souvent d'ailleurs connus avant la chute de l'URSS et largement confirmés depuis, donnent matière à brosser un tel portrait, Iakovlev force manifestement le trait, au point de rendre ses affirmations caricaturales. Que Staline ait été directement responsable de l'impréparation du pays à la guerre contre l'Allemagne, c'est une évidence. Mais dire qu'à ce titre, il soit responsable des 27 et quelques millions de morts que la guerre a provoqués, c'est une outrance grossière. Si graves qu'aient été les erreurs et les crimes de Staline, qui avait décimé l'Armée rouge en 1937-1938, les nazis portent quand même une sérieuse part de responsabilité dans ce carnage. Même si le pays avait été convenablement préparé à la guerre, Hitler aurait attaqué l'URSS, aurait sans aucun doute envahi son territoire étant donné la supériorité initiale de la Wehrmacht, bombardé et incendié villes et villages, traqué Juifs et communistes

"Annihilation totale de la vie humaine" ?

De même, affirmer que le goulag vise à une *"annihilation totale de la vie humaine"* relève de l'hyperbole journalistique. Le goulag répond à un double objectif : il fournit une main-d'œuvre gratuite, surtout pour des travaux pénibles, dans des territoires inhospitaliers où la main-d'œuvre "libre" ne peut guère être attirée par des primes, et il sert ensuite à terroriser la population. Ces deux fonctions sont suffisamment éloquentes pour ne pas en rajouter...

Et dans un emportement quelque peu suspect, il écrit des lignes que l'on trouve habituellement dans les publications d'extrême droite. Accusant les dirigeants bolcheviques de *« génocide, ou plutôt de "démocide" »*, il écrit que cette entreprise fut menée à bien *"avec l'étroite participation de Bronstein (alias Trotski), de Rosenfeld (alias Kamenev), d'Alfelbaum (alias Zinoviev) et de Dzerjinski. Ces crimes étaient commis sous le contrôle direct d'Oulianov (alias Lénine) et de Djougachvili (alias Staline)"* (p. 38).

Pourquoi ce rappel des noms de famille des intéressés entrés dans l'histoire sous leur pseudonyme ? Ne peut-on y voir là à bon droit la reprise d'un thème des nationalistes russes sur les malheurs

de la Russie dus aux étrangers ? Les quatre auteurs du prétendu démocide seraient en effet trois Juifs et un Polonais.

Ce genre d'insinuation rappelle les propos de Soljenitsyne dans *Deux siècles ensemble* : *"Pour les gens de ce temps-là, seuls les voleurs dissimulaient leur identité ou changeaient de nom. Alors, pourquoi Boris Katz avait-il honte de s'appeler ainsi et se présentait-il sous le patronyme de Kamkov ? Pourquoi Lourié se dissimulait-il sous le pseudonyme de Larine et Mandelstamm sous celui de Liadov ?"* (tome II, p. 71).

Le pseudonyme serait un stigmate.

D'ailleurs, Iakovlev écrit dans un registre qui rappelle encore celui de Soljenitsyne : *"Le bolchevisme est une folie démoniaque aux multiples facettes, une mascarade antihumaniste militante. Ses modèles idéologiques étaient le marxisme d'origine allemande et son équivalent anglais"* (p. 265). Les premiers coupables seraient donc Marx, Engels et des Anglais mal identifiés... On connaît la chanson.

Marc Teulin

Chronique des falsifications

Un mélange de grotesque et d'odieux

A M^me^ Elena Tchavtchavadzé

Madame,

En mars 2006, vous êtes venue chez moi avec une équipe d'opérateurs de télévision. Vous m'avez déclaré : *"L'intérêt pour Trotsky grandit en Russie. Nous voulons réaliser un film objectif sur Trotsky. Vous avez écrit une biographie de Trotsky dont on nous a dit beaucoup de bien. Nous voudrions donc vous poser quelques questions sur lui."* J'ai répondu à ces questions assez anodines sur l'activité de Trotsky au fil des ans.

Puis je n'entends plus parler ni de vous ni du film, dont j'apprends par hasard en avril 2007 qu'il a été montré à la télévision en février. Je vous en demande une copie. Je dois renouveler plusieurs fois instamment cette demande, pour la recevoir enfin au début d'août.

J'ai vu avec stupeur ce film sous-titré *"Le secret de la révolution mondiale"*. Me mêler — même seulement dans deux très brefs passages dont je vous demande la suppression — à ce film, fondé sur la collation des pires ragots diffusés depuis des décennies par les officines policières d'Europe et d'Amérique, est une provocation.

Votre film mélange le grotesque et l'odieux.

Grotesque l'affirmation que le Testament de Lénine, publié en Union soviétique en 1956 dans les *Œuvres complètes* de Lénine, serait un faux fabriqué sous la direction de Trotsky. Même Staline (le seul dirigeant du Parti bolchevique que votre film ne dénonce pas), qui en a cité une fois un passage dirigé contre ses adversaires, n'avait pas osé aller aussi loin ! Il se contentait d'en interdire la diffusion et d'envoyer au goulag quiconque était suspecté d'en avoir pris connaissance.

Grotesque et odieuse l'affirmation que Lénine serait un agent allemand.

Grotesque et odieuse l'affirmation que Trotsky aurait été en 1912-1913 un agent de renseignement de l'état-major autrichien avant de devenir en 1917 agent des services de renseignement anglais et américains, désireux, selon vous, comme Lénine, de démembrer et piller la Russie au compte de ces derniers !

Tel serait "le secret de la révolution mondiale" ! Une machination des services secrets allemands, anglais, américains, autrichiens, japonais, voire suédois, pour se partager l'empire russe.

Grotesques et odieuses les déclarations de M^me^ Natalia Narochnistkaia en ce sens. Cette "historienne", vice-présidente de la commission des affaires étrangères de la Douma et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, est une remarquable caution ! Elle prétendait en juin 2006 que George Bush menait une politique influencée... par le trotskysme (*"Il ne s'agit pas seulement d'un entrisme des trotskystes au Parti républicain, mais*

d'une continuation du marxisme scientifique par les néo-conservateurs", déclara-t-elle alors). Seuls des "historiens" de ce type peuvent cautionner votre salmigondis de grossiers ragots policiers.

Cette dame, qui parade dans votre film, appartient au parti Rodina, dont quatorze députés avaient signé en 2005 un projet de motion à la Douma demandant l'interdiction des organisations juives en Russie. Dans votre film, la grande majorité des révolutionnaires russes que vous dénoncez sont — pur hasard, bien sûr ! — des Juifs (Trotsky, Ioffé, Kamenev, Sverdlov, Volodarski, Ouritski, etc.). Votre société de culture russe se situe ainsi dans le droit fil du Rassemblement de la culture russe centnoir de 1900 et de l'antisémite Pamiat, fondée en 1984, et qui, l'un et l'autre, déjà utilisaient la couverture de la défense de la culture russe pour diffuser l'antisémitisme le plus nauséabond.

La liste des falsifications, calomnies, affabulations et fantaisies dont votre film regorge est trop longue pour être même simplement recensée.

Le ton de votre film est donné lorsque d'emblée vous qualifiez de *"provocation"* la grandiose manifestation des ouvriers de Pétersbourg du 9 janvier 1905 (le "Dimanche rouge") écrasée dans le sang par les Cosaques et l'armée du tsar. C'est ce qu'affirmaient déjà la police politique tsariste et le Saint-Synode de l'Eglise orthodoxe, dont vous assurez la continuité, et qui osaient attribuer la manifestation à l'argent japonais !

Les folliculaires staliniens, dont vous assurez aussi la continuité, ont aussi présenté comme une provocation l'organisation de cette manifestation, qui marque le début de la première révolution russe.

Tenter avec tant d'acharnement de salire la figure et l'activité de Trotsky ne vise pas seulement le passé et la révolution russe, mais aussi le présent. Le FSB, digne continuateur du KGB, accuse ainsi aujourd'hui les ouvriers de l'usine d'automobiles Avtovaz, en grève contre des conditions de travail lamentables et pour la hausse de salaires tout aussi lamentables, d'être manipulés par les trotskystes.

Votre film couvre ce type de provocation policière. C'est son seul usage.

Jean-Jacques Marie

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire 0908G78360